

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'AJUSTEMENT STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS ET LE « RIDEAU DE
GLACE » EN ARCTIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR JULIE RENAUD

FÉVRIER 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens avant tout à exprimer ma profonde gratitude à Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet, directeurs de ce mémoire, pour la qualité de leurs conseils, pour leur encadrement rigoureux et pour leur disponibilité sans faille. Leur confiance, leur cohérence et leur soutien intellectuel m'ont offert un cadre de travail stimulant, qui m'a permis de me dépasser. Leur passion pour la géopolitique, la politique étrangère américaine et les enjeux stratégiques a été une véritable source d'inspiration, nourrissant mon intérêt pour ces thématiques et enrichissant ma réflexion.

Je remercie également Laurent Borzillo et Joël Plouffe, membres de mon jury, pour leurs critiques pertinentes et leurs commentaires éclairés, qui ont grandement contribué à affiner mon analyse et à approfondir ma compréhension des enjeux étudiés.

Un immense merci à mes collègues de la Chaire Raoul-Dandurand et de l'Observatoire sur la politique et la sécurité de l'Arctique. Nos échanges ont non seulement enrichi ce travail, mais ont aussi été une précieuse source de motivation. Leur soutien, leurs encouragements et leur bienveillance ont rendu ce parcours d'autant plus enrichissant.

J'ai également une pensée particulière pour Marc-André Fournier, dont la passion pour la politique a été une véritable révélation et m'a donné l'élan nécessaire pour poursuivre dans ce domaine. Son enthousiasme et son engagement ont joué un rôle déterminant dans mon parcours académique. Je tiens aussi à remercier les professeurs du Département de science politique, qui, dès le début de mon baccalauréat, ont su éveiller ma curiosité et renforcer ma volonté de poursuivre mes études dans cette discipline.

Enfin, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma famille et à mes amis, dont le soutien indéfectible a été un véritable pilier tout au long de cette aventure. Leur patience, leur écoute et leurs encouragements constants m'ont permis d'avancer avec sérénité et de mener à bien ce projet. Je leur suis particulièrement reconnaissante pour leurs nombreuses relectures et leur aide précieuse dans les moments de doute. Leur humour et leur présence ont été tout aussi essentiels, m'offrant ces instants de légèreté indispensables, qui m'ont permis de prendre du recul et d'aller de l'avant avec plus d'énergie

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	I
LISTE DES FIGURES	1
LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	3
RÉSUMÉ	4
ABSTRACT	5
INTRODUCTION	6
CHAPITRE 1 : CADRE D'ANALYSE	15
1.1 STRATÉGIE ET AJUSTEMENT STRATÉGIQUE	15
1.2 UN SYSTÈME INTERNATIONAL EN TRANSFORMATION	17
1.3 LE RÉALISME NÉOCLASSIQUE ET LES PRÉFÉRENCES	25
1.4 MÉTHODOLOGIE	29
CHAPITRE 2 : S'ADAPTER AU NORD : L'ÉVOLUTION DES MENACES ET DES OBJECTIFS DANS LA STRATÉGIE ARCTIQUE AMÉRICAINE	34
2.1 UN MONDE EN TRANSFORMATION	36
2.2 LES PERCEPTIONS DES PUISSANCES ADVERSES ET L'ÉVOLUTION DE LA MENACE	40
2.3 LE REMANIEMENT DE L'ARCTIQUE : RÔLE ET OBJECTIFS DES ÉTATS-UNIS DANS UN NORD EN MUTATION	54
CHAPITRE 3: RECONFIGURER L'ARCTIQUE? LES LEVIERS STRATÉGIQUES DE WASHINGTON DANS UNE RÉGION EN TRANSFORMATION	62
3.1 L'APPROCHE OBAMA : DIPLOMATIE ACTIVE ET RETENUE MILITAIRE	64
3.2 L'ARCTIQUE SOUS TRUMP : COMPÉTITION STRATÉGIQUE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE TRANSACTIONNELLE	76
3.3 RENFORCER LES ALLIANCES ET S'ATTAQUER AU CLIMAT : L'APPROCHE GLOBALE DE BIDEN POUR L'ARCTIQUE	87
3.4 L'ADAPTATION DES OUTILS STRATÉGIQUES DE WASHINGTON AU NORD	95
CHAPITRE 4 CONCLUSION : AJUSTEMENT STRATÉGIQUE DE WASHINGTON ET DÉFIS À VENIR POUR L'ARCTIQUE	98
4.1 DISCUSSION	99
4.2 LIMITES ET PISTES DE RECHERCHES FUTURES	101
ANNEXE A CORPUS DES DOCUMENTS ÉTUDIÉS	104
ANNEXE B GRILLE D'ANALYSE : CHANGEMENT STRATÉGIQUE : INNOVATION/ADAPTATION	107
ANNEXE C : TYPOLOGIE DES STRATÉGIES AMÉRICAINES EN FONCTION DES INDICATEURS D'AJUSTEMENT STRATÉGIQUE	108
APPENDICE RÉGIONS DU PLATEAU CONTINENTAL ÉTENDU DES ÉTATS-UNIS (2023)	109
BIBLIOGRAPHIE	110

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Le modèle réaliste néoclassique	27
Figure 2.1 Nombre de mentions de puissances adverses et d'États révisionnistes dans les documents nationaux de défense de 2010 à 2023	37
Figure 2.2 Fréquence des termes mentionnés dans les NSAR de 2013 et de 2022	59
Figure 3.1 Nombre de brise-glaces gouvernementaux détenus par les grandes puissances en 2022.....	84

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 Exercices arctiques auxquels les États-Unis ont participé.....74

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACGF	Arctic Coast Guards Forum
AESC	Arctic Executive Steering Committee
CNUDM/UNCLOS	Convention des Nations unies sur le droit de la mer/ United Nations Convention on the Law of the Sea
DHS	Department of Homeland Security / Département de la Sécurité intérieure
DoD	U.S. Department of Defence
FONOP	Freedom of Navigation Operation/Opération de liberté de navigation
GIUK Gap	Greenland-Iceland-United Kingdom Gap
GLACIER	Global Leadership in the Arctic: Cooperation, Innovation, Engagement and Resilience Conference
IARPC	Interagency Arctic Research Policy Committee
IISS	International Institute for Strategic Studies
IMO	International Maritime Organization
NASA	National Aeronautics and Space Administration /
NDS	National Defence strategy / Stratégie de défense nationale
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration/ Administration nationale océanique et atmosphérique
NORAD	North American Aerospace Defense Command/ Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
NORTHCOM	U.S. Northern Command
NSAR	National Strategy for the Arctic Region/ Stratégie nationale pour la région arctique
NSF	National Science Foundation
NSS	National Security Strategy/ Stratégie de sécurité national
OTAN/NATO	Organisation du traité de l'Atlantique Nord/North Atlantic Treaty Organization
PRC/RPC	People's Republic of China / République populaire de Chine
PSC	Polar Security Cutter
QDR	Quadrennial Defense Review
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
U.S. GAO	U.S. Government Accountability Office / Bureau de la responsabilité gouvernementale des États-Unis
USAF	United States Air Force
USCG	United States Coast Guard / Garde côtière des États-Unis
USN	United States Navy / Marine des États-Unis

RÉSUMÉ

Tandis que la Chine consolide sa position dans divers secteurs, la Russie défie le droit international en multipliant les « lignes rouges » qu'elle traverse. Parallèlement, le statut hégémonique de Washington s'érode, affaibli par les faux pas de la Maison-Blanche sur la scène internationale et par l'instabilité politique liée à l'arrivée de Donald Trump et aux divergences partisans. Ce contexte suggère une transition vers un système international multipolaire, catalysant une vague d'études sur la recomposition du système mondial et sur les relations entre grandes puissances dans ce dernier. Cette étude revisite le concept d'ajustement stratégique pour évaluer si, face aux changements dans la distribution de pouvoir, les administrations américaines ont opté pour un retrait ou un équilibre stratégique dans une région jadis exempte de débordement international, l'Arctique. À travers des études de cas des administrations Obama, Trump et Biden, elle analyse l'influence de la perception des transitions de pouvoir sur la politique américaine dans la région polaire. Elle examine l'évolution des menaces, la définition des objectifs stratégiques, ainsi que les outils diplomatiques et militaires mobilisés par Washington. Les résultats attestent l'ajustement stratégique de la puissance américaine en Arctique. Ils révèlent un passage d'une perception de défis distants à celle de menaces plus concrètes. Ils permettent également de démontrer que, conformément au postulat réaliste néoclassique, la reformulation des objectifs stratégiques et les changements dans les moyens utilisés n'est pas le fait de changements structurels en soi, mais bien de la perception que ces changements sont menaçants.

Mots clés : ajustement stratégique, perception de la menace, compétition stratégique, États-Unis, Arctique, réalisme néoclassique, défense, diplomatie

ABSTRACT

While China is consolidating its position in various sectors, Russia is defying international law by increasingly crossing “red lines”. At the same time, Washington's hegemonic status is eroding, weakened by the White House's missteps on the international stage and by the political instability exacerbated by Donald Trump's presidency and deepening partisan divisions. This context suggests a transition to a multipolar international system, catalyzing a wave of studies on the reconfiguration of the world system and shifting great-power dynamics. This study revisits the concept of strategic adjustment to assess whether, in the face of shifts in the distribution of power, US administrations have opted for strategic withdrawal or balancing in a region once free of international spillover, the Arctic. Through case studies of the Obama, Trump and Biden administrations, it analyzes the influence of perceived power transitions on US policy in the polar region. It examines the evolution of threats, the definition of strategic objectives, and the diplomatic and military tools mobilized by Washington. The results confirm the strategic adjustment of the United States in the Arctic. They reveal a shift from the perception of distant challenges to that of more concrete threats. They also demonstrate that, in line with the neoclassical realist postulate, strategic adjustments stem not from structural changes per se, but rather from the perception that these changes are threatening.

Keywords: strategic adjustment, threat perception, strategic competition, United States, Arctic, neoclassical realism, defense, diplomacy

INTRODUCTION

Le déclin relatif des États-Unis, le comportement plus agressif de la Russie et la présence accrue de la Chine nourrissent le narratif d'un nouvel ordre mondial multipolaire dans lequel s'affrontent les grandes puissances. Dans les dernières décennies, la Russie est partiellement parvenue à rétablir son importance sur la scène internationale, notamment en modernisant ses bases et équipements militaires, en maintenant son arsenal nucléaire et en consolidant son pouvoir politique interne (Røren, 2023, p. 39). Cette résurgence en tant qu'acteur redoutable est surtout le fait du cumul d'actions belligérantes qui façonnent les contours du système international. Par ses actions en Géorgie, en Crimée et en Ukraine, Moscou signale sa volonté de se soustraire aux normes de l'ordre international libéral dominé par les États-Unis (Cooley et Nexon, 2020 ; Huebert, 2021a ; Røren, 2023).

Parallèlement, l'ascension fulgurante de la Chine marque un chapitre important dans l'équilibre mondial des pouvoirs. Pékin consolide son statut de grande puissance par sa croissance économique, ses avancées technologiques, son influence diplomatique croissante et la multiplication de sa présence militaire, notamment dans l'Indo-Pacifique (Adnan, 2014 ; Allan et al., 2008 ; Layne, 2008 ; 2018). La capacité du gouvernement chinois à naviguer les dynamiques géopolitiques complexes provoque des discussions sur le remodelage du paysage géopolitique et le rééquilibrage des alliances diplomatiques, des partenariats économiques et des stratégies qui en découlent.

La montée palpable des tensions entre Washington et Pékin, puis entre la Russie et l'Occident mène à des spéculations sur les possibilités de conflits entre les grandes puissances. Les inquiétudes face à la stabilité des affaires internationales poussent les spécialistes à une réévaluation des dynamiques de puissance et à se prononcer sur le comportement des États. Les chercheurs se penchent sur les calculs stratégiques, les manœuvres diplomatiques et les choix politiques effectués par les décideurs lorsqu'ils naviguent dans les méandres de la concurrence entre grandes puissances. Les débats entourant la pérennité de la puissance américaine sont centraux à la discussion. Alors que les tenants du déclin soulignent les bavures américaines et les soubresauts causés par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la montée chinoise et les perturbations russes ; les tenants de la prééminence estiment que la puissance américaine et l'ordre international

établi perdureront (e.g. Zakaria, 2008 ; Huebert, 2021a ; Layne, 2012 ; Nye, 2019). Nonobstant, l'histoire démontre que, face à de nouvelles réalités du système international, les puissances tendent à adapter leurs stratégies (e.g. Wohlforth, 1999 ; Brooks et Wohlforth, 2002). Pour ce faire, Washington dispose d'une panoplie d'outils politiques pour mener à terme ses objectifs dans diverses parties du monde.

L'Arctique, région longtemps caractérisée par sa stabilité géopolitique, est un point focal particulièrement intrigant pour ces tensions. Lors de la Guerre froide, l'importance stratégique de ce territoire qualifié de « dernière frontière » a été démontrée (Bert, 2012). À l'époque, dans un système bipolaire, Washington et Moscou ont entamé une course aux armements. Les deux superpuissances se sont notamment dotées de bombardiers stratégiques et des missiles balistiques capables de transporter des armes nucléaires (Carlson et al. 2020). Les États-Unis ont également érigé des stations radars de haute technologie et des bases militaires au Groenland, en Islande et en Norvège (Spohr et al., 2021, p. 2).

Au lendemain de la Guerre froide, la région n'a toutefois pas fait l'objet d'un grand intérêt de la part de la puissance vainqueur qui a atrophié ses capacités militaires au nord, en plus de faire preuve de réticence dans l'engagement multilatéral régional (Huebert, 2009). En effet, les États-Unis étaient peu enclins à s'engager dans le principal forum de discussion régional, le Conseil de l'Arctique, et n'ont pas ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNDUM) lui permettant d'asseoir ses revendications territoriales (Huebert, 2009). La superpuissance a par conséquent été qualifiée de géant endormi et de puissance réticente dans la région en raison de sa posture isolationniste (Huebert, 2009, p. 2 ; Østhagen, 2011 ; Reich et Dombrowski. 2017).

Aujourd'hui, pour plusieurs, l'Arctique est dorénavant l'un des théâtres du « retour de la compétition stratégique » (e.g. Bert, 2012 ; Blunden, 2012 ; Borgeson, 2008 ; Huebert, 2021a ; 2021b). La multitude de changements dans cet espace polaire et les remaniements du système international auraient transformé la région autrefois qualifiée d'exceptionnelle et exempte des tensions du système international (Exner-Pirot, 2013, p.123) en une région « normalisée », dorénavant forcée de jongler avec les impératifs de sécurité traditionnelle, humaine, environnementale et économique (Dittmer et al., 2011 ; Dodds, 2010 ; Greaves,

2019 ; Heininen, 2016). Les études mettent en lumière deux composantes majeures liées à l'ouverture du territoire polaire qui explique le regain d'intérêt, soit les implications économiques liées aux routes maritimes et aux ressources arctiques, ainsi que la présence de nouveaux espaces communs à patrouiller pour les forces maritimes (Bert, 2012 ; Blunden, 2012 ; Borgeson, 2008 ; Huebert, 2019b ; Pincus 2020).

D'abord, en 2008, la publication du U.S. Geological Survey révèle que jusqu'à 30% des réserves mondiales de gaz et 13% des réserves mondiales de pétrole se trouveraient en Arctique (USGS, 2008). Les avancées technologiques ont permis de découvrir que la région regorge également de matériaux critiques, tels que le lithium, le cobalt, les éléments des terres rares et le graphite, qui jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des technologies modernes, telles que les véhicules électriques, les systèmes d'énergie renouvelable et l'électronique de pointe, qui sont vitales pour la défense nationale et la compétitivité économique (Watson et al., 2023). En outre, d'autres opportunités économiques, telles que la pêche, la bioprospection et le tourisme nourrissent l'engouement pour la région septentrionale (Depledge et Lackenbauer, 2021, p. V). Face à ces découvertes, les médias et certains décideurs politiques propulsent le narratif d'une « course pour l'Arctique », dans laquelle le chevauchement des revendications des différentes parties serait le signal de lutte de pouvoir (e.g. Borgesson, 2008)¹. Le drapeau russe planté sur la dorsale Lomonossov au fond de l'océan Arctique lors d'une expédition scientifique, bien qu'il n'ait aucune portée juridique, favorise grandement la progression de cette idée (Dodds, 2010).

Les opportunités pour le commerce et le transport maritime² sont également mobilisées pour soutenir la thèse de nouvelles luttes d'influence dans la région (Bert, 2012 ; Blunden,

¹ Cette idée est toutefois nuancée par les spécialistes de la région. Ces derniers soulignent que les tensions sont limitées en raison des coûts élevés et des nombreuses difficultés d'accès aux ressources et voies maritimes de la région qui demeure partiellement couverte de glace (Lasserre, 2010 ; Lasserre et al., 2015). En outre, les médias sont accusés d'avoir mal cité le rapport du *U.S. Geological Survey* et surévalué les ressources qui restent moins abondantes qu'en Arabie Saoudite, par exemple (Lasserre et Pelletier, 2012, p. 555.). De plus, puisque la grande majorité des ressources se trouvent dans les zones économiques exclusives des États, elles ne sont pas contestables par les pays non limitrophes. Finalement, les revendications se font dans le respect des mécanismes prévus par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) (e.g. Landriault, 2023 ; Lasserre, 2019 ; Østhagen, 2021).

² Ces opportunités sont nuancées dans la littérature. Benjamin Shaller a par exemple souligné que ces passages sont plus risqués en raison des conditions météorologiques difficiles et imprévisibles, en plus d'engendrer des coûts supplémentaires en termes d'équipement et d'infrastructures nécessaires à la navigation et aux opérations de sauvetage (Shaller, 2020, p. 326). Une contrainte pratique supplémentaire est l'absence de grands centres de population et de

2012). Effectivement, la fonte des glaces crée l'opportunité de nouvelles routes navigables, le passage du Nord-Ouest, le passage du Nord-Est et la route transpolaire, qui offrent des itinéraires, plus courts, relient les grandes économies mondiales et pourraient représenter des alternatives aux canaux de Suez et de Panama (Depledge et Lackenbauer, 2021, p. V). L'ouverture de l'Arctique fait émerger deux positions contradictoires concernant l'accès au territoire polaire. Alors que les États côtiers défendent une gouvernance de la région circumpolaire en référence à leurs droits souverains et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les États non côtiers (la Finlande, l'Islande et la Suède), l'Union européenne, les Organisations non gouvernementales et la Chine, défendent une gouvernance globale des eaux arctiques (Auerswald. 2020, p. 259-260 ; voir aussi Dodds et Hemmings, 2015).

Outre ces opportunités, la présence croissante des grandes puissances, qui cherchent à accroître leur influence stratégique, marque une transformation significative du paysage arctique. Robert Huebert évoque la formation d'un « New Arctic Strategic Triangle Environment » dans lequel convergent les intérêts stratégiques fondamentaux de la Chine, des États-Unis et de la Russie (Huebert, 2019b, p.76). D'une part, l'intensification des activités de Pékin est évoquée pour attester la compétition stratégique, notamment en raison de son comportement révisionniste dans les zones maritimes. En effet, malgré l'absence de preuves concrètes de violation du droit international en Arctique (Buchanan et Strating, 2020 ; Liu, 2020, p. 298), les craintes de répétition d'un scénario similaire à celui en mer de Chine méridionale persistent (Martin, 2018 ; Thomassen, 2017). L'implication croissante de la Chine est devenue un aspect notable de la stratégie géopolitique plus large de la puissance asiatique, reflétant son approche proactive des opportunités mondiales émergentes (Østhagen, 2022). Bien qu'elle n'ait aucune frontière en Arctique, la Chine se positionne stratégiquement comme un État « quasi-Arctique »³. L'intensification des activités chinoises dans la région septentrionale s'est traduite notamment par la recherche scientifique, le développement de partenariats économique, les investissements dans des

consommation dans la région circumpolaire pour rendre opérationnelles et optimales les routes commerciales (Brighman, 2020, p. 155).

³ Ce concept a d'abord été mis de l'avant par un ambassadeur chinois lors de la conférence *Arctic Frontiers Conference* en 2013, puis réintroduit lors de la publication d'un livre blanc sur sa politique en Arctique en 2018 (Lim, 2018).

projets d'infrastructures et sa participation aux discussions sur la gouvernance régionale (Bennett, 2015 ; Kopra, 2013 ; Østhagen, 2022 ; Peng et Wegge, 2015 ; Sørensen, 2019)⁴.

D'autre part, l'importance stratégique de l'Arctique en termes de sécurité et de défense a également évolué. Alors qu'au lendemain de la Guerre froide, l'absence de menaces crédibles et la présence d'un rideau de glace ont permis aux États-Unis de délaissier ces latitudes éloignées, l'atrophie de leurs capacités dans leur région est aujourd'hui évoquée pour attester leur désavantage stratégique (e.g. Boulègue, 2021 ; Reich et Dombrowski, 2017). Contrairement à Washington, Moscou a assuré le maintien de ses capacités militaires dans ses territoires circumpolaires (Cherpako, 2020)⁵. Le déploiement de force russe est perçu avec méfiance et est largement cité pour soutenir l'idée que les États-Unis accusent un retard dans la région, préférant maintenir le statu quo afin de ménager leurs voisins polaires (Boulègue, 2021 ; Huebert, 2019a ; 2021)⁶. Cette tendance est exacerbée par la hausse des tensions dans le système international. Notamment, l'invasion russe de l'Ukraine a miné les efforts visant à isoler la gouvernance arctique de débordements géopolitiques internationaux (Østhagen, 2022b). La cristallisation des tensions entre la Russie et l'Occident dans la région circumpolaire s'illustre depuis, entre autres, par la qualification de la Russie comme étant une menace existentielle par l'OTAN, par les décisions de la Finlande et de la Suède de se joindre à l'alliance, par la rupture du dialogue au sein du Conseil de l'Arctique et par l'augmentation de la présence militaire occidentale dans la mer de Barents (Pedersen et Steinveg, 2024 ; Wall et Wedge, 2023). Par ailleurs, le décret d'une « amitié sans limites » entre Pékin et Moscou⁷ contribue à effriter l'idée d'absence de menace aux intérêts et à la sécurité de la superpuissance américaine (Iverson, 2024 ; Fife et Chase, 2024). Au-delà de l'exploitation des ressources et de l'augmentation

⁴ Des recherches remettent en question l'importance accordée à la présence chinoise dans la région polaire. Selon ces travaux, il y a une tendance à surestimer l'ampleur des investissements et engagements de Pékin en Arctique (e.g. Lackenbauer et al., 2022 ; Lasserre et al., 2015).

⁵ La Russie a toutefois négligé ses capacités militaires arctiques dans les années 1990 en raison de la crise économique et politique qui a frappé le pays après la fin de la Guerre froide, qui a entraîné une réduction drastique des dépenses de défense. À partir des années 2000, elle a progressivement réorienté ses priorités en réinvestissant dans la région, renforçant ainsi sa présence et modernisant ses infrastructures. (Pedersen et Pincus, 2021).

⁶ Pour certains analystes, il faut nuancer les objectifs de militarisation russe dans la région. Ces spécialistes soulignent la nécessité de distinguer les objectifs de la Russie en Arctique de ceux ailleurs sur la scène internationale et mettent en lumière la tendance de Moscou à être en faveur du droit international dans la région (Blunden, 2012 ; Buchanan, 2023 ; Exner-Pirot, 2020a ; Johnston, 2012).

⁷ Des études soulignent le caractère pragmatique de cette alliance et mettent en limite ses limites, telles que le manque de confiance et les objectifs différents des deux nations (e.g. Foxall, 2021 ; Lanteigne, 2024).

des investissements sur le passage Nord-Est, les deux pays renforcent dorénavant leurs liens en matière de sécurité grâce à des exercices conjoints dans la mer de Béring (Fife et Chase, 2024).

Malgré les nuances apportées quant aux opportunités économiques, puis au potentiel de conflit dans la région, les discours et perceptions entourant cette potentielle accessibilité ont été documentés comme ayant une incidence sur le comportement des États (Dittmer et al., 2011 ; Dodds, 2010 ; Greaves, 2019 ; Heininen, 2016). Les analystes cherchant à déterminer si les activités des grandes puissances mèneront à un conflit et à un accroissement des capacités militaires (Åtland, 2014 ; Auerswald, 2020 ; Bert, 2012 ; Blunden 2021 ; Huebert, 2021a ; 2021b) ou si la coopération prédominera grâce aux mécanismes multilatéraux en place (Chater, 2014 ; Heininen, 2018 ; Keating, 2014 ; Weinert, 2014). Comme l'expliquent Dittmer et ses collègues, la fonte des glaces et les transformations du système international ont mené à une ouverture de la région qui pousse les décideurs et les analystes à repenser l'Arctique. Selon les auteurs, ce territoire est maintenant conçu en des termes néoréalistes incitant une réponse géopolitique des acteurs étatiques, qui se livrent à une course à la reterritorialisation afin de justifier la poursuite de leurs intérêts nationaux (Dittmer et al., 2011, p. 203). Les États-Unis, qui privilégiaient jusqu'alors le statu quo, n'échapperaient désormais plus à cette tendance.

Toutefois, certaines études évoquent le manque de cohésion et d'engagement de la part de Washington (e.g. Conley et Melino, 2019 ; Rosen, 2022). Les experts ont souligné la nécessité de redéfinir les intérêts américains dans une région au contexte géopolitique changeant (Boulègue, 2021, p. 74-75 ; Carlson et al., 2020 ; Reich et Dombrowski, 2011, p. 132). À cet effet, les lacunes en termes d'infrastructures et d'équipements nécessaires à la défense des intérêts nationaux sont mises en lumière (Boulègue, 2021, p. 75). À l'inverse, des analystes ont mentionné un recalibrage des intérêts américains dans la région. Les « mesures exceptionnelles » prises notamment par l'administration Obama pour répondre au contexte géopolitique changeant ont été soulevées (Plouffe, 2017 ; Weingartner et Orttung, 2019). Cette étude cherchera donc à répondre à la question suivante : quel est l'impact de la perception des changements dans la distribution de la puissance sur la stratégie américaine en Arctique ? Plus précisément, elle entend observer

les ruptures ou la continuité dans la posture stratégique des États-Unis dans la région circumpolaire suite aux transformations dans la distribution de puissance du système international.

L'étude de l'évolution de la stratégie américaine en Arctique s'effectuera durant la période multipolaire, de 2008 à 2024. Plusieurs facteurs ont motivé cette décision. D'abord, 2008 est cité comme étant un moment clé signalant la montée en puissance de la Chine (e.g. Zakaria, 2008 ; Layne, 2012) ainsi que le début d'une posture plus agressive de la Russie dans le système international (Cooley et Nexon, 2020 ; Huebert, 2021a ; Røren, 2023). De surcroît, deux événements spécifiques à l'Arctique largement cités dans la littérature et s'étant déroulés respectivement en 2007 et 2008 témoignent du regain en importance de la région durant cette période. Ces deux épisodes sont le drapeau russe planté sur la dorsale Lomonossov au fond de l'océan polaire lors d'une expédition scientifique et la publication du *2008 U.S. Geological Survey*, qui a fait état des ressources potentiellement disponibles dans cette zone (Exner-Pirot, 2020a, p. 97 ; voir aussi Dodds, 2010).

Cette recherche tend d'abord à attester l'incidence des changements dans le système international sur la stratégie de Washington dans une région dotée d'une importance stratégique, l'Arctique. Elle possède également une dimension théorique puisqu'elle met à l'épreuve la théorie réaliste néoclassique. L'objectif est de déterminer sa capacité à expliquer l'évolution stratégique d'une grande puissance, les États-Unis, en réponse aux transformations du système international. En outre, la contribution de ce mémoire est également empirique. Bien qu'il y ait une riche littérature sur l'Arctique et les possibilités de conflit et de coopération s'y rattachant, la recherche portant spécifiquement sur la stratégie américaine demeure insuffisante. Les recherches menées portent principalement sur la définition de l'intérêt national américain dans le territoire circumpolaire (Altunkaya, 2019 ; Heininen et al., 2020 ; Lundestat et Tunsjø, 2015 ; Nilsson 2018). Joel Plouffe (2017) offre une note politique intéressante sur les actions menées par les administrations Obama et Trump dans la région. Bien que l'étude offre des pistes d'analyses quant aux différentes approches des deux présidents, elle demeure assez descriptive et n'offre pas de cadre d'analyse précis.

Quelques auteurs ont également contribué à la discussion en signalant le rôle de la variable systémique. Par exemple, Agata Lavario évoque le « rideau de glace » recouvrant la région polaire et le statut hégémonique des États-Unis pour expliquer le désintérêt de Washington pour l'Arctique (Lavario, 2021, p. 115). Selon Lavario, en l'absence de menaces imminentes et crédibles dans cette zone et sur la scène internationale, les États-Unis avaient la latitude nécessaire pour relayer la région au second plan des priorités. Similairement, Simon Reich et Peter Dombrowski évoquent la posture plus hostile de la Russie sur la scène internationale et la menace à la liberté de navigation pour expliquer le passage d'une stratégie isolationniste à une stratégie de retenue (Reich et Dombrowski, 2017, p. 134). Bien que cette étude offre des dimensions d'analyses intéressantes quant à l'incidence d'analyse de la variable systémique, elle n'identifie pas de variables claires et n'observe pas les évolutions de la dernière décennie. De surcroît, ces études se concentrent uniquement sur la variable systémique et ne permettent donc pas d'observer pourquoi une stratégie est privilégiée. À cet effet, Hermann et Hussong (2020) offrent des pistes de réflexion éclaircissantes dans une étude portant sur les moments où le Congrès américain s'intéresse et légifère sur l'Arctique. Gabriella Gricius (2021) ouvre également la « boîte noire » de l'État en ajoutant l'influence des perceptions dans son analyse de la conceptualisation de la région comme une zone de conflit par l'administration Trump. Or, son analyse ne surpasse pas l'opposition conflit-coopération prédominant la littérature sur la région.

Pour combler ces lacunes, l'étude de la stratégie américaine en Arctique se fera au moyen d'études de cas. Cette approche est choisie en raison de sa capacité à analyser des phénomènes complexes. Comme le soulignent Bennett et Elman, cette méthode est pertinente en relations internationales, puisqu'elle implique la prise en considération des interactions entre des variables structurelles et des variables au niveau de l'unité (l'État) (Bennett et Elman, 2007, p. 171). La comparaison d'études de cas permet aussi d'avoir des résultats qui sont à la fois cohérents avec le contexte historique des cas individuels et de mettre en lumière des modèles théoriques transcendants ces derniers (George et Bennett, 2005, p. 129). Cette méthodologie s'aligne ainsi avec le cadre conceptuel du mémoire, qui suppose que l'environnement international et les facteurs politiques internes orientent l'ajustement stratégique mis en place par la Maison-Blanche.

Bien que des études aient démontré l'influence d'une pluralité d'acteurs impliqués dans l'élaboration d'une stratégie, le mémoire s'attardera à sa mise en place par la Maison-Blanche. Le mémoire s'organise de la manière suivante : le premier chapitre fait état de la littérature pertinente sur le cadre d'analyse de la stratégie et de l'ajustement stratégique. En plus de faire une mise en contexte sur l'étude de cas choisi, le chapitre introduit les assises théoriques et méthodologiques mobilisées pour répondre à la question de recherche. Les chapitres subséquents permettront de mettre à l'épreuve le cadre théorique. L'objectif de ce mémoire étant d'attester la continuité ou la rupture de l'ajustement stratégique, les chapitres porteront respectivement sur les différentes composantes d'une stratégie, soit les menaces, les objectifs et les moyens.

CHAPITRE 1 : CADRE D'ANALYSE

En relations internationales, les changements dans la distribution de la puissance, puis la réponse subséquente des États dominants sont l'objet de nombreuses discussions centrales à la discipline. De manière similaire, la littérature sur l'Arctique évoque fréquemment les transformations du système international comme étant l'un des moteurs de regain d'intérêt et d'adaptation stratégique des états de la région pour répondre à ces nouvelles réalités (e.g. Bert, 2012 ; Blunden, 2012 ; Borgeson, 2008).

Afin de mettre en lumière l'évolution stratégique de Washington en Arctique, il convient de d'abord expliquer ce qu'est un ajustement stratégique, puis d'exposer les explications à ce dernier offertes par la littérature. Une revue de littérature de l'approche structurelle, prédominante dans le champ d'étude stratégique en relations internationales, servira de point de départ à l'analyse. Finalement, le survol des limites inhérentes à cette approche permettra de centrer l'analyse et d'inscrire cette recherche dans le courant réaliste néoclassique des relations internationales.

1.1 STRATÉGIE ET AJUSTEMENT STRATÉGIQUE

La définition de stratégie s'étend dorénavant au-delà des moyens et des fins militaires pour inclure tous les aspects de la puissance et de l'influence d'un État dans les domaines politiques, économiques et idéels (Liddel Hart, 1991, cité dans Kitchen, 2010, p. 127)⁸. Les multiples définitions partagent généralement trois composantes à savoir l'identification d'objectifs, de menaces et des moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une stratégie (Art, 1991, p. 51-52). Dans leurs études de la gestion du déclin par les grandes puissances, les stratèges et analystes ont défini et opposé des stratégies de statu quo à des stratégies expansionnistes ou encore des stratégies accommodantes à des stratégies dissuasives (Luttwak, 2002 et Kupchan, 1884, cités dans Kitchen, 2010, p. 137). Comme le souligne Colin Dueck : « il n'est pas difficile d'imaginer un certain nombre de dimensions à l'aide desquelles nous pourrions classer les stratégies: conflictuelles par opposition à

⁸ Il existe plusieurs définitions du concept. Charles Kupchan définit par exemple la stratégie d'un État comme étant « le plan d'un État pour assurer la sécurité nationale en maintenant l'équilibre entre les ressources nationales et les engagements extérieurs » (Kupchan, 1993, p. 13). Lawrence Freedman évoque « l'art de créer du pouvoir » et met en lumière l'importance des objectifs, des moyens et des voies (Freedman, 2008, p. 22-23). Pour sa part, Eric Nordlinger stipule qu'il s'agit de toute politique qu'un État peut mettre en place dans l'objectif de préserver sa sécurité (Nordlinger, 1996, p. 9-10).

coopératives, réalistes par opposition à idéalistes, unilatérales par opposition à multilatérales, et ainsi de suite » (Dueck, 2008, p. 12). De manière semblable, des étiquettes antagonistes ont été apposées à la stratégie de Washington en Arctique. À titre d'exemple, alors que certains soulignent les efforts d'engagements et mettent en lumière l'efficacité de la stratégie multilatérale d'Obama (e.g. Plouffe, 2017 ; Weingartner et Orttung, 2019), d'autres réitèrent la réticence de Washington à s'engager dans la région (Huebert, 2009 ; Reich et Dombrowski, 2017). L'une des principales limites de ces types d'analyses est qu'elles tendent à être très larges. Bien qu'elles soient pertinentes pour observer des tendances globales, elles peuvent s'avérer complexes à appliquer et manquer de nuance. À cet effet, Nicholas Kitchen affirme qu'il semble « peu probable que les stratégies des États s'intègrent parfaitement dans ces quelques typologies, ou qu'un changement significatif dans la stratégie se traduise nécessairement par le passage d'une typologie à une autre » (Kitchen, 2010, p. 137). Dès lors, les stratégies et les changements dans celles-ci peuvent être moins tranchés que ce que le présupposent les typologies et varier en fonction des différentes régions (e.g. Dueck, 2008 ; Reich et Dombrowski, 2017). Pour contourner les défis de la classification typologique des stratégies, il est utile de plutôt évaluer l'ajustement stratégique.

Ce dernier reflète le besoin des États de façonner leur politique en fonction des aléas du système international (Kupchan, 1994, p. 2). Il suppose une reconnaissance des pressions systémiques et, subséquemment, une adaptation de la posture stratégique dans le nouveau paysage international (Kupchan, 1994, p. 2). L'ajustement stratégique est lié au rôle et aux missions d'un État et reflète les estimations des menaces présentes et futures (Goldman, 1997, p.43). Il réfère à la fois aux menaces et aux objectifs d'un État, puis aux moyens mobilisés pour y répondre (Dueck, 2008 ; 2010 ; Goldman, 1997). Comme l'explique Nicholas Kitchen, « alors que le rafistolage de la politique étrangère sera justifié à la fois par les objectifs préexistants et les moyens de les atteindre, l'ajustement stratégique signifie un changement dans les objectifs et/ou les méthodes de l'État » (Kitchen, 2010, p. 137). Pour mener à terme un ajustement stratégique, les décideurs doivent élaborer des politiques permettant de balancer de manière appropriée leurs engagements et leurs ressources économiques, militaires, politiques et culturelles (Kupchan, 1994, p. 2 ; Mérand, 2020, p. 7). L'ajustement stratégique peut comporter plusieurs dimensions, telles que l'engagement

ou le désengagement diplomatique, les variations du budget et du déploiement militaire, le degré de confrontation vis-à-vis les adversaires ainsi que l'aide internationale (Dueck, 2008, p. 12).

1.2 UN SYSTÈME INTERNATIONAL EN TRANSFORMATION

Pour plusieurs, l'ajustement stratégique est le fait de pressions systémiques nécessitant de s'adapter à un contexte pour assurer sa survie. Dans cette optique, pour les tenants de l'approche structurelle, l'appartenance de l'État au système dicte son comportement (Waltz, 1979). Ainsi, pour ces auteurs, ce sont les changements dans la distribution de la puissance entre les États qui motivent la politique internationale (Gilpin, 1981 ; Organski et Kugler, 1980 ; Waltz, 1979). Notamment, la théorie de la transition de la puissance (Organski, 1958) stipule que les rivalités entre une puissance dominante et une puissance montante peuvent mener à un conflit, surtout lorsque cette dernière atteint une parité de puissance et conteste l'ordre établi (Macleod et Bonditti, 2019, p. 574). Fondée sur l'idée d'un système international hiérarchisé, elle suggère que les guerres découlent des remises en question du statu quo (Macleod et Bonditti, 2019, p. 574). Bien que cette théorie ait été critiquée pour sa vision rigide de l'hégémonie et la difficulté à mesurer précisément la montée en puissance d'un État, elle offre des pistes intéressantes pour attester de changements dans certaines régions (e.g. Borzillo et al., 2024).

La centralité de la puissance comme contrainte systémique est toutefois sujette à débats dans la discipline. En effet, la littérature évoque une multitude de pressions issues du système international, telles que la croissance et le déclin des foyers de puissance, mais également le type de polarisation internationale, les liens diplomatiques et économiques, les institutions internationales et les configurations militaires (David, 2013, p. 87 ; David, 2015, p. 55-56). Les spécialistes se positionnent à savoir si les États recherchent toujours la puissance, et, le cas échéant, quel type de puissance est désiré (David, 2013, p. 80). Pour les réalistes, la notion de puissance demeure centrale, puisqu'elle est l'objet de relations entre les États (Aron, 1984 ; Morgenthau, 198 ; Waltz, 1979). Elle signifierait « la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres » (Aron, 1984, p. 58) et façonnerait sa capacité à agir dans le système international (Evans et Newman, 1990, p. 340). Certains auteurs critiquent cependant la définition classique de la puissance qui s'attarde uniquement aux

capacités militaires. À cet égard, au lendemain de la Guerre froide, Joseph Nye (1990) évoque la désuétude de la définition de la puissance en termes militaires seulement⁹. De manière plus radicale, Edward Luttwak (1995) stipule que la puissance économique remplace dorénavant la puissance militaire. Malgré les distinctions dans la définition, les spécialistes s'entendent pour affirmer que la puissance comporte des dimensions d'influence et de contrôle et qu'elle est « liée à la volonté des États, objective ou non, de préserver leur survie et leurs capacités militaires et de mettre en œuvre leurs objectifs de sécurité » (David, 2013, p. 81).

Ces distinctions dans les attributs de la puissance et dans sa signification pour les relations interétatiques sont importantes, puisqu'elles se répercutent dans l'évaluation des changements dans la distribution de la puissance, puis dans la manière dont cela se transposera sur le comportement des États. En d'autres termes, l'évaluation du déclin des États-Unis ou de l'importance de la montée en puissance de la Chine ne sera pas la même en fonction de la définition de la puissance qui est mobilisée. À cet effet, une étude menée par *Foreign Affairs* (2023) révèle l'absence de consensus parmi les chercheurs quant à la nature du système international, certains le qualifiant de bipolaire, d'autres de multipolaire, tandis qu'une part significative le perçoit encore comme unipolaire. Dans le débat sur la puissance américaine, deux thèses s'affrontent : celle du déclin des États-Unis et celle de la pérennité de leur suprématie.

1.2.1 DÉCLIN DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE ?

Le premier courant regroupe les tenants de la thèse du déclin des États-Unis. Deux sous-arguments sont évoqués pour attester cette position, à savoir le déclin relatif des États-Unis dans certains domaines et la présence de puissances émergentes pouvant potentiellement rivaliser avec Washington. La thèse du déclin est soutenue par une rhétorique sur le retard des États-Unis dans plusieurs sphères, dont l'éducation, la santé, l'environnement et le

⁹ Sans nier que le recours à la force est toujours une forme de puissance actuelle, Nye (1990) distingue la puissance dure de la puissance douce. En s'appuyant sur l'idée d'une interdépendance accrue dans le système international, il affirme que les États ont maintenant d'autres attributs de puissance à leur disposition. Selon l'auteur, la puissance douce a des attributs moins tangibles, tels que la cohésion nationale, l'universalité de la culture ou encore les institutions internationales (Nye, 1990, p. 175-176). De ce fait, Nye et Keohane affirment que la puissance inclut dorénavant les capacités d'un État à entraîner d'autres États à faire ce qu'ils ne voudraient pas faire. Pour ce faire, plutôt que d'avoir recours à la force, les États influencent et négocient par le biais d'institutions internationales (Nye et Keohane, 1974 ; 1977).

secteur technologique (Starobin, 2009). Les déclinistes mentionnent également la déchéance de la légitimité politique de la puissance américaine sur la scène internationale. Une série d'événements internationaux, tels que la vague de printemps arabes, la crise économique de 2008, les guerres et interventions bâclées et le surendettement américain ont propulsé cet argument (David, 2013 ; 2015, p. 223-224 ; Gelb, 2010). De surcroît, l'influence de facteurs internes, singulièrement l'hyperpolarisation, est identifiée comme étant un facteur du recul de la puissance américaine et de sa légitimité (Schultz, 2017, p. 7). Certains commentateurs vont jusqu'à mentionner l'érosion du leadership américain dans les institutions multilatérales à la suite de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump (e.g. Haass, 2020a ; David et Vallet, 2015). C'est donc une régression de la puissance américaine dans certains domaines qui est ici évoquée.

D'autre part, les déclinistes évoquent la montée en puissance d'autres États pour soutenir leur argument. Ces derniers accumulent différents attributs de la puissance, tels que les ressources économiques et militaires, mais également les capacités à influencer d'autres acteurs du système international (Layne, 2009 ; 2012). Singulièrement, l'existence d'un pôle de puissance économique et militaire dominé par la Chine est citée dans la littérature (Adnan, 2014 ; Layne, 2008, p. 13). Certains auteurs affirment que les remaniements de la puissance dans le système international mènent à l'avènement d'un monde post-américain dans lequel les États-Unis demeurent une grande puissance, sans toutefois être la seule (Acharya, 2014 ; Fergusson, 2011 ; Hiro, 2010 ; Zakaria, 2008 ; 2009). Par conséquent, les changements dans la distribution de la puissance portent davantage sur la montée d'autres puissances que sur le réel déclin des États-Unis. Une part significative du corpus littéraire sur l'Arctique fait échos aux arguments de changements dans les distributions de puissance dans la région septentrionale en évoquant à la fois le retard des États-Unis, puis les défis aux intérêts américains posés par la présence accrue de puissances adverses (e.g. Bert, 2012 ; Blunden, 2012 ; Borgeson, 2008 ; Huebert, 2021a ; 2021b).

1.2.2 LE MAINTIEN DE LA PRÉÉMINENCE

Le deuxième corpus littéraire regroupe les défenseurs du maintien de la prééminence des États-Unis dans le système international. Les auteurs s'inscrivant dans ce courant évoquent d'abord le statut inégalé de la puissance dans les domaines institutionnels, militaires et

économiques (Christensen, 2015 ; Lieber, 2019 ; Nye, 2010 ; 2019). Les défenseurs de cette thèse stipulent que la montée en puissance d'États rivaux n'équivaut pas à la fin de l'hégémonie américaine. À titre d'exemple, Beckley souligne que, bien que les États-Unis soient face à certaines menaces, aucune d'entre elles n'est susceptible de sérieusement contester l'hégémon (Becker, 2018, p. 2). Similairement, Salvatore Babones met en lumière la nécessité de nuancer les discours sur la puissance chinoise qui arrivera en second rang en termes de puissance indispensable (Barbones, 2011, p. 79). Nye nuance également l'émergence de la Chine en affirmant que, même si Pékin parvenait à surpasser Washington dans le domaine économique, d'autres dimensions de la puissance viennent relativiser l'impact de cette ascension (Nye, 2019, p. 73). En outre, ces auteurs affirment que les États-Unis maintiennent leur capacité à dicter l'agenda stratégique international grâce aux institutions internationales créées depuis 1945 (David, 2013, p. 88).

Bien que ces courants aient des positions divergentes quant au maintien du statut hégémonique des États-Unis dans le système international, ils reconnaissent que ce dernier est le théâtre de transformations dans la distribution de la puissance. Cela étant, ce mémoire ne cherche pas à trancher les multiples débats sur la multipolarité du système international et prend une approche tendant à considérer ce dernier comme étant multipolaire.

1.2.3 LES PERCEPTIONS DES CHANGEMENTS DANS LA DISTRIBUTION DE LA PUISSANCE

Puisque ce mémoire ne vise pas à attester le recul de la puissance américaine ou à valider sa position hégémonique, seuls les apports théoriques des auteurs s'attardant aux perceptions du déclin de la puissance seront mobilisés. Cette approche ne prétend pas à une analyse objective de la réalité. Elle privilégie plutôt l'étude des décisions prises par les décideurs en fonction de ce qu'ils perçoivent d'une situation et de ce qu'ils jugent être une réponse appropriée (David, 2015, p. 45).

Des auteurs tels que Robert Jervis (1976) et Richard Lebow (1981) affirment que les décideurs sont sujets à des erreurs dans leur capacité à identifier des changements dans la distribution de la puissance et dans l'identification des réponses optimales à adopter. À cet effet, certains évoquent la susceptibilité de quelques leaders politiques à ne pas faire preuve d'objectivité et de rationalité en raison de facteurs tels que le tempérament du décideur ou ses filtres cognitifs (Hermann et al., 2001 ; Jervis, 1976 ; 1978). Comme le souligne Robert

Jervis, le comportement d'un État est davantage tributaire des filtres cognitifs et des comportements des individus au pouvoir que de contraintes réelles dans le système international (Jervis, 1976, p. 9-19 et p. 23-31). Similairement, William Wohlforth affirme que : « si la puissance influence le cours de la politique internationale, elle doit le faire en grande partie à travers les perceptions des personnes qui prennent des décisions au nom des États » (Wohlforth, 1993, p. 2).

En outre, la perception du déclin signale aux décideurs une régression du statut social sur la scène internationale (Mérand, 2021, p. 4). Selon Lebow, les États sont motivés par leurs ambitions de prestige et seront incités à agir face à ce sentiment de déclin (Lebow 1981, cité dans Mérand, 2021, p. 4). En d'autres termes, bien que les décideurs puissent agir de manière incohérente avec les stimuli du système international, une simple perception de changement dans la distribution de la puissance est suffisante pour qu'un État cherche à accroître son niveau de sécurité (Jervis, 1976 ; Wohlforth, 1993).

Au sein de la Maison-Blanche, malgré la polarisation engendrée par le sujet, les partis démocrates et républicains soulignent tous les deux des inquiétudes face à l'influence de puissances montantes tels que la Chine et la Russie (e.g. White House, 2015 ; 2017 ; 2022). Subséquemment, cette étude se penche sur les perceptions des changements dans la distribution de la puissance. La question suivante se pose : quelles sont les conséquences des perceptions des changements dans la distribution de la puissance? La littérature portant sur les conséquences de la perception du déclin et de la montée des pôles de puissances ne fait pas consensus et est dominée par les auteurs (néo)réalistes et (néo)libéraux. Les auteurs des deux camps cherchent à connaître et à prédire la nature des relations interétatiques, ainsi que le comportement des États en réponse aux mutations liées à la distribution de la puissance.

1.2.4 LES CONSÉQUENCES DES CHANGEMENTS STRUCTURELS

L'institutionnalisme libéral et le maintien de la prééminence

Les institutionnalistes libéraux sont optimistes quant à la montée de puissances émergentes et au déclin relatif des États-Unis. Ils ne pensent pas que les changements dans la distribution de la puissance mèneront à un bouleversement de l'ordre international, à un comportement plus agressif ou à un conflit. Pour ces derniers, l'hégémonie est

institutionnalisée (Keohanne, 1989, Nye, 2004, dans David, 2013, p. 88). Les libéraux affirment que les institutions internationales en place permettront à la superpuissance de maintenir son hégémonie malgré son déclin relatif (David, 2013, p. 88). L'intégration des puissances émergentes aux institutions réduit ici le risque de mécontentements de ces dernières et contribue à préserver le statu quo (Ikenberry, 2005, p. 136). Similairement, Fred Halliday évoque une convergence vers des intérêts communs, dont la paix et la stabilité (Halliday, 1988, p. 192). Certains auteurs libéraux défendent également l'existence d'une interdépendance. Dans cette dernière, l'anarchie et la compétition du système international sont tempérées par une confiance mutuelle entre les États en raison de l'efficacité des institutions internationales (Keohanne et Nye, 1977). Par ailleurs, pour les tenants de cette approche, face à la montée de puissances émergentes, l'hégémon cherche à réduire l'usage de sa puissance pour préserver la stabilité (Ikenberry, 2005, p. 136). En somme, selon les libéraux, Washington fera preuve de retenue stratégique et l'ordre institutionnel sera maintenu (David, 2013, p. 88)

Les institutionnalistes néolibéraux ayant analysé l'Arctique croient également en la possibilité du maintien du statu quo d'un ordre international et régional dicté par les États-Unis. Ces derniers ont tendance à mettre en lumière le caractère « exceptionnel » et coopératif de la région circumpolaire en raison de la prédominance du droit international et de l'efficacité des institutions régionales (Chater, 2014 ; Exner-Pirot, 2020a ; Keaton, 2014 ; Kraska, 2011 ; Østhagen, 2021). Ces auteurs soulignent une interdépendance à l'égard des menaces communes auxquelles font face les États, notamment en ce qui a trait aux enjeux économiques, de sûreté maritime et d'environnement (e.g. Heininen, 2016 ; 2018). L'interdépendance et les menaces communes expliqueraient la propension des États à adhérer à un « *consensus Arctique* » (Heininen, 2018, p. 174). Se retirer du cadre coopératif serait trop coûteux, ce qui pousserait les États à utiliser la voie diplomatique et la coopération multilatérale dans leurs stratégies d'adaptation aux changements dans la région et dans l'ordre mondial (e.g. Byers, 2017 ; Lamy, 2016 ; Lundestad et Tunsjø, 2011). À titre d'exemple, en évaluant les incidences des tensions montantes entre la Russie et l'Occident, Michael Byers souligne le maintien du dialogue entre Moscou et Washington, notamment au sein du Conseil de l'Arctique et dans les opérations de recherche et

sauvetage, en raison d'une interdépendance complexe (Byers, 2017, p. 21 ; voir aussi Rahbek-Clemmensen, 2017). Cet optimisme est cependant réfuté par les réalistes.

Les théories réalistes et le déclin des États-Unis

Les réalistes structurels n'offrent pas de prédictions claires sur la conduite de la politique étrangère. En effet, ils prennent plutôt position sur l'évolution du système international. Selon certains, la tendance vers la multipolarité est inévitable et sera acceptée par l'hégémon, qui diminuera sa présence militaire et laissera la place aux puissances émergentes cherchant à affirmer leurs intérêts économiques, stratégiques et politiques (Mearsheimer, 2001 ; 2018). Dès lors, face à son déclin, la puissance se retranchera (Mandelbaum, 2010, cité dans David, 2013, p. 89).

Toutefois, pour les réalistes offensifs, les États cherchent avant tout à maximiser leur puissance. La montée d'autres États aura donc pour conséquence un comportement plus agressif de la grande puissance (Mearsheimer, 2001). Les réalistes adhérant à la théorie de la transition de la puissance présupposent également un risque de comportement belliqueux. Or, pour ces derniers, c'est l'insatisfaction de la puissance montante qui la mènera à une attitude plus contestataire vis-à-vis la puissance dominante et l'ordre mondial (Organski et Kugler, 1980). En outre, selon les réalistes offensifs, les institutions ne seront plus suffisantes pour le maintien de l'ordre stratégique qui risque de ce fait d'être transformé (David, 2013, p. 91-92).

Les réalistes défensifs affirment pour leur part que la montée d'une puissance secondaire ne conditionne pas nécessairement les États à adopter une posture plus hostile (Snyder, 1991, p. 9-12). Ceux-ci recherchent avant tout à optimiser leur sécurité. Parmi les contributions significatives sur la montée en puissance de la Chine et le déclin relatif des États-Unis, il faut souligner les travaux de Graham Allison. En mobilisant le piège de Thucydide, Allison démontre que le stress occasionné par la montée d'une puissance est susceptible d'engendrer un conflit même dans une situation de « business as usual » (Allison, 2017). Pour certains auteurs, la compétition associée aux changements dans la distribution de la puissance place les États dans ce que John Herz surnomme un « *dilemme de sécurité* », c'est-à-dire une situation où, en raison de l'anarchie, les mesures prises par un État pour accroître sa sécurité engendrent une insécurité (Herz, 1950, p. 157). Dans une

telle situation, un État augmente ses capacités de défense, ce qui provoque un renforcement militaire de ses adversaires par crainte de mouvement offensif. (Herz, 1950 ; voir aussi Jervis, 1976).

Le corpus néoréaliste ayant étudié l'Arctique aborde également les changements dans la distribution de la puissance et évoque le potentiel de tensions dans l'espace circumpolaire. Comme le soulignent Knecht et Keil, « les néoréalistes subordonnent la géographie aux objectifs des gouvernements en quête de pouvoir, de sécurité et de bien-être, et mettent l'accent sur le comportement concurrentiel des États riverains » (Knecht et Keil, 2013, p. 179). Les tenants de cette approche abordent les investissements des États dans ce qu'ils qualifient de « course » pour l'Arctique, ses ressources et ses voies maritimes, ainsi qu'une militarisation accrue de la région (Blunden, 2012 ; Boulègue, 2021 ; Huebert, 2021). Bien que les réalistes ne prédisent pas un conflit imminent, ils soulignent le risque de débordements de conflits internationaux en raison de la compétition stratégique accrue et de la hausse des activités militaires, qui mèneraient à un dilemme de sécurité (Åtlanda, 2014 ; Blunden, 2012 ; Boulègue, 2021 ; Huebert, 2021 ; Østhagen, 2021 ; Reich et Dombrowski, 2017).

En somme, il n'y a pas de consensus dans la littérature sur la manière dont les changements dans la distribution de la puissance façonneront le comportement d'un État. Par ailleurs, l'opposition coopération-conflit semble inadaptée pour évaluer le comportement d'un État. À travers leur histoire, les États-Unis ont eu à la fois des rapports conflictuels et coopératifs avec les autres puissances (e.g. Dueck, 2008 ; Layne, 2006). Similairement, dans la littérature portant sur l'Arctique, bien que les études offrent des dimensions d'analyse importantes en ce qui a trait aux dynamiques régionales et internationales, elles tendent également à caractériser de manière binaire les relations interétatiques. Subséquemment, elles adressent uniquement l'une des composantes stratégiques de l'État à savoir la participation aux initiatives diplomatiques et multilatérales *ou* l'accroissement des capacités militaires. À la lumière de ce qui précède, l'analyse seule de facteurs structurels ne permet pas d'expliquer le choix d'une stratégie plutôt qu'une autre et n'offre pas d'analyse des nuances stratégiques mobilisées par les États pour agir dans la région.

1.3 LE RÉALISME NÉOCLASSIQUE ET LES PRÉFÉRENCES

La question demeure : quels sont les impacts des perceptions de changements dans la distribution de la puissance sur la stratégie des États-Unis en Arctique ? Bien que l'approche systémique offre des pistes de réflexion intéressante, elle ne suffit pas à répondre adéquatement à la question. Le cadre théorique réaliste néoclassique est utile afin d'obtenir une réponse plus approfondie. En effet, ce modèle s'avère pertinent pour ce mémoire, qui cherche à analyser l'évolution stratégique au fil du temps en réponse aux remaniements du système international. L'objectif de cette approche, à savoir « expliquer les variations de la politique étrangère d'un même État à travers le temps ou celles de plusieurs États confrontés aux mêmes contraintes externes » (Ripsman et al., 2016, p. 21), s'aligne avec les ambitions de cette étude.

L'application de ce cadre théorique suppose une incidence des perceptions de changements dans la distribution de la puissance, sur l'ajustement stratégique des États-Unis en Arctique. Bien que les réalistes néoclassiques partagent l'ontologie réaliste, notamment en ce qui concerne la centralité de l'état comme acteur du système international et l'importance du concept de puissance (Macleod et Bonditti, 2019, p. 448), ils nient la séparation des niveaux systémiques et internes (Kugler et Organski, 1989, p. 173). Dans ce modèle théorique, « les pressions systémiques sont filtrées à travers des variables intermédiaires internes pour produire des comportements de politique étrangère » (Randall, 2006, p. 6).

1.3.1 L'IMPORTANCE DES PRESSIONS SYSTÉMIQUES SUR LE MAINTIEN DE LA PUISSANCE

Les tenants du réalisme néoclassique reconnaissent l'importance des facteurs systémiques, mais considèrent qu'ils ne sont pas suffisants pour expliquer la diversité des stratégies étatiques. Ils remettent en question l'idée que les États réagissent uniformément aux contraintes du système international. En effet, pour plusieurs, ces dernières sont insuffisantes pour prédire et expliquer la nature coopérative, compétitive ou conflictuelle des relations entre les grandes puissances et ne permettent pas de percevoir l'éventail de nuances stratégiques pouvant être mobilisées par les États (Larson, 1985, p. 3 ; Jervis, 1996, p. 118-122). Waltz lui-même souligne que les contraintes du système international permettent d'expliquer de grandes tendances globales, mais sont insuffisantes pour

comprendre les choix politiques et stratégiques sur le court terme (Waltz, 1979, p. 48-49 et p. 118-128).

Comme l'explique Schweller : « les impératifs structurels obligent rarement, voire jamais, les dirigeants à adopter une politique plutôt qu'une autre ; les décideurs ne sont pas des somnambules, ballottés par des forces inexorables échappant à leur contrôle » (Schweller, 2004, p. 164). De plus, les États ne sont pas toujours capables d'évaluer avec précision la distribution de la puissance à l'échelle internationale (Organski et Kugler, 1980, p. 172-173). Rose souligne que, même lorsque leur survie est en jeu, ils peinent souvent à répondre de manière adéquate aux stimuli du système international (Rose, 1998, p. 152-154 et 165-168). Ainsi, pour les réalistes néoclassiques, en supposant que tous les États adoptent des réponses similaires face à un changement dans la distribution de la puissance, l'approche structurelle conduit à des écarts significatifs avec la réalité empirique (Taliaferro, 2004 ; Schweller, 2004; Snyder, 1991).

Plutôt, les réalistes néoclassiques perçoivent l'anarchie et la polarité comme des conditions permissives et non des forces causales indépendantes (Walt, 2002, p. 211). Ici, la structure internationale et ses modificateurs fixent un cadre contraignant, mais non déterministe, pour les choix stratégiques des États (Ripsman et al., 2016, p. 57). Comme le souligne Barry Buzan, ces modificateurs structurels « affectent non seulement la capacité et la volonté des unités d'interagir, mais détermine aussi quel type de niveaux d'interaction sont possibles et désirés » (Buzan, 1993, p. 69).

Bien que ce courant regroupe diverses approches, Ripsman et ses collègues soulignent que l'ambiguïté ou la clarté des menaces dans le système international détermine le degré de contrainte auquel les décideurs sont soumis, influençant ainsi leur marge de manœuvre dans l'élaboration des décisions stratégiques (Ripsman et al., 2016, p. 50). Selon ces auteurs, le système international crée un environnement stratégique pouvant être permissif ou restrictif et clair ou incertain (Ripsman et al., 2016., p. 47-53). Le choix de la solution optimale à mettre en place face aux changements est ainsi tributaire de 1) l'imminence et de l'ampleur des menaces auxquelles un État fait face ; 2) du degré de perceptibilité des menaces ainsi que des informations relatives à la temporalité des menaces et 3) de la présence d'option stratégique optimale (Ripsman et al., 2016, p. 47-53). Selon eux, pour

qu'une menace soit qualifiée de claire, elle doit présenter trois caractéristiques principales. D'abord, l'État menaçant doit adopter une posture révisionniste ou être hostile à l'intégrité territoriale ou aux intérêts fondamentaux de l'autre État. Ensuite, il doit posséder la capacité économique et militaire nécessaire pour infliger des dommages. Enfin, il doit y avoir un sentiment de risque imminent que cet État révisionniste utilise cette capacité (Ripsman et al., 2016, p. 46). Ainsi, les réalistes néoclassiques reconnaissent l'incidence et l'importance des pressions systémiques liées aux changements dans la distribution de la puissance. Or, ils réfutent les capacités des décideurs à bien évaluer cette transition de la puissance et soulignent l'influence de divers facteurs.

1.3.2 L'IMPORTANCE DES FACTEURS IDÉELS SUR LE CHOIX DES STRATÉGIES D'AJUSTEMENT

En outre, afin de pallier l'insuffisance de l'unique explication structurelle, les réalistes néoclassiques incluent une variable intermédiaire. Celle-ci agit comme un filtre au niveau de l'unité étatique, modulant la perception des stimuli internationaux et influençant l'identification de la réponse optimale à adopter (Ripsman et al., 2016, p. 47-50).

FIGURE 1.1 LE MODÈLE RÉALISTE NÉOCLASSIQUE



Source : Selon le modèle de Ripsman et al., 2016.

La littérature néoclassique identifie plus d'une variable intermédiaire possible pour expliquer un changement stratégique. Deux variables sont cependant privilégiées. D'abord,

une part importante de la littérature accorde un poids aux facteurs idéels, tels que les croyances, les préférences, les perceptions et les images (Byman et Pollack, 2001; Cha, 200 ; Dueck, 2008 ; Friendberg, 1988 ; Mallet et Juneau, 2023 ; Wohlforth, 1993). Comme le souligne Nicholas Kitchen, l'inclusion de ce type de variable intermédiaire permet d'expliquer des comportements inattendus. Selon l'auteur, « la réaction, telle qu'elle est comprise à travers le prisme des idées, peut alors expliquer à la fois une réaction excessive et une réaction insuffisante, ainsi que la poursuite d'objectifs qui n'ont rien à voir avec la notion de menace » (Kitchen, 2010, p. 132-133).

Selon les adeptes des théories perceptuelles et idéelles, la puissance et ses instruments sont filtrés par des perceptions et des préférences qui façonnent grandement les choix politiques et leurs mises en œuvre (Ripsman et al., 2016). En effet, comme le souligne Wendt, les perceptions du monde orientent les choix politiques des dirigeants (Wendt, 1994). Les décisions de politiques étrangères peuvent donc être influencées par les préférences, la représentation et la compréhension que les dirigeants se font du monde. Notamment, Fareed Zakaria (1999) met en lumière la tendance des États à saisir l'opportunité de mettre en œuvre des politiques au gré des *préférences* de leurs leaders. Selon l'auteur, es préférences ne sont pas fixes dans le temps, peuvent être façonnées par l'idéologie, la politique intérieure ou la perception de l'environnement international, et elles peuvent varier d'un État à l'autre. Ainsi, un État pourrait choisir d'opter pour une stratégie telle que l'augmentation des activités diplomatiques plutôt qu'à l'expansion militaire pour accroître sa puissance (Zakaria, 1999).

Enfin, certaines études soulignent plutôt l'importance de facteurs liés à la structure politique d'un État et à sa puissance. Par exemple, Jeffrey W. Taliaferro établit un modèle d'extractions de ressources dans lequel la variable intervenante est la capacité de l'État à mobiliser les ressources (Taliaferro, 2006)¹⁰. Zakaria propose quant à lui un modèle où la

¹⁰ Certains auteurs ont également évoqué les contrepoids imposés par des contraintes internes, comme les institutions en place (Ripsman, 2009), l'influence des médias (McCormick, 1999) et de l'opinion publique (Sørensen, 2013). Dans le contexte américain, plusieurs auteurs se sont prononcés sur l'incidence de facteurs politiques internes, tels que l'influence du Congrès (Gagnon, 2018 ; Howell et Pevehouse, 2007), des lobbyistes (Newman, 2009 ; Tidwell, 2017), des médias (Robinson, 1999) et de l'opinion politique (Holsti, 2004 ; Knecht et Weatherford, 2006) sur la définition de la politique étrangère et capacité d'une administration à faire des changements stratégiques. Ces modèles et études partagent l'idée d'une incidence de la *capacité* de l'État d'agir dans le système international en fonction de l'ouverture politique à des changements stratégiques.

variable intermédiaire est la puissance étatique qui se définit comme la « portion de la puissance nationale que le gouvernement peut extraire à ses propres fins et qui reflète la facilité avec laquelle les décideurs peuvent atteindre leurs objectifs » (Zakaria, 2009, p. 3). Il affirme que les États ne cherchent pas à maximiser leur puissance, mais les possibilités d'imposer leurs différentes préférences aux autres acteurs du système international (Zakaria, 1999). Pour l'auteur, la projection de la puissance est tributaire de la disponibilité des ressources. De ce fait, les décideurs « étendront les intérêts politiques de la nation à l'étranger lorsqu'ils percevront une augmentation relative de la puissance de l'État, et non de la puissance nationale » (Zakaria, 1999, p. 35).

Puisque le cadre théorique réaliste néoclassique ne dicte pas une réponse unique aux pressions systémiques et permet d'élaborer davantage sur le contenu d'une stratégie, il convient à l'objectif de ce mémoire, qui est d'observer la présence de continuité et de rupture dans la stratégie américaine en Arctique en réponse aux remaniements du système international. À la lumière de ce corpus littéraire, l'hypothèse générale de ce mémoire est la suivante : si les États-Unis perçoivent les changements dans la distribution de la puissance comme étant menaçants, ils procéderont à un ajustement stratégique. Les hypothèses de recherche deux et trois sont les suivantes :

H2 : Les administrations percevant une menace sont plus susceptibles de répondre aux changements par la redéfinition des objectifs stratégiques et des moyens mobilisés pour y répondre¹¹.

H3 : Les administrations percevant une transition de la puissance comme étant moins menaçante disposeront d'une plus grande autonomie quant aux choix d'outils politiques mobilisés.

1.4 MÉTHODOLOGIE

Afin de mettre à l'épreuve ces hypothèses, une étude de cas a été réalisée. Comme le souligne Bennett et Elman, cette méthode est pertinente en relations internationales, puisqu'elle implique la prise en considération des interactions entre des variables structurelles et des variables au niveau de l'État (Bennett et Elman, 2007, p. 171). La comparaison d'études de cas permet aussi d'avoir des résultats qui sont à la fois cohérents avec le contexte historique des cas individuels et de mettre en lumière des modèles

¹¹ Une grille d'analyse se trouve en annexe (Annexe B).

théoriques transcendants ces cas (George et Bennett, 2005, p. 129). Cette méthode de recherche est compatible avec le cadre conceptuel du mémoire qui suppose que l'environnement international et les facteurs politiques internes orientent l'ajustement stratégique mis en place par la Maison-Blanche.

Bien que de nombreuses études aient mis en lumière l'influence de divers acteurs dans l'élaboration des stratégies, ce mémoire s'attardera principalement sur leur mise en œuvre par la Maison-Blanche. Ce choix est conciliable avec le cadre théorique néoclassique qui évoque un rôle central de l'État dans le système international et assigne la conduite de la politique étrangère à l'exécutif du gouvernement ainsi qu'aux officiels et ministères responsables de la sécurité (Dueck, 2009 ; 2010 ; Hermann et al., 2001 ; Ripsman et al., 2016).

1.4.1 LES DONNÉES

Les données ont été recueillies conformément au modèle réaliste néoclassique. Pour les tenants de cette approche, la stratégie a trois composantes : les objectifs, les menaces à ceux-ci et le choix des moyens utilisés pour répondre à ces dernières (Art, 1991, 51-52 ; Kitchen, 2010, p. 134-135). Sur les bases de cette définition, les études de cas ont été analysées à l'aide des cinq indicateurs suivants : l'identification des menaces, l'identification des objectifs, l'emploi et le déploiement de la force, la participation à la gouvernance régionale, puis les initiatives diplomatiques.

D'abord, les deux premières composantes d'une stratégie, c'est-à-dire les objectifs et les perceptions de la menace, sont analysées (Kitchen, 2010, p. 134-135). L'intention est d'observer si ces deux éléments évoluent en fonction des stimuli du système international, conformément au postulat réaliste néoclassique. Pour accomplir une telle tâche, une analyse qualitative de contenu des documents stratégiques a été réalisée. Aux États-Unis, les documents stratégiques écrits occupent une place centrale (Silove, 2018) et servent de documents à l'étude. La liste complète des documents analysés se trouve en annexe A. Outre une analyse plus approfondie, le choix d'intégrer les stratégies du Département de la défense repose sur le fait que l'administration de Donald Trump n'a pas publié de stratégie nationale sur l'Arctique. Or, son Administration a tout de même posé des actions et pris des décisions significatives pour la région (Bouffard et Rodman, 2021 ; Gricius, 2021 ;

Weingartner et Ortnung, 2019). Bien que l'étude de la totalité des documents, décisions et discours émis par l'ensemble des départements permettrait d'avoir un portrait plus juste de la stratégie américaine en Arctique, une telle analyse dépasse la portée d'un mémoire de maîtrise.

Les indicateurs et les questions développées pour cette section sont inspirés des travaux de Roussel et ses collègues, qui établissent une liste de question pour identifier les objectifs et les perceptions de la menace dans les documents stratégiques d'un État (Roussel et al., 2018, p. 290). Ces questions ont été adaptées à la lumière des apports des théories perceptuelles et de la revue de littérature portant sur l'ajustement stratégique (e.g. Kitchen, 2010). Les questions posées sont les suivantes :

- Quelle est la compréhension du système international ? L'attitude vis-à-vis les adversaires est-elle davantage conflictuelle ou coopérative ?
- Des stratégies spécifiques à l'Arctique ont-elles été publiées ? Quelles menaces sont identifiées ? Quels objectifs y sont identifiés ? Comment les adversaires sont-ils perçus dans la région ?

Finalement, la troisième composante d'une stratégie, les *moyens*, est analysée. L'objectif d'une telle étude est d'observer l'ajustement stratégique. Afin de surpasser l'opposition conflit-coopération qui prédomine dans la littérature sur l'Arctique, les dimensions militaires, diplomatiques et de gouvernance multilatérale sont étudiées. Ce choix est également cohérent avec la variété d'outils politiques mobilisés par Washington pour mener à terme ses objectifs. À cet effet, une grille d'analyse se trouve en annexe (Annexe C). Le déploiement et l'emploi de la force militaire sont d'abord évalués. Les dépenses et les acquisitions militaires, l'adhésion à des pactes de défenses collectives, puis la participation à des entraînements et exercices régionaux et internationaux seront analysées. Ces dimensions permettent de mettre en lumière les différentes priorités et préférences des administrations (Dueck, 2008 ; Kitchen, 2010 ; Reich et Dombrowski, 2017). D'autre part, la participation aux forums de gouvernance multilatérale et les initiatives diplomatiques spécifiques à la région sont observées, puisqu'ils constituent des moyens politiques centraux à la stratégie de leadership hégémonique (Brooks et al., 2012 ; Nye, 2002). Ce choix est également motivé par les positions antagonistes du corpus de littérature évoquant à la fois la réticence des États-Unis à s'engager dans les institutions multilatérales (e.g.

Huerbert, 2009, p. 2 ; Reich et Dombrowski, 2017, p. 134) et les « mesures exceptionnelles » prises par les États-Unis (Plouffe, 2017 ; Weingartner et Ortnung, 2019).

Les dimensions et questionnements identifiés par Dueck (2008, p. 135) sont à la base de la méthodologie de cette section et ont été adaptés à la lumière de la littérature portant sur l'Arctique et sur les typologies des stratégies américaines. Les questions suivantes sont posées :

- Quels moyens sont utilisés pour remplir les objectifs de l'administration ?
- Des acquisitions militaires sont-elles faites ?
- Les États-Unis adhèrent-ils à des pactes de défense ?
- Les exercices et déploiements militaires sont-ils à la hausse ou à la baisse ?
- Les États-Unis s'engagent-ils activement dans les institutions et forums régionaux ?
- Des mesures sont-elles prises pour ratifier la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ?
- Les initiatives diplomatiques sont-elles à la hausse ou à la baisse ? Quels types d'initiatives sont mises de l'avant ? Des accords de coopération sont-ils conclus ?

1.4.2 LIMITES DE LA RECHERCHE

Cette recherche ainsi que la méthodologie choisie comportent toutefois quelques limites. L'une d'entre elles est le risque de passer sous silence certaines informations en raison du caractère classifié associé avec les décisions stratégiques. Il est donc possible que la déclassification future de certains documents stratégiques infirme les résultats qui seront présentés dans le mémoire. À cet effet, en raison des limites de temps et de ressources associés à la rédaction d'un mémoire de maîtrise, des éléments d'influence au niveau de l'unité, par exemple, les facteurs bureaucratiques ou l'opinion publique, ne seront pas analysés.

Une deuxième limite provient du cadre conceptuel choisi, le réalisme néoclassique. Bien que le cadre réaliste néoclassique offre une analyse excluant l'hypothèse de la seule influence de la variable structurelle dans la définition de la stratégie, il ne permet pas toujours l'identification claire de la variable causale prédominante et n'écarte pas entièrement la possibilité d'autres explications (Ripsman et al., 2016). Comme le souligne Stephen Walt « le réalisme néoclassique a tendance à incorporer des variables domestiques de manière ad hoc, et ses partisans doivent encore déterminer à quel moment ces variables exerceront un effet plus ou moins important » (Walt, 2002, p. 211). Malgré cette limite, la

méthode réaliste néoclassique permet d'offrir des explications plus spécifiques et adaptées aux cas sociohistoriques (Ripsman et al, 2016).

Il est espéré que ce mémoire parviendra à illustrer l'influence des perceptions et des préférences sur les réactions aux pressions du système international et à démontrer de manière convaincante les variations de la stratégie américaine en Arctique. Les prochains chapitres permettront de mettre à l'épreuve ces considérations théoriques en les appliquant à l'étude de la stratégie des États-Unis en Arctique.

CHAPITRE 2 : S'ADAPTER AU NORD : L'ÉVOLUTION DES MENACES ET DES OBJECTIFS DANS LA STRATÉGIE ARCTIQUE AMÉRICAINE

It is for the possession of these thickly populated regions, and of the northern ice cap, that the three powers are constantly struggling. In practice no one power ever controls the whole of the disputed area. Portions of it are constantly changing hands, and it is the chance of seizing this or that fragment by a sudden stroke of treachery that dictates the endless changes of alignment.

- George Orwell, *Nineteen Eighty-Four*

Dans ce chapitre, il sera question de mettre à l'épreuve le cadre théorique quant aux deux premières composantes d'une stratégie, à savoir l'évaluation de la menace et les objectifs. L'intention est d'évaluer si ces deux éléments ont été façonnés par les perceptions de changements dans le système international, conformément au postulat réaliste néoclassique.

Il est utile de débiter ce chapitre par un bref survol de la politique arctique américaine depuis la chute de l'URSS. Il existe un relatif consensus chez les chercheurs ayant travaillé sur les motivations et ambitions américaines en Arctique pour affirmer qu'au lendemain de la Guerre froide, les États-Unis n'ont, jusqu'à la présidence d'Obama, pas traité la région circumpolaire comme une zone prioritaire (e.g. Hermann et Hussong, 2020 ; Huebert, 2009). L'administration Bush a été la première à émettre une directive présidentielle pour l'Arctique (White House, 2009). Cette dernière respectait l'esprit de la *Déclaration d'Ilulissat* (2008), issue aux termes d'une conférence portant sur l'océan Arctique menée par les cinq États riverains. Découlant partiellement de la politique de Clinton, la directive NSPD-66, qui est toujours en vigueur, énonçait la volonté américaine de préserver le maintien de la coopération et la définition de la région selon les bases du droit international (White House, 2009).

Le document brosse le portrait d'un éventail de préoccupations. Comme le souligne Emirhan Altunkaya, le fait d'aborder à la fois les questions de sécurité dure, telles que la sécurité nationale et intérieure, et les enjeux de sécurité douce, comme la gouvernance régionale, l'économie, les questions énergétiques et le transport maritime peut être

considéré comme une action cruciale de sécurisation dans le cadre de la politique étrangère américaine en Arctique (Altunkaya, 2019, p. 189). Une composante importante de sa mise en œuvre est publiée un an plus tard par la Marine américaine. Le *United States Navy Arctic Road Map* s'inscrit dans le cadre plus large du *Cooperative Strategy for the 21st Century Seapower* et souligne les impératifs de défense pour les États-Unis (Lackenbauer et Huebert, 2014, p. 327). Cet énoncé présente davantage les changements dans la région circumpolaire comme des opportunités pour les États-Unis et non comme des sources de menaces (Lackenbauer et Huebert, 2014, p. 327).

Pour évaluer la perception de la menace et l'évolution des objectifs, une analyse qualitative de documents stratégiques et politiques a été réalisée. Ces documents permettent de déceler à la fois l'image que les gouvernements ont de l'environnement international et la manière de faire face aux défis du système international (Roussel et al., 2018, p. 291). Dans l'intention d'obtenir une analyse plus exhaustive, ce chapitre est agrémenté de discours et de mémoires de certains décideurs politiques, d'articles scientifiques et d'articles de presse. La première partie du chapitre se concentre sur les perceptions de l'administration¹², en examinant la compréhension du système international et de la région circumpolaire, la perception des puissances adverses dans ces espaces et l'évolution de la perception des menaces. La seconde partie du chapitre s'attarde quant à elle à analyser les rôles et objectifs que les États-Unis se fixent en Arctique.

Face à une menace perçue, il est attendu que les administrations ajustent leur approche stratégique. Rappelons que, dans un scénario de retrait stratégique, les États peuvent utiliser la retenue ou l'isolationnisme. Tandis que, dans la première posture, les menaces seraient davantage liées au contrôle des espaces communs pour des objectifs de sécurité nationale, elles relèvent davantage de la sécurité intérieure et à la prospérité nationale des États-Unis, pour le second (Reich et Dombrowski, 2017 p. 134). En outre, dans ces deux approches,

¹² Pour cette étude, bien qu'une attention particulière soit accordée au président, il est essentiel de souligner que, comme l'ont démontré Weingartner et Orttung (2019), celui-ci est entouré de conseillers et d'autres acteurs qui l'informent, notamment sur les dynamiques du système international et les menaces qui en découlent. Ainsi, les perceptions sont comprises comme le produit des interactions entre le président et son entourage. Elles constituent des constructions mentales et des interprétations des événements, des acteurs et des dynamiques du système international, structurant ensuite les croyances et les valeurs présentes dans les choix politiques, et façonnant ainsi la manière dont l'approche stratégique est définie (Vidal. 2018, p.153-154).

les puissances adverses ne sont pas perçues comme des dangers imminents et directs à la sécurité des États-Unis ou à l'ordre international (David, 2020 ; Posen et Ross, 1996, p. 6).

Les États peuvent également procéder à un rééquilibrage. Dans le cas d'une stratégie de prééminence, les dangers identifiés mettent en péril le statut hégémonique de la puissance et la sécurité nationale. Les décideurs chercheront à tempérer les risques associés aux menaces potentielles et à étouffer la compétition avec les puissances adverses (Posen et Ross, 1996, p. 6). Ici, les puissances adverses sont perçues comme étant des États révisionnistes qui représentent des problèmes évidents et urgents (Krauthammer, 1990 ; Muravchik, 1996). *A contrario*, dans une stratégie internationaliste, les puissances adverses seront reconnues comme de potentiels partenaires de coopération (David, 2015, p. 189). L'attention sera davantage portée vers des obstacles communs ou liés à l'ordre international libéral (Nye, 2002 p. 15-16.). Dans le cadre de ce mémoire, la définition du concept « d'ordre international » est celle employée par les administrations américaines et comprend des dimensions politiques, économiques et sociales. Celle-ci englobe le respect du droit international, l'adhésion à des normes et à des principes visant à résoudre pacifiquement les conflits, la promotion d'une économie de marché ouverte et la défense des valeurs et des droits universels (Chang, 2023, p. 372).

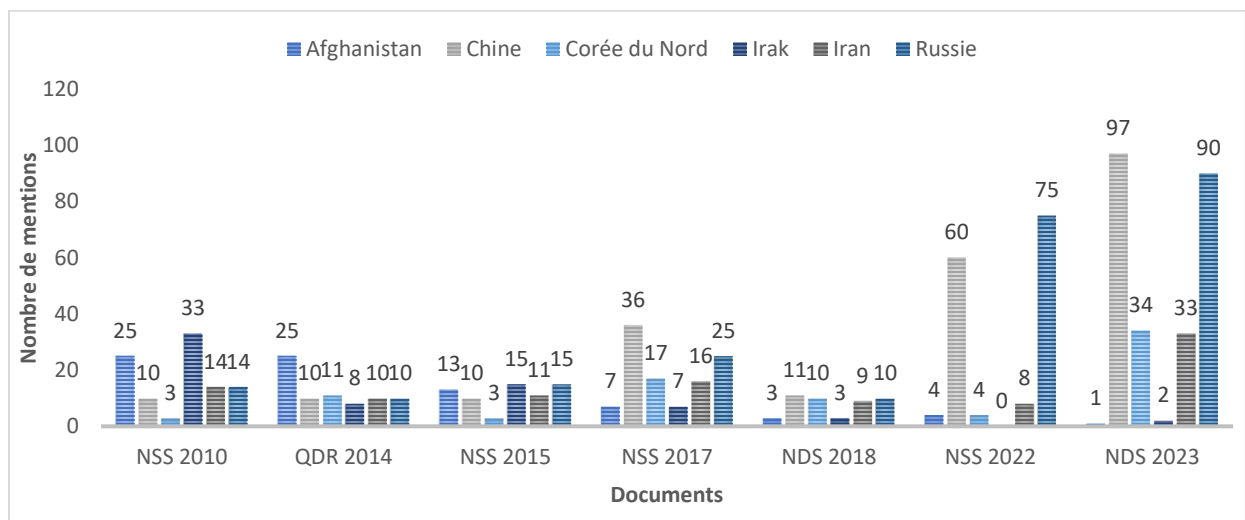
2.1 UN MONDE EN TRANSFORMATION

La stratégie est une relation entre les fins et les moyens face à des rivaux potentiels (Dueck, 2009, p. 10). Ainsi, il incombe d'accorder une attention particulière à la composition du système international et à l'identification de ces potentiels adversaires. Comme le soulignent Roussel et ses collègues, la perception de la distribution de la puissance réfère « au nombre et aux attributs des grandes puissances ainsi qu'à leur capacité à inciter d'autres États à s'aligner sur leur politique et à les soutenir dans leur rivalité avec d'autres grandes puissances » (Roussel et al., 2018, p. 291). Dans le cadre de cette étude, les documents stratégiques révèlent que les décideurs de Washington perçoivent bien un monde multipolaire. Cependant, certaines nuances s'observent en ce qui concerne la clarté et le degré de permissivité du système international.

2.1.1 LA POLARITÉ DU SYSTÈME INTERNATIONAL

L'ensemble du corpus étudié contient des allusions à des changements dans la dynamique du pouvoir et reconnaît l'existence de multiples puissances. Les documents politiques tendent à naviguer entre la reconnaissance de l'évolution des structures de pouvoir et l'évitement d'évaluations trop déterministes de l'ordre mondial. Les documents font ainsi plutôt mention de « centres d'influences », de « nations de plus en plus influentes », de « nouvelles puissances » ou encore de « puissances émergentes ». À l'international, les nations influentes identifiées dans les documents stratégiques sont l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord, la Russie et la Chine (White House, 2010 ; 2015 ; 2017).

FIGURE 2.1 NOMBRE DE MENTIONS DE PUISSANCES ADVERSES ET D'ÉTATS RÉVISIONNISTES* DANS LES DOCUMENTS NATIONAUX DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE DE 2010 À 2023



* Ces totaux incluent les dérivés des pays recensés, tels que "Moscow", "URSS" ou "Kremlin" la Russie ; "PRC" et "Beijing" et "chinese" pour la Chine.

Dès 2015, Washington octroie une importance grandissante aux puissances asiatiques, notamment la Chine, en mentionnant l'importance du partenariat transpacifique en Asie et en évoquant la nécessité de procéder à un rééquilibrage vers l'Asie (White House, 2015, p. 24). Comme l'illustre la Figure 2.1, l'attention de Washington se déplace progressivement des États révisionnistes du Moyen-Orient vers la Chine et la Russie. Le nombre de mentions de la Chine et de la Russie bondit dans les stratégies internationales de

l'administration Trump. Ainsi, la NSS de 2017 ne fait que 14 mentions de l'Iraq et de l'Afghanistan, alors qu'elle mentionne 61 fois la Chine et la Russie combinées. Une hausse fulgurante des références aux puissances russes et chinoises s'observe dans la NSS et la NDS publiées sous l'administration de Joe Biden. Il est intéressant de noter que la NSS de 2010 est la première depuis 1997 dans laquelle les termes référents à des puissances adversaires ont surpassé le nombre de mentions du terme « terreur » et ses dérivés (Chin et al., 2023, p. 120).

Si les énoncés politiques ne qualifient pas explicitement la polarité, il existe à partir de 2016 une tendance perceptible à aborder le concept indirectement par le biais de discussions sur la compétition stratégique entre les grandes puissances. La *National Security Strategy* de 2020 stipule d'ailleurs que l'un des deux plus grands défis stratégiques auxquels les États-Unis sont confrontés « est que l'ère de l'Après-Guerre froide est définitivement révolue et qu'une compétition s'est engagée entre les grandes puissances pour façonner l'avenir » (White House, 2022, p. 6). L'augmentation des références à cette compétition suggère la reconnaissance d'un monde multipolaire dans lequel plusieurs grandes puissances se disputent l'influence et la domination. Ainsi, la reconnaissance de la compétition entre grandes puissances dans les écrits des administrations reflète une compréhension de la dynamique inhérente à un monde multipolaire caractérisé par des centres de pouvoir concurrents.

2.1.2 L'ARCTIQUE, UNE RÉGION EN TRANSFORMATION

En ce qui concerne le Nord, l'ensemble des documents étudiés font également référence à des changements. Ces derniers sont d'abord le fait de l'accessibilité accrue de la région. Les décideurs font référence aux « changements climatiques », aux « changements de l'environnement physique », aux « conditions changeantes » ou encore à « l'ouverture de l'Arctique ». Les documents publiés par l'administration Trump se démarquent par l'absence de références directes aux changements climatiques. À titre d'exemple, le Département de la Défense fait plutôt allusion à l'ouverture de la région suite à la « réduction des glaces » ou encore à « l'évolution de l'environnement physique » (DoD, 2019, p. 3).

D'autre part, l'intérêt international grandissant pour la région et la multiplication du nombre d'acteurs dans cette dernière sont sujets à discussion dans les énoncés politiques. Singulièrement, la présence d'États non arctiques est soulignée. La *National Strategy for the Arctic Region* (NSAR) de 2013 fait par exemple référence à l'ouverture de la région qui mène à un « environnement changeant » et à l'élaboration de stratégies de « nombreuses nations à travers le monde [qui] aspirent à étendre leur rôle dans l'Arctique » (White House, 2013, p. 4 à 6). Les U.S. Coast Guard mentionnent quant à eux « le nombre de nations et d'autres organisations demandant le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique est en augmentation » (USCG, 2013, p. 17). À cet effet, les énoncés posent un regard plus dur quant à la présence de la Chine, qui a déclaré être un État « quasi-arctique » (Lim, 2018). Alors que cette autoproclamation lors d'une conférence en 2013 avait suscité peu de réactions à Washington, la réaffirmation de cette dernière dans le Livre blanc sur la politique arctique de Pékin a provoqué davantage de controverse. Notamment, le Département de la Défense précise dans son communiqué qu'il ne reconnaît nullement un tel statut (DoD, 2019, p. 4-5).

Similairement à ce qui s'observe à l'échelle internationale, les écrits portant sur la région circumpolaire dépeignent une zone où coexistent plusieurs centres de puissances. En 2013, les indices témoignant de la polarité demeurent évasifs (White House, 2013). Cette dernière, décrite en termes vagues, semble diffuse. Au fil des années, les références à la polarité deviennent toutefois de plus en plus chargées. Les énoncés publiés sous Trump et sous Biden évoquent les « compétiteurs », les « grandes puissances concurrentes de l'Amérique » ou encore les « Adversaires des États-Unis » (e.g. USAF, 2020 p. 2 ; White House, 2022, p. 13). Ainsi, l'idée de multipolarité est suggérée, impliquant l'existence d'autres pôles importants, représentés de manière proéminente par la Russie et la Chine. Dans l'ensemble des documents stratégiques spécifiques à l'Arctique, la Russie est mentionnée de manière plus fréquente que la Chine pour les trois administrations étudiées. La première y est davantage présentée comme une puissance militaire régionale. La seconde est, quant à elle, surtout dépeinte comme un pôle d'influence économique et scientifique.

2.2 LES PERCEPTIONS DES PUISSANCES ADVERSES ET L'ÉVOLUTION DE LA MENACE

Bien que l'ensemble des documents du corpus étudié brosse le portrait d'un monde dans lequel plusieurs puissances coexistent, des différences s'observent quant à la caractérisation des défis découlant de l'environnement international. En effet, lorsque la perception de la polarité est diffuse et que les puissances adverses semblent des défis lointains, les risques identifiés tendent à être multiples et à s'éloigner de la sphère traditionnelle de la sécurité. À l'inverse, plus la polarité est claire, moins les menaces paraissent abstraites et lointaines.

2.2.1 BARACK OBAMA

La littérature sur la politique étrangère de Barack Obama discute largement de la conception du système international et de l'exceptionnalisme américain tel que perçu par le 44^e président des États-Unis (e.g. Brooks, 2012 ; Patman et Southgate, 2016). Avant même son arrivée au pouvoir, la compréhension du monde de l'homme politique tendait vers une approche conciliante des relations entre grandes puissances. Dans son autobiographie *The Audacity of Hope, Thoughts on Reclaiming the American Dream*, le président énonçait la fin de l'époque de luttes expansionnistes entre ces dernières¹³. Selon lui, les nations influentes sont « largement attachées à un ensemble commun de règles internationales régissant le commerce, la politique économique et la résolution juridique et diplomatique des différends, même si les notions de liberté et de démocratie ne sont pas largement observées à l'intérieur de leurs propres frontières » (Obama, 2006, p. 305). Cette conception du monde se traduit dans les documents stratégiques durant cette période. En effet, en Arctique, l'administration brosse le portrait d'une région somme toute stable, à polarité diffuse où prédominent des défis communs nécessitant une collaboration transnationale.

Des menaces lointaines

La première caractéristique de la définition de la menace dans le corpus étudié est une approche nuancée, minimisant la perception des dangers directs et imminents posés par les

¹³ Il affirme que : « l'intégration de l'Allemagne et du Japon dans un système mondial de démocraties libérales et d'économies de marché libre a effectivement éliminé la menace de conflits de grandes puissances à l'intérieur du monde libre. L'avènement des armes nucléaires et la « destruction mutuelle assurée » ont rendu le risque de guerre entre les États-Unis et l'Union soviétique assez éloigné avant même la chute du mur de Berlin » (Obama, 2006, p. 304-305).

rivaux des États-Unis. Dans les énoncés publiés entre 2008 et 2016, malgré la reconnaissance d'un système multipolaire et l'utilisation de termes comme « rivaux », les périls que représentent les puissances adverses ne constituent pas un danger imminent et existentiel pour Washington. Par ailleurs, bien que la NSS de 2010 souligne la nécessité de « renouveler » le leadership américain (White House, 2010, p. 1), elle ne laisse aucunement sous-entendre que ce dernier est en péril.

Il incombe de souligner que, sur la scène internationale, l'administration n'accorde pas la même imminence et la même ampleur aux défis posés par la Chine et la Russie. Bien qu'à l'arrivée au pouvoir d'Obama le niveau de tensions dans les relations entre Moscou et Washington est si élevé que certains analystes mentionnent une Guerre froide (Cohen, 2011 ; Roberts, 2014), la Maison-Blanche semble minimiser le niveau de risque associé à la Russie. Les déclarations du président cristallisent une perception de déclin du rival russe. En effet, à la suite de l'invasion de la Géorgie, de l'annexion de la Crimée et du soutien à la sécession du Donbass, Obama qualifie Moscou de « puissance régionale » dont les actions reflètent sa vulnérabilité plutôt que sa puissance (Borger, 2014).

Tandis que les inquiétudes face à Moscou semblent s'estomper, la NSS de 2010 introduit le concept de « pivot vers l'Asie », donnant une importance à la région et soulignant ainsi les défis posés par la Chine. Or, la montée de la puissance chinoise n'est pas dépeinte comme un défi existentiel ou direct à l'ordre international pour l'administration. La mise à jour de l'énoncé publiée en 2015, bien qu'elle pose un regard plus dur sur la Chine et la Russie, fait également preuve d'optimisme quant aux faibles menaces que posent les émergents pour les États-Unis et pour l'ordre international libéral. Le document affirme que « [l]a grande majorité des États ne veulent pas remplacer le système que nous avons. Ils se tournent plutôt vers l'Amérique pour qu'elle prenne le leadership nécessaire à la fois pour le renforcer et pour l'aider à évoluer afin de relever le large éventail de défis décrits tout au long de cette stratégie » (White house, 2015, p. 23). La NSS de 2015 explicite cette idée en affirmant que « les États-Unis se félicitent de la montée en puissance d'une Chine stable, pacifique et prospère. Nous cherchons à développer une relation constructive avec la Chine qui soit bénéfique pour nos deux peuples et qui favorise la sécurité et la prospérité en Asie et dans le monde entier » (White House, 2015, p. 24).

Dans la région septentrionale, la polarité semble davantage diffuse dans l’imaginaire des autorités. En effet, la Chine et la Russie sont présentées de manière neutre ou comme de potentiels partenaires (e.g. White House, 2013). Peu de distinctions s’observent quant au portrait dépeint des deux rivaux dans les énoncés politiques. Dans une certaine mesure, les énoncés politiques reconnaissent tout de même les enjeux de sécurité nationale et de souveraineté qui pourraient découler de la hausse des activités en Arctique. Le document publié par les garde-côtes américains note l’intérêt grandissant de nations non arctiques pour la région en raison de « pénurie énergétique » et évoque les « enjeux souverains croissants » qui pourraient découler de l’augmentation des activités maritimes (USCG, 2013, p. 17). Les développements russes et la présence chinoise dans la région circumpolaire sont notamment soulignés. L’énoncé demeure malgré tout descriptif et se contente de décrire brièvement les croissantes activités scientifiques ainsi que les intérêts concernant « l’extraction des ressources » et les « avantages des routes maritimes plus courtes » (USCG, 2013, p. 13-17).

Similairement, le Département de la défense signale de potentiels risques de tensions régionales. Ces dernières seraient le fait de « rhétorique politique et les articles de presse portant sur les litiges frontaliers et la concurrence pour les ressources » (DoD, 2013, p. 13). Le document souligne néanmoins que ce sont des « risques de sécurité futurs », réitère le faible risque de conflit dans la région et note les risques d’une réponse trop forte pour la stabilité régionale (DoD, 2013, p. 13). Ainsi, les activités régionales croissantes sont observées sans toutefois être qualifiées de menaces directes et imminentes pour les États-Unis ou l’ordre international. La reconnaissance de l’intérêt international croissant pour la région polaire ne se traduit pas par une augmentation proportionnelle de menaces traditionnelles concrètes et imminentes dans les documents stratégiques. En effet, ces préoccupations ne sont pas qualifiées de menaces et sont davantage présentées comme étant de potentiels défis dans le futur.

La priorité aux menaces intérieures

Une seconde caractéristique de la définition de la menace pour l’administration est la place occupée par les défis intérieurs. Au cours de sa présidence, Barack Obama a fait preuve d’une conscience aiguë des défis nationaux, en particulier dans le domaine de la stabilité et

de la sécurité économiques (Nyman, 2018). En effet, dans le sillage de la crise financière de 2008, le président a été confronté à la tâche ardue de guider le pays à travers l'une des plus importantes récessions économiques (Nyman, 2018 ; Unger, 2016). Pour l'administration, cette dernière posait le risque d'un effondrement financier catastrophique et susceptible de mettre en péril l'influence de Washington sur la scène internationale, la stabilité des échanges commerciaux et le niveau d'emploi au pays (Unger, 2016, p. 4). De ce fait, l'administration cherche à réduire le coût des engagements militaires sans fin (White House, 2010). En outre, l'une des conséquences de la crise économique est la perception que la dépendance énergétique constitue un défi pour la sécurité et la prospérité des États-Unis (Nyman, 2018).

Dans un contexte de potentielle « pénurie énergétique » (USCG, 2013, p. 17), l'Arctique se présente comme une zone d'opportunités. En effet, comme le souligne le conseiller à la sécurité nationale Tom Donillon, qui a joué un rôle clé dans l'élaboration de la *National Strategy For The Arctic Region* (Weingartner et Orttung, 2019), la région polaire regorge de potentielles sources d'approvisionnement en énergie et de nouvelles opportunités de navigation (Donillon, 2013). Il est intéressant de noter qu'ici, le défi énergétique n'est pas en Arctique. Plutôt, la région polaire devient une piste de solution à des enjeux perçus dans le système international (Greaves 2017 ; Nyman, 2018). Le processus de sécuritisation énergétique met en jeu une opposition entre le « Nous » et « l'Autre » dans lequel les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient sont dépeints comme étant belliqueux et instables, incitant les États-Unis à rechercher une indépendance énergétique (Greaves, 2017, p. 108).

Des menaces communes, diffuses et multiples

La troisième particularité de la perception de la menace dans les énoncés politiques réside dans leur nombre. Les documents tendent à évoquer un large éventail de préoccupations partagées dans divers domaines. Tant au niveau international qu'au niveau régional, l'administration accorde une importance particulière aux défis communs à la sécurité et à l'humanité auxquels font face les États (Charap, 2010 ; Plouffe, 2017). Ces enjeux communs sont le fait de la mondialisation et de ses conséquences. La NSS 2015 souligne que « dans un monde interconnecté, aucun problème mondial ne peut être résolu sans les États-Unis, et peu de problèmes peuvent être résolus par les États-Unis seuls » (White

House, 2015, p. 3). La *Quadrennial Defense Review* reflète cette idée en énonçant la volonté du Département de la Défense « d'établir un dialogue soutenu et substantiel » avec la puissance chinoise dans l'objectif « d'améliorer notre capacité à coopérer dans des domaines concrets et pratiques telles que la lutte contre la piraterie, le maintien de la paix, l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe » (DoD, 2014, p. 15). Pour certains, l'adoption d'une politique pragmatique de *reset* visant à améliorer les relations bilatérales entre le Kremlin et la Maison-Blanche s'inscrit dans cette tendance (Charap, 2010). Cette dernière suppose que les défis communs entre les deux puissances pourraient avoir préséance pour l'administration. Il semble donc que Washington reconnaisse qu'elle ne peut pas aborder les défis pesant sur la sécurité des États-Unis sans impliquer le Kremlin (Charap 2010, p. 282 ; Kitchen, 2017, p. 9).

En Arctique, le besoin d'agir collectivement sur des problématiques transfrontalières est mentionné fréquemment. Les documents notent le besoin de dialogue et de collaboration entre les états polaires pour les difficultés communes liées aux opérations de sauvetage, à la pollution environnementale, aux risques sanitaires, à la protection humaine, aux taux de suicide élevés, à la gestion responsable et à la sécurité maritime (DoD, 2013 ; USCG, 2013 ; White House, 2014). La nécessité de collaborer pour ces casse-têtes partagés est évoquée pour justifier l'approche conciliante de l'administration aux suites de l'annexion de la Crimée. Le US *Special Representative for the Arctic*, Robert Papp insiste sur la nécessité de maintenir un dialogue afin de préserver le bon fonctionnement du Conseil de l'Arctique. Papp mentionne la « responsabilité collective de l'Arctique », soulignant le rôle de Moscou et de Washington dans la promotion d'un développement économique sécuritaire, de l'élaboration d'accords de pêche, de la lutte contre le changement climatique et de l'aide aux communautés régionales (cité dans Grady, 2014). Similairement, Mark Brzezinski, directeur exécutif du comité de la Maison-Blanche pour l'Arctique, plaide en faveur d'une approche panarctique et note l'importance de considérer la sécurité américaine dans l'Arctique sous l'angle de la sécurité alimentaire et des communautés autochtones (Torres, 2016). Malgré les tensions géopolitiques croissantes de cette période, il souligne l'importance de la coopération entre les États-Unis et la Russie dans l'Arctique, mettant en avant les efforts de collaboration scientifique comme un exemple concret bénéficiant aux deux nations (Torres, 2016).

La prédominance des défis partagés dans les narratifs de l'administration est particulièrement palpable dans un discours prononcé par Barack Obama lors de la conférence *GLACIER* (Global Leadership in the Arctic: Cooperation, Innovation, Engagement and Resilience) qui s'est tenue à Anchorage en août 2015 (Greaves, 2017, p. 109-11). Lors de cette allocution, le président réitère la position des États-Unis en tant que nation arctique et souligne l'ampleur des changements climatiques en Alaska et dans le reste du monde. Il énonce le rôle et les responsabilités de leader des États-Unis en la matière en affirmant : « Je suis déterminé à faire en sorte que le leadership américain continue de guider l'action internationale, car nous ne pouvons pas le faire seuls » (Obama, 2015). La conférence se démarque par la sécuritisation des enjeux liés aux changements climatiques, notamment par l'utilisation d'un langage alarmant sur les conséquences du réchauffement planétaire en termes de flux migratoires, d'impacts économiques et pressions sur les modes de vie autochtone (Greaves, 2017, p. 109-11 ; Dalby, 2020).

En somme, pour cette période et dans cette région, les menaces découlant directement de la multipolarité semblent pour la plupart évacuées par la Maison-Blanche. Plutôt, les autres puissances du système international sont de potentiels partenaires pour faire face à des défis communs. En l'absence de perception de menaces traditionnelles crédibles, tangibles et imminentes découlant de ces puissances adverses, la compréhension de la sécurité polaire sous Obama s'élargit pour inclure des aspects non traditionnels, tels que la sécurité humaine ou climatique. La pléthore de préoccupations identifiées ne s'accompagne pas d'une hiérarchisation claire des priorités, ouvrant la porte à d'éventuelles contradictions¹⁴.

2.2.2 ADMINISTRATION TRUMP

L'arrivée au pouvoir du président Donald Trump signale une rupture dans la politique étrangère américaine et dans la manière dont Washington comprend le monde (e.g. Dimitrova, 2022 ; Da Vinha, 2019). D'emblée, il convient de souligner que les documents stratégiques réitèrent que la région polaire est une région à faible risque de conflit imminent

¹⁴ À titre d'exemple, Wilfrid Greaves note le traitement simultané des défis climatiques et énergétiques dans la politique polaire du gouvernement. Cette double construction de la menace sans hiérarchie claire de la préséance d'un enjeu souligne une contradiction fondamentale entre la sécurité environnementale et la sécurité énergétique et évacue la responsabilité des États-Unis (Greaves, 2017, p. 119).

de haute intensité (e.g. DoD, 2019, p. 3 ; USAF, 2020, p. 2). Nonobstant, à la lumière des documents analysés, il est vrai qu'un changement de perspective devient apparent dans l'examen des menaces telles que perçues par les autorités. Alors que les perceptions de l'administration Obama mènent à prioriser les défis communs tels que le changement climatique ou les opérations de sauvetage, celle de Trump a tendance à davantage identifier des menaces plus directes à la sécurité et à la prospérité des États-Unis.

Les menaces existentielles pour la sécurité nationale et à la prospérité des États-Unis

Les menaces identifiées dans les documents stratégiques de l'administration sont cohérentes avec la politique *America First* du président. La NSS de 2017 soulignait d'ailleurs qu'il ne s'agissait pas seulement d'un slogan de campagne, mais bien d'un principe fondamental qui guide les décisions de politique étrangère des États-Unis (White House, 2017, p. 1). Cela se traduit d'abord par l'attention portée à la prospérité.

À l'arrivée au pouvoir de Trump, le nord semble susciter peu d'intérêt pour l'administration, comme en témoigne l'empressement du président à se désengager des affaires polaires (Plouffe, 2017; Weingartner et Orttung, 2019a, p. 3). L'Arctique n'est mentionné que brièvement dans la NSS de 2017, il est absent de la NDS de 2018 et aucune NSAR ne fut publiée. En outre, le document stratégique publié par le Département de la Défense quant à la région polaire fut uniquement rédigé à la demande du Congrès (United States Congress, 2018). Ce désintérêt s'accompagne de l'absence de perceptions de danger imminent.

Nonobstant, certains enjeux relatifs à la prospérité américaine peuvent être perçus dans les énoncés. Comme souligné par l'analyste Richard Haass, Donald Trump a une propension à voir les enjeux internationaux à travers un prisme économique et transactionnel (Haass, 2020a). De ce fait, l'approche *America First* du gouvernement se traduit par une compréhension de la sécurité nationale accordant une attention aux entraves posées par à la prospérité américaine (Dufour et Ducasse, 2020 ; Haass, 2020). Dans la région polaire, les préoccupations climatiques ont été rayées des documents stratégiques au profit de la promotion de politiques de dérégulation environnementale entourant la production pétrolière, faisant ainsi passer l'économie avant l'environnement (Gricius, 2021 ; Plouffe, 2017). Ce changement peut être compris comme une réponse à l'inquiétude quant à

l'érosion de la puissance économique américaine. En effet, les défis énergétiques et économiques perçus par l'administration se matérialisent ici par cette ouverture de la région polaire au forage (Fountain, 2020) ou la proposition du président d'acheter le Groenland (Inman, 2019). L'exclusion du narratif lié à la sécurité environnementale s'inscrit en continuité avec les inquiétudes liées à la prééminence de l'économie américaine.

Par ailleurs, *America First* « envisage les relations internationales comme un jeu à somme nulle dans lequel un gain pour un pays ne peut se faire qu'aux dépens d'un autre » (Da Vinha, 2019, p. 280). Il en découle une vision plus sombre des relations internationales dans les documents stratégiques. À partir de 2016, le ton envers les puissances adverses durcit graduellement. Le vocabulaire lié à la coopération se dissipe au profit d'un champ lexical associé à dissuasion et à la compétition stratégique. Il en résulte un changement de paradigme, où, dans les énoncés politiques, la préoccupation principale pour la sécurité nationale des États-Unis est désormais la concurrence stratégique, supplantant ainsi la menace terroriste (DoD, 2018, p. 1).

Cette attention particulière à la compétitivité est jointe à la tendance du président à avoir une vision simplifiée et schématisée du système international (David, 2020 ; Siniver et Featherstone, 2020). Dans ce contexte, une construction de la réalité teintée de narratifs de crise existentielle pour la puissance américaine prend place (Homolar et Scholz, 2019). Subséquemment, de multiples références sont ainsi faites aux « puissances rivales », singulièrement la Chine et la Russie, qui « défient la puissance, l'influence et les intérêts américains, en tentant d'éroder la sécurité et la prospérité des États-Unis » (White House, 2017, p. 2). Pour les décideurs durant cette période, il est « maintenant indéniable » que le territoire américain n'est « plus un sanctuaire » (DoD, 2018, p. 3). Ces préoccupations se transposent dans la région polaire, pour laquelle les énoncés dépeignent un « retour à une ère de concurrence entre grandes puissances » (USN, 2019, p. 5).

Dans les latitudes éloignées, ces narratifs se traduisent par une perception de vulnérabilité accrue de la forteresse américaine en raison de l'ouverture de la région. Les U.S. *Coasts Guards* affirment que « le rôle de l'Arctique dans la compétition géostratégique s'accroît, en grande partie, parce qu'il n'est plus autosécurisé par une glace de mer permanente » (USCG, 2019, p. 12). Pour les autorités fédérales américaines, la compétition stratégique

qui prévaut dans la région met en péril la sécurité des populations qui habitent la région (USN, 2021, p. 28). Les objectifs de dissuasion des menaces aériennes évoqués par l'armée de l'air dans la région polaire permettent de déceler des inquiétudes face à de potentielles attaques au territoire national (USAF, 2020). La *Department of the Air Force Arctic Strategy* fait notamment état d'une présence militaire russe inégalée dans la région en soulignant à de multiples reprises la nécessité d'avoir les capacités nécessaires pour intercepter des missiles. Durant cette période, Moscou est accusé de vouloir « utiliser des capacités ostensiblement défensives à d'autres fins » (USAF, 2020, p. 8). Malgré une « présence opérationnelle limitée », la multiplication des activités chinoises est également source d'inquiétude pour les décideurs américains (DoD, 2019, p. 4).

Un ordre international en péril

Il est intéressant de noter que, malgré un rejet des constantes de la politique étrangère américaine par le président Trump, l'administration fait preuve d'un certain conservatisme en ce qui concerne le système international tel qu'il a été mis en place par l'hégémon américain (Abram, 2017 ; Porter, 2018). Dans les énoncés politiques, une importance particulière est accordée aux défis posés par les puissances chinoise et russe aux règles et aux normes régissant l'ordre international libéral. Le document publié par le Département de la Défense stipule que les États-Unis font face à un « désordre mondial croissant, caractérisé par le déclin de l'ordre international fondé sur des règles établies de longue date » (DoD, 2018, p. 2). Le communiqué jette le blâme sur les tactiques insidieuses employées par la Chine et la Russie, qui tentent de saper l'ordre international « de l'intérieur » (DoD, 2018, p. 2). Selon le Département, en exploitant les avantages du système tout en subvertissant ses principes fondamentaux et ses « règles du jeu », ces nations poseraient un défi de taille à la cohérence et à l'efficacité de l'ordre mondial (DoD, 2018, p. 2).

Similairement, au pôle Nord, les énoncés et discours officiels attribuent l'érosion de la stabilité régionale aux activités chinoises et russes. En mai 2019, à l'approche de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, Mike Pompeo tint un discours sans précédent, soulignant que la région était désormais une « arène de pouvoir et de compétition » et désignant la Chine et la Russie comme des « agresseurs » (Burke, 2021). Dans les documents stratégiques, l'Armée de l'air américaine note les efforts de la Russie pour

règlementer le trafic maritime le long de la route maritime du Nord d'une manière qui pourrait dépasser son autorité telle que définie par le droit international (USAF, 2020, p.8). Des références explicites aux actions menées par Pékin dans d'autres régions du monde servent à attester des défis posés à la souveraineté des états polaires et à la liberté de navigation (e.g. DoD, 2019, p. 4 ; USAF, 2020, p. 8). Les garde-côtes américains soulignent le comportement et le non-respect du droit international de la Chine dans l'Indopacifique comme étant une préoccupation à mesure que sa présence économique et scientifique dans l'Arctique s'accroît (USCG, 2019 p. 4-5). L'Armée de l'air américaine accuse la Chine de vouloir « gagner le contrôle régional » en tentant de normaliser « la présence chinoise dans la région, le renforcement des capacités opérationnelles polaires et l'acquisition d'un rôle de gouvernance régionale » (USAF, 2020, p. 8). Ce faisant, la Chine est soupçonnée d'avoir une ambition manifeste « d'accéder aux États arctiques et d'exercer une influence sur eux, de contrôler les principaux ports maritimes et de réorganiser l'ordre international fondé sur des règles » (USN, 2021, p. 28). Ces violations du droit international sont dépeintes comme des menaces aux intérêts de la Maison-Blanche. À titre d'exemple, selon les documents de l'administration, la participation chinoise aux activités circumpolaires pourrait se traduire par des tentatives « d'entraver l'accès et la liberté de navigation des États-Unis dans l'Arctique, tout comme des tentatives similaires ont été faites pour entraver l'accès des États-Unis à la mer de Chine méridionale » (USCG, 2019, p. 10). Les documents polaires sont donc cohérents avec la NDS de 2018, qui dépeint la Chine et la Russie comme les principaux défis « pour la sécurité et la prospérité à long terme des États-Unis » (DoD 2018).

En somme, à partir de 2016, la présence d'autres pôles de puissance se traduit par la perception d'importants défis pour les intérêts américains. Comme le souligne Löffmann, le système international tel que perçut par l'administration Trump est caractérisé par un processus de victimisation dans lequel l'ascension de compétiteurs stratégiques constitue une menace pour les États-Unis (Löffmann, 2022, p. 550). Dans la région polaire, ces dernières exercent un poids plus direct à la fois sur l'ordre international libéral et sur la sécurité et la prospérité des États-Unis.

2.2.3 ADMINISTRATION BIDEN

L'ascension de Biden à la présidence coïncide avec d'importants bouleversements dans le système international, posant des défis considérables pour Washington. La décision de retarder la publication de la stratégie de sécurité nationale en raison des risques d'invasion russe de l'Ukraine témoigne de l'importance des changements géopolitiques en cours (Toosi et al., 2022). Le président se retrouve confronté à un monde où les tensions géopolitiques atteignent des sommets sans précédent depuis la Guerre froide, et où les alliances, qui constituent l'un des piliers majeurs de la puissance, sont en train de s'effriter (Sullivan, 2023). Dans ce contexte, l'étude des énoncés politiques permet de déceler une continuité en ce qui a trait de la tendance à insister sur la compétition stratégique entre les puissances et de l'attention portée aux défis intérieurs et économiques des États-Unis. Cependant, dans la région polaire, l'administration semble accorder davantage d'importance aux défis partagés.

Perturbation de la paix et défis pour l'ordre international

Une caractérisation importante de la définition de la menace durant cette période est la reconnaissance des enjeux différenciés posés par la Russie et la Chine. La NSS de 2022 prend soin de distinguer les « défis distincts » posés par les puissances. Alors que la première ne joue qu'un « rôle perturbateur » pour la « paix et la stabilité mondiale », la seconde est « le seul concurrent potentiellement capable de combiner sa puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour lancer un défi durable à un système international stable et ouvert » (White House, 2022a). La littérature cite largement les similarités entre Trump et Biden en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis le géant chinois (e.g. Haass, 2021 ; Mastanduno 2021 ; Wei and Zhang 2021). Richard Haass explique cette constante par les préoccupations face à la manière dont Pékin utilise sa puissance économique et militaire (Haass, 2021, p. 85).

À partir de 2021, l'imminence et le degré de danger posé par Moscou semblent toutefois plus nuancés. En effet, bien que les énoncés politiques multiplient les mentions des actions belligérantes de Poutine dans le système international, la crédibilité de la menace représentée par Moscou pour les États-Unis et l'ordre international est remise en question. Le président Joe Biden suggère l'érosion de la puissance russe depuis la fin de la Guerre

froide en affirmant que la Russie est « au sommet d'une économie qui dispose d'armes nucléaires, de puits de pétrole et de rien d'autre » (cité dans Kofman et Kendall-Taylor, 2021, p. 142). La NSS cristallise cette idée en évoquant un déclin de la puissance douce et de l'influence diplomatique de Moscou (White House, 2022a, p. 26).

Au Nord, durant cette période, les conséquences de la compétition entre grandes puissances attirent l'attention des décideurs. Pour ces derniers, les changements climatiques ouvrent la région circumpolaire à de « nouveaux corridors d'interactions stratégiques » (DoD, 2022, p. 6). Bien que l'*Interim U.S. National Security Strategy* ne mentionne pas l'Arctique, le document publié en 2022 en fait plusieurs mentions, signalant ainsi la priorité de la région pour les autorités (White House, 2022). L'étude des énoncés politiques et des objectifs permet de déceler une certaine crainte quant à l'ordre régional favorable aux États-Unis. Contrairement à ce qui s'observe sous Obama, les deux puissances adverses sont perçues comme déstabilisatrices et mettant à l'épreuve le statu quo régional. La région est qualifiée « d'espace contesté » dans lequel des puissances rivales développent des stratégies « contraires aux intérêts américains » (U.S.A, 2021, p. 15). Notamment, le DoD souligne la volonté de la Chine de réorienter la gouvernance régionale en sa faveur en présentant l'Arctique comme un « bien commun mondial » (DoD, 2024, p. 3).

Les documents font plusieurs allusions à la Chine et à la Russie pour souligner les défis à la stabilité et à la coopération au Nord. La fiche d'information sur la NSAR fait état de rivalités régionales qui sont « exacerbées par la guerre non provoquée de la Russie en Ukraine et les efforts accrus de la République populaire de Chine pour acquérir de l'influence dans la région » (White House, 2022b). Les doutes de la Maison-Blanche quant aux réelles intentions de Pékin sont illustrés par l'importance accordée à la recherche croissante d'influence de la Chine « par le biais d'un éventail élargi d'activités économiques, diplomatiques, scientifiques et militaires » (White House, 2022b, p. 6). Subséquemment, les Américains cherchent à « positionner les États-Unis de manière à ce qu'ils puissent à la fois rivaliser efficacement et gérer les tensions » (White House, 2022b). Bien que les caractérisations des puissances russes et chinoises soient similaires à celles de la NSS et de la NDS, le géant russe reçoit une attention plus grande dans les latitudes éloignées.

Moscou est dépeint comme le principal perturbateur pour le droit international et pour les institutions régionales, mettant ainsi en péril la stabilité au Nord. Les actions délibérées de la Russie sont présentées comme des entraves à « l'esprit unique de coopération internationale » caractérisant la région polaire, puisqu'elles rendent « impossible » la coopération (White House, 2022b, p. 13). De surcroît, l'administration exprime ses inquiétudes quant à l'augmentation des activités militaires russes en Arctique. Tout en réitérant la volonté de préserver la coopération et l'absence de conflit dans la région, la NSAR stipule que « la guerre de la Russie en Ukraine a accru les tensions géopolitiques dans l'Arctique, comme dans le reste du monde, créant de nouveaux risques de conflits involontaires et entravant la coopération » (White House, 2022b, p. 6). Dans ces circonstances, l'administration annonce ses intentions qui témoignent de préoccupations face aux menaces militaires. Notamment, le Département de la défense signale qu'il « dissuadera les menaces pesant sur le territoire américain depuis et à travers la région arctique » (DoD, 2022, p. 16).

La coopération entre la Chine et la Russie est également source de préoccupations. Cette collaboration semble particulièrement un enjeu pour le Département de la défense. Iris Ferguson, secrétaire adjointe à la Défense pour l'Arctique et la résilience mondiale au Pentagone, a déclaré que la compétition stratégique était une « priorité » dans l'élaboration de cette nouvelle stratégie (Edvardsen, 2024). Singulièrement, Ferguson met en lumière les menaces pesant sur Washington et l'ordre international libéral en raison des rapprochements entre Pékin et Moscou. Ferguson note l'intérêt particulier porté aux activités militaires conjointes dans la zone Indo-Pacifique de l'Arctique, en raison du « niveau croissant d'interactions entre les deux pays sur les voies diplomatiques, économiques et même militaires » (Edvardsen, 2024). La mise à jour de la stratégie du département publié en juillet 2024 souligne la menace posée par cette collaboration sino-russe récente dans l'Arctique, en mentionnant les opérations conjointes de navires de la marine russe et de la marine chinoise dans les eaux internationales au large des côtes de l'Alaska en 2022 et 2023 (DoD, 2014, p. 5)¹⁵.

¹⁵ À cet effet, des chasseurs américains et canadiens ont intercepté deux bombardiers stratégiques russes Tupolev TU-95 et deux bombardiers chinois H-6 évoluant pour la première fois conjointement dans l'espace aérien international, à environ 200 miles des côtes de l'Alaska (Al Jazeera, 2024). Pour le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, cet

Les défis communs

Malgré la place importante accordée à la compétition stratégique, les menaces transfrontalières partagées ne sont pas complètement écartées par l'administration. Ces dernières sont identifiées comme des défis prioritaires. Le NSS de 2022 évoque les problèmes internationaux qui « ne peuvent être traités efficacement par une nation agissant seule » (White House, 2022a). Ces problèmes incluent notamment la sécurité énergétique et climatique, les pandémies et la biodéfense, la sécurité alimentaire, le contrôle des armes et le terrorisme (White House, 2022a, p. 22-30).

Dans la région polaire, cela se traduit par une attention particulière portée aux enjeux climatiques et aux défis posés à la sécurité humaine. Le gouvernement reconnaît la sensibilité particulière de la région polaire au réchauffement planétaire. Il identifie subséquemment plusieurs casse-têtes à résoudre, tels que le manque d'infrastructures, les accidents de mers, les catastrophes écologiques, la mutation des écosystèmes et la crise de la biodiversité (White House, 2022b, p. 10 ; voir aussi USN, 2022, p. 2 ; USCG, 2023). Bien que les documents soulignent la nécessité de s'unir avec les autres nations polaires pour répondre à ces préoccupations communes, l'administration affirme qu'il est impossible de coopérer avec la Russie pour le moment (e.g. White House, 2022b), signalant ainsi une rupture avec l'approche d'Obama.

En somme, pour l'administration Biden, les puissances rivales constituent, dans une certaine mesure, une menace crédible et relativement rapprochée, notamment pour la stabilité régionale. Cependant, dans les documents stratégiques, les tensions entre grandes puissances ne se traduisent pas uniquement par la reconnaissance de menaces traditionnelles ni par la perception d'un risque de conflit de haute intensité. Bien que les défis soulevés dans la région polaire soient plus substantiels, c'est surtout la mise à l'épreuve de l'ordre international qui préoccupe les décideurs.

événement suggérant une expansion de la coopération militaire entre les puissances chinoise et russe, n'est pas surprenant, mais témoigne de la volonté des deux États de tester les limites de Washington (Al Jazeera, 2024).

2.3 LE REMANIEMENT DE L'ARCTIQUE : RÔLE ET OBJECTIFS DES ÉTATS-UNIS DANS UN NORD EN MUTATION

Les sections précédentes témoignent d'une variation à la fois dans la conception de la polarité et dans la définition de la menace. Il semble juste d'affirmer que la perception de changements dans la distribution de la puissance a une incidence sur l'orientation des énoncés politiques. En effet, l'ensemble des documents dépeignent un monde dans lequel coexistent plusieurs pôles de puissance. Cependant, c'est davantage la perception de l'évolution des relations entre les puissances qui semble avoir une incidence. Au fil des ans, la Chine et la Russie sont apparues comme des sources d'inquiétude de plus en plus crédibles. Il incombe de maintenant attester l'incidence de ces changements sur la définition des objectifs des différents gouvernements afin d'attester ou d'infirmer l'hypothèse de recherche. L'étude des énoncés politiques permet d'identifier quelques variations dans les objectifs de Washington dans la région polaire.

2.3.1 LE LEADERSHIP D'OBAMA

Sous l'administration Obama, la priorité est d'abord donnée au rôle de *leader* des États-Unis sur la scène internationale. En effet, le président s'efforce de rétablir une autorité exemplaire fondée sur une puissance morale (Dimitrova, 2012, p. 233 ; Quinn, 2015, p. 15). Obama souhaite rompre avec l'approche de son prédécesseur qui consistait à « intimider d'autres pays pour qu'ils ratifient des changements que nous avons fait éclore isolément » (Obama, 2007 p. 4). Subséquemment, la stratégie de sécurité nationale de 2015 se distingue en privilégiant le leadership multilatéral plutôt que les actions militaires unilatérales. Elle met en avant l'importance du leadership des États-Unis. L'utilisation de variantes des mots tels « lead », « leader », « leading » et « leadership » à 94 reprises illustre bien cette mission des États-Unis sur la scène internationale (Maison Blanche, 2015). Les objectifs dans la région polaire s'inscrivent dans la continuité de ses ambitions internationales.

Cette autorité de leader a deux composantes importantes, soit le renforcement des capacités nationales et la consolidation de la coopération multilatérale. Au Nord, la première se traduit dans les documents par une volonté de renforcer les infrastructures régionales, d'améliorer la connaissance de la dynamique de l'Arctique, de garantir la liberté de

navigation et de gérer consciencieusement les ressources énergétiques (White House, 2013, p. 5). La seconde est soulignée par l'engagement des États-Unis à favoriser la coopération internationale en s'engageant activement avec les nations arctiques et en utilisant des plateformes établies (White House, 2013, p. 9-10). L'*Implementation Plan for the Arctic* s'inscrit dans cette tendance en soulignant l'importance de collaborer dans diverses institutions régionales comme le Conseil de l'Arctique et de favoriser l'élaboration et l'adoption du code polaire de l'Organisation maritime internationale (White House, 2014, p. 28-31). Similairement, les U.S. Coast Guards énoncent leurs objectifs d'avoir une meilleure connaissance de l'environnement polaire, de moderniser la gouvernance et d'élargir les partenariats (USCG, 2013, p. 23-31). Le Département de la défense s'aligne également avec la stratégie nationale en visant à protéger la sécurité nationale et à soutenir la coopération internationale. Ses aspirations sont d'assurer la sécurité, à promouvoir la coopération en matière de défense et de se préparer à répondre à divers défis (DoD, 2013, p. 2).

2.3.2 AMERICA FIRST

À l'arrivée au pouvoir du président Trump, la politique étrangère est marquée par le slogan *America First*, suggérant une définition des ambitions axées sur la protection des intérêts nationaux, des intérêts économiques et la sécurité intérieure. C'est également ce qu'énoncent les premières pages de la NSS de 2017, qui stipulent que : « nous servirons le peuple américain et défendrons son droit à un gouvernement qui donne la priorité à sa sécurité, à sa prospérité et à ses intérêts (White House, 2017, p. 2).

Bien que les objectifs soient moins orientés vers la coopération multilatérale, la valeur des accords institutionnels dans certaines régions, y compris dans l'Arctique, est reconnue. La NSS de 2017 évoque une seule fois l'Arctique, dans une section intitulée « Obtenir de meilleurs résultats dans les forums multilatéraux ». La Maison-Blanche y souligne « une série d'institutions internationales qui établissent les règles et régissent les interactions entre les États, les entreprises et les individus, sur terre et sur mer, dans l'Arctique, dans l'espace extra-atmosphérique et dans le domaine numérique » (White House, 2017, p. 40). Cette mention s'inscrit dans l'une des actions prioritaires de l'administration, qui est de protéger les intérêts américains au sein des institutions internationales dans lesquelles

existe une « compétition pour l'influence ». En outre, les nombreuses mentions des violations du droit international témoignent d'une volonté de préserver le statu quo issu de l'ordre international libéral (e.g. DoD, 2019, p. 4 ; USAF, 2020, p.8 ; USCG,2019 ; USN, 2021, p. 8).

À partir de 2019, les énoncés politiques signalent un changement de cap pour les objectifs américains dans la région polaire. Ce changement se traduit par une priorité au développement de la connaissance du domaine arctique et à l'amélioration des capacités opérationnelles. En outre, le titre du papier commandé par l'armée - « Regaining Arctic Dominance » - est évocateur. Sans délaisser complètement l'importance de la coopération et des institutions, l'énoncé de 2019 est plus explicite quant aux visées de dissuasion de Washington. Les trois projets prioritaires énoncés sont de défendre la patrie, de « rivaliser si nécessaire pour maintenir des équilibres régionaux favorables » et de « veiller à ce que les domaines communs restent libres et ouverts » (DoD, 2019, p. 6-7). Les objectifs clés de l'Armée de l'air s'inscrivent dans cette continuité à vouloir défendre les intérêts territoriaux, assurer l'équilibre des forces régionales et maintenir la liberté et l'ouverture des domaines communs (USAF, 2020 p. 7).

2.3.3 RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ EN ARCTIQUE

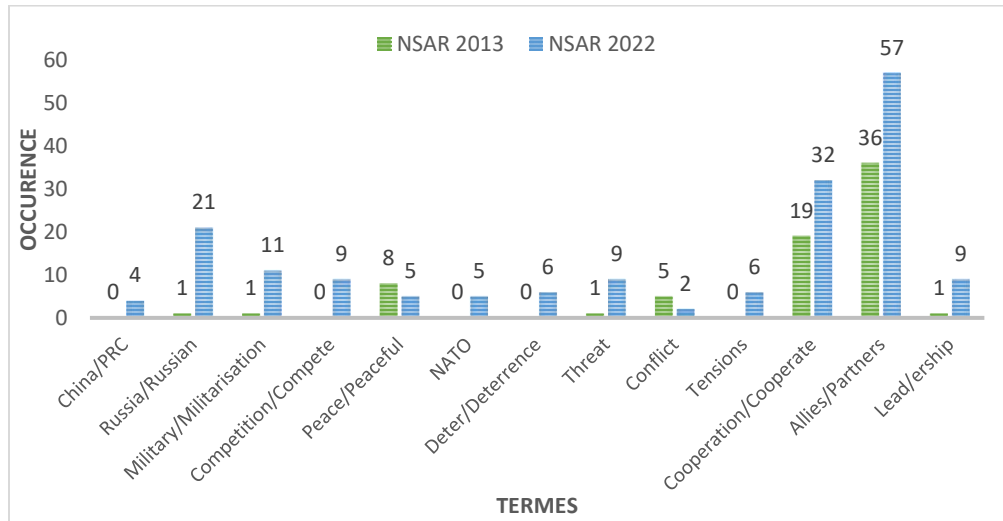
L'arrivée au pouvoir de Biden signale quelques éléments de continuité avec les objectifs mis de l'avant par ses prédécesseurs. La NSAR de 2022 met en avant quatre piliers principaux : la sécurité, les changements climatiques, le développement économique soutenable ainsi que la coopération et la gouvernance internationale (White House, 2022b). D'une part, le gouvernement réaffirme les défis communs. Washington signale ses intentions d'exercer un rôle de leadership dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne la résilience climatique (USCG, 2023). L'administration énonce sa volonté de d'atténuer les conséquences des changements climatiques et préconiser la conservation des écosystèmes (White House, 2023). Une attention particulière est également accordée aux finalités économiques et aux impératifs de politique intérieure. En effet, la NSAR énonce la volonté des États-Unis d'accroître les investissements dans les infrastructures, de faciliter l'accès aux services essentiels tout en préservant le patrimoine culturel,

d'encourager les secteurs économiques émergents et de collaborer avec les alliés pour un développement responsable de l'Arctique (White House, 2022b).

En outre, contrairement à ce qui s'observait sous Obama, la compétition stratégique occupe une place plus importante dans la stratégie (Figure 2.2). Des objectifs de prééminence de la puissance américaine sont formulés. Le président appelle à la « supériorité durable » des États-Unis (Brands et Edel, 2021). Cette supériorité est notamment le fait d'alliances et de coopération avec les alliés (Mathews, 2024). En effet, dès l'arrivée au pouvoir de Biden, l'administration signale son intention de restaurer le leadership et la prééminence des États-Unis non pas par un engagement militaire prolongé, mais par un renforcement de la diplomatie (Wertheim, 2021). Le président soutient qu'il entend régler les problèmes domestiques et influencer les acteurs du système international « pas seulement par l'exemple de notre puissance, mais par la puissance de notre exemple » (Wertheim, 2021). Les énoncés politiques relatifs à la région polaire témoignent également d'objectifs de prééminence, de compétitivité, de dissuasion et de maintien de la stabilité dans cette région. Les garde-côtes américains énoncent leurs objectifs de garantir un Arctique pacifique, stable et prospère et mettent en lumière les impératifs concernant la sécurité, la souveraineté et la croissance économique (USCG, 2023). Malgré les tensions géopolitiques, le gouvernement exprime un engagement continu envers la coopération arctique et le respect du droit international, tout en soulignant l'importance de positionner les États-Unis pour rivaliser efficacement et gérer les tensions dans la région.

Il convient de noter que le gouvernement formule des intentions distinctes en ce qui concerne les puissances russe et chinoise. Washington désire « maintenir un avantage concurrentiel durable par rapport à la RPC tout en limitant la Russie » (White House, 2022b, p. 23). Comme mentionné, la Chine fait l'objet d'une attention plus grande sur la scène internationale pour la Maison-Blanche. Pour rivaliser avec la Chine, la NSS évoque la nécessité de renforcer la « force intérieure » et la compétitivité des États-Unis, d'aligner les efforts avec les réseaux d'alliés et de partenaires dans la poursuite de finalités communes et de « rivaliser de manière responsable avec la RPC pour défendre nos intérêts et construire notre vision de l'avenir » (White House, 2022a, p. 24).

FIGURE 2.2 FRÉQUENCE DES TERMES* MENTIONNÉS DANS LES NSAR DE 2013 ET DE 2022



* Ces totaux incluent les dérivés des pays recensés, tels que "Moscow", "URSS" ou "Kremlin" la Russie ; "PRC" et "Beijing" et "chinese" pour la Chine.

Dès lors, l'administration doit jongler avec les défis stratégiques posés à la fois en Arctique et dans la région indopacifique où se cristallisent les tensions entre Pékin et Washington (White House, 2022a). Elle cherche donc à équilibrer ses efforts pour répondre aux menaces et opportunités dans ces deux zones géopolitiques clés. En juillet 2021, le secrétaire à la défense Lloyd J. Austin stipule d'ailleurs lors d'une conférence à la base aérienne d'Eielson en Alaska que « nous sommes une nation indopacifique et une nation arctique. Et c'est ici, en Alaska, que ces deux régions critiques se croisent. C'est ici que nous pouvons projeter notre puissance dans les deux régions et que nous devons être en mesure de nous défendre contre les menaces provenant de ces deux endroits » (Garamone, 2021). Bien que les autorités fédérales américaines signalent leurs objectifs de dissuasion quant à la puissance russe dans la région polaire, elles énoncent que « les activités et la position des États-Unis dans l'Arctique devraient être calibrées, le ministère continuant à se concentrer sur la région indopacifique » (DoD, 2022, p. 16). Dans cette optique, la Maison-Blanche vise à intensifier la coordination avec les alliés et partenaires de l'Arctique afin de renforcer la sécurité collective et de « dissuader toute agression dans l'Arctique, en particulier de la part de la Russie » (White House, 2022b, p. 9).

2.3.4 L'ÉVOLUTION DE LA MENACE ET DES OBJECTIFS

Afin d'analyser adéquatement ces informations, il convient de rappeler le postulat réaliste néoclassique. Selon les théoriciens de cette approche, le système international tel que perçu par les décideurs peut être permissif ou restrictif et clair ou incertain (Ripsman et al., 2016). Ripsman et ses collègues avancent que « la structure et les modificateurs structurels fixent les paramètres des choix stratégiques probables des principaux acteurs - les États - ainsi que l'éventail des résultats internationaux possibles » (Ripsman et al., 2016, p. 57). Pour qu'un État soit considéré comme une menace claire, il doit répondre aux trois caractéristiques suivantes: l'État doit être révisionniste ou hostile à l'intégrité territoriale ou aux intérêts fondamentaux Washington ; il doit disposer des capacités nécessaires pour infliger des dommages ; et Washington doit avoir un sentiment d'imminence du danger (Ripsman et al., 2016, p. 46).

L'hypothèse de recherche examinée dans ce chapitre propose que les administrations qui perçoivent une menace claire sont plus enclines à répondre aux changements en redéfinissant leurs objectifs stratégiques. Les données présentées suggèrent que l'ensemble des administrations à l'étude perçoivent un monde dans lequel co-existent plusieurs pôles de puissance. Elles démontrent également que ce sont davantage les perceptions dans l'évolution des relations entre les puissances qui semblent avoir une incidence. Au fil des années, la Russie et la Chine sont devenues des menaces de plus en plus crédibles pour la Maison-Blanche. Il convient de souligner que, pour l'ensemble de la période à l'étude, la zone polaire n'est pas perçue comme étant à risque de conflits à haute intensité (e.g. DoD, 2013; 2019 ; USAF, 2020 ; White House, 2022b). Nonobstant, la transition de la puissance est tout de même perçue comme étant de plus en plus menaçante pour les intérêts américains dans la région à partir de 2016. En conséquence et conformément à l'hypothèse de recherche, pour les administrations percevant les puissances adverses comme étant des menaces plus directes, de nouveaux objectifs ont été formulés.

Sous l'administration Obama, les menaces dans la région polaire sont perçues comme étant diffuses. Les changements structurels ne se traduisent pas par une perception de danger pour les États-Unis ou pour leur place dans le système international. En effet, l'étude des documents stratégiques et des discours des décideurs suggère que les puissances adverses

sont davantage de potentiel partenaire de coopération que comme des risques imminents pour Washington. Ceci est d'ailleurs en accord avec la théorie de Fareed Zakaria (1998) sur les préférences. En effet, selon Zakaria, les politiques d'un État sont souvent façonnées par ses perceptions et préférences plutôt que par des menaces objectives. Ainsi, l'accent mis sur les menaces communes reflète une préférence d'Obama pour une approche moins conflictuelle aux puissances adverses, qui ne sont pas jugées comme des menaces immédiates dans le système international.

En outre, conformément à l'hypothèse de recherche, durant cette période, en l'absence de menaces directes, les documents démontrent une continuité dans les objectifs énoncés par les différents gouvernements dans la région circumpolaire. En effet, les intentions relatives à la sécurité nationale, à la préservation de la liberté de navigation et au maintien de la stabilité régionale demeurent inchangées. En ce sens, la politique polaire de Washington s'inscrit dans la continuité de la NSPD-66.

Sous Trump, la définition de la menace se précise graduellement, comme en témoignent les documents stratégiques et les prises de paroles d'acteurs politiques qui dénoncent les actions hostiles de la Chine et de la Russie. La politique *America First* et la perception du système international par l'administration Trump, marquée par un sentiment de victimisation face à la montée des compétiteurs stratégiques (Löfflmann, 2022, p. 550), conduisent à considérer ces acteurs comme des menaces plus directes pour la stabilité régionale ainsi que pour la sécurité et la prospérité des États-Unis. En début de mandat, l'administration ne formule pas de nouveaux objectifs stratégiques dans la région polaire et se limite à la préservation de la liberté de navigation et au maintien du statu quo (e.g. DoD, 2016). En revanche, lorsque la Chine augmente ses investissements dans la région et se proclame « quasi-arctique » (Lim, 2018), l'administration Trump réagit de manière beaucoup plus offensive que celle de son prédécesseur, illustrant un changement significatif de ton. La tendance à concevoir la politique étrangère à travers le prisme économique et la compétition stratégique pousse l'administration à voir la Chine comme une menace plus immédiate à la prospérité américaine. Cette perception des risques plus élevés dans les latitudes éloignées mène à la formulation de nouveaux objectifs intégrant des ambitions de défense nationale et de compétition stratégique, telles que la défense de

la patrie, l'amélioration des capacités opérationnelles et la volonté de rivaliser si nécessaire pour maintenir des équilibres régionaux favorables.

Enfin, à l'ère Biden, la perception de menace s'est concrétisée davantage, en particulier avec l'invasion russe de l'Ukraine. Alors que la Russie est présentée comme un acteur perturbateur quant à la stabilité en raison de ses actions militaires hostiles, la Chine est présentée comme une puissance capable de mettre à l'épreuve l'ordre international (White House, 2022a). De ce fait, les objectifs de l'administration Biden incluent la préservation de la supériorité américaine, la dissuasion face à la Russie, et la compétitivité pour rivaliser avec la Chine. En outre, l'intégration de défis communs liés à la résilience climatique met en lumière les objectifs équilibrés qui concilient défense, politique intérieure et renforcement du multilatéralisme. Ces objectifs témoignent de la préférence de l'administration pour une politique étrangère holistique et rationnelle, fondée sur la science, qui intègre diplomatie active et recours à la force, afin de restaurer la confiance des alliés et renforcer l'institutionnalisation des politiques de sécurité et de défense (Mathews, 2024).

Ainsi, l'évolution des objectifs ne semble pas être tributaire des aléas du système international en soi, mais plutôt la perception qu'ils constituent une menace. En effet, si la reformulation des objectifs était uniquement le fait de changements internationaux ou régionaux, l'intérêt croissant pour la région et les suites de l'annexion russe de la Crimée auraient conduit à une redéfinition des objectifs de Washington au Nord. Le réalisme néoclassique met donc en lumière la manière dont la définition des objectifs stratégiques des États-Unis en Arctique a été façonnée par les perceptions et les préférences spécifiques à chaque administration. Dès lors, les choix politiques reflètent non seulement les évolutions dans l'environnement international, mais aussi l'incidence de facteurs nationaux.

CHAPITRE 3: RECONFIGURER L'ARCTIQUE? LES LEVIERS STRATÉGIQUES DE WASHINGTON DANS UNE RÉGION EN TRANSFORMATION

We are an Indo-Pacific nation, and we are an Arctic nation. And here in Alaska, those two critical regions intersect. This is where we can project power into both regions and where we must be able to defend ourselves from threats coming from both places. It's also where we can better posture ourselves and prepare for climate changes that will impact our future.

- Secrétaire à la défense Lloyd J. Austin III¹⁶

Le chapitre précédent a examiné comment la perception des menaces, en réponse aux dynamiques régionales et internationales, a entraîné une redéfinition des objectifs stratégiques. Il convient maintenant d'attester si cette redéfinition a mené à un ajustement des moyens déployés pour atteindre ces objectifs. Le présent chapitre se concentre donc sur les différents leviers utilisés par les administrations américaines successives pour mettre en œuvre leurs politiques dans la région septentrionale. L'objectif est d'analyser si les outils mobilisés par Washington en Arctique ont évolué. Pour ce faire, les dimensions militaires, diplomatiques et de gouvernance sont étudiées pour chaque administration¹⁷.

La stratégie, en effet, repose sur l'interaction entre les fins et les moyens face à des rivaux potentiels (Dueck, 2008, p. 10). Ainsi, il est essentiel d'examiner la troisième composante fondamentale d'une stratégie : les moyens et les ressources déployés (Art, 1991, p. 51-52). Les décideurs doivent élaborer des politiques qui équilibrent judicieusement leurs engagements avec les ressources disponibles (Kupchan, 1994, p. 2 ; Mérand, 2020, p. 7). Pour y parvenir, les États disposent de plusieurs leviers, tels que l'engagement ou le retrait diplomatique, les ajustements budgétaires et les déploiements militaires, le choix du niveau de confrontation avec les adversaires, ou encore l'aide internationale (Dueck, 2008, p. 12). Ainsi, Dueck (2004, 2008) suggère d'évaluer le changement en mesurant les instruments politiques employés dans le processus de décision stratégique.

¹⁶ Cité dans Bye (2021).

¹⁷ Il convient de mentionner qu'aux États-Unis, la complexité des processus décisionnel, budgétaire et de ratification, impliquant plusieurs acteurs, notamment le Congrès, fait qu'une décision prise sous un président peut n'entrer en vigueur que sous son successeur (voir par exemple Tingstad et al., 2023).

Pour attester de l'évolution des moyens, une recension des différents outils politiques utilisés par les États-Unis a été réalisée. Les données utilisées sont issues de documents officiels des départements concernés et du pouvoir exécutif, de rapports sur l'Arctique produits par les services de recherche du Congrès, ainsi que de multiples bases de données, telles que SIPRI, CSIS (Arctic Military Tracker) et ISSS. Afin d'avoir une analyse plus approfondie, ce chapitre est agrémenté de discours de certains décideurs politiques, d'articles scientifiques et d'articles de presse. Les éléments observés sont, d'une part, les investissements, les déploiements et les acquisitions militaires, et, d'autre part, la participation aux forums de gouvernance régionale ainsi que les initiatives diplomatiques spécifiques à l'Arctique.

Rappelons que les États peuvent opter pour l'équilibrage ou le retrait stratégique. Un scénario de prééminence se traduirait par une militarisation accrue, un renforcement des bases et des capacités de projection de la puissance et une participation limitée dans les institutions régionales lorsque celles-ci sont favorables aux intérêts de Washington (Posen et Ross, 1996). L'internationalisme privilégie une utilisation mesurée de la présence américaine pour assurer le leadership international (David, 2015, p. 189). Elle comprend divers outils de coopération multilatérale¹⁸, combinant une présence militaire modérée et une diplomatie active pour renforcer les alliances et les accords régionaux (David, 2015, p. 189). La stratégie de retenue mène à de faibles engagements militaires, favorisant des initiatives diplomatiques ciblées pour éviter les tensions, tout en soutenant une gouvernance régionale qui limite les interventions directes (Reich et Dombrowski, 2017 p. 134 ; voir aussi Posen, 2014). Enfin, l'isolationnisme entraîne un désengagement militaire et diplomatique, laissant aux autres acteurs la gestion de la région et adoptant une approche minimale dans les affaires de gouvernance arctique (Reich et Dombrowski, 2017 p. 134).

Dans le cadre de cette analyse, il apparaît que les États-Unis ont, à différents moments, recalibré leur stratégie en Arctique. La période étudiée fait état d'une gamme d'instruments

¹⁸ Dans le cadre de cette étude, le multilatéralisme est compris comme une forme institutionnalisée de relations entre plusieurs États dans laquelle des principes dictent des comportements appropriés pour une catégorie d'actions particulières (Ruggie, 1992, p. 571, cité dans Macleod et Bonditti, 2019). Depuis la fin de la Guerre froide, certains analystes parlent davantage d'un multilatéralisme « à la carte », se caractérisant par la prolifération d'institutions régionales de plus petite taille, moins contraignante et en faveur de négociations à plusieurs niveaux (Patrick 2015, p. 55 et 116, cité dans Macleod et Bonditti, 2019, p. 336).

politiques utilisés. L'évolution de ces derniers semble à la fois tributaire des perceptions des menaces découlant des aléas du système international et des changements de préférences liés aux alternances administratives.

3.1 L'APPROCHE OBAMA : DIPLOMATIE ACTIVE ET RETENUE MILITAIRE

L'étude des moyens déployés par l'administration Obama met en lumière deux tendances. La première est une posture internationaliste quant à la région polaire, qui se traduit par une consolidation de la présence institutionnelle américaine, une expansion de la diplomatie et l'élargissement de la gouvernance régionale. La seconde est une retenue en termes militaires, qui est caractérisée par des investissements et déploiements ciblés et limités.

3.1.1 GOUVERNANCE RÉGIONALE ET ENGAGEMENT DIPLOMATIQUE

L'analyse de la présence diplomatique et de la participation à la gouvernance régionale suggère un portrait plus engagé de Washington dans la région polaire, notamment par le biais du multilatéralisme et par la coopération avec les puissances adverses. Contrairement aux administrations précédentes, souvent réticentes à s'impliquer pleinement dans les forums régionaux (Huebert, 2009), l'équipe d'Obama a pris des mesures concrètes pour renforcer la présence et l'influence américaine dans la région polaire.

Une politique arctique institutionnalisée basée sur la science

Dès 2010, l'administration Obama s'est engagée à consolider la présence des États-Unis en Arctique. Les choix faits témoignent d'une volonté de renforcer sa position institutionnelle tout en coordonnant de manière efficace les actions des divers acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la politique arctique¹⁹. Ils reflètent également le fort engagement du président en faveur de la science. Ce dernier déclare vouloir « redonner à la science la place qui lui revient » (Office of the Press Secretary, 2016). En réactivant l'*Interagency Arctic Research Policy Committee*, qui avait été créé en 1984, mais était resté inactif pendant des décennies, l'administration a non seulement revitalisé la coordination entre les agences, mais aussi jeté les bases de recherches cruciales pour soutenir la politique arctique des

¹⁹ Les chercheurs Katherine A. Weingartner et Robert W. Orttung (2019) ont tenté de retracer la structure et le processus décisionnel ayant mené à l'élaboration des autres politiques arctiques de l'administration et de la stratégie de 2013. Ils ont estimé qu'une trentaine de départements et d'agences aux niveaux fédéral, étatique et local qui étaient impliqués pour mettre en place la stratégie (Weingartner et Orttung, 2019, p. 3).

États-Unis (Pouffle, 2017, p. 2-3). Selon Weingartner et Orttung, c'est ce style décisionnel, accordant une plus grande place à la science, qui a mené l'administration à répondre différemment aux enjeux de défense et de changements climatiques (Weingartner et Orttung, 2019, p. 3-4).

Le développement du *Implementation Plan for the Arctic Region* en 2014 a marqué un autre pas décisif pour la coordination et la mise en œuvre de la politique polaire. Ce plan visait à aborder les aspects les plus problématiques de la politique arctique, en assignant des rôles distincts à chaque agence pour garantir la réalisation des objectifs fixés (White House, 2014 ; Altunkaya, 2019). Enfin, en 2015, le décret 13689 a établi l'*Arctic Executive Steering Committee* (AESC), un organe essentiel pour guider et améliorer la coordination des politiques fédérales de l'Arctique entre les différentes agences, les gouvernements locaux, les organisations autochtones, les institutions universitaires, et le secteur privé (O'Rourke et al., 2024, p. 13). Ces initiatives illustrent une approche concertée, intégrant science, diplomatie et gouvernance au service d'une stratégie globale et cohérente pour l'Arctique.

L'élargissement de la diplomatie et de la gouvernance régionale

La hausse de l'engagement régional s'est également manifestée par la multiplication des représentations diplomatiques et l'élargissement des mécanismes de gouvernance multilatérale. En 2010, pour démontrer l'importance de la question arctique pour les États-Unis, Hillary Clinton participe à une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays côtiers de l'Arctique, connus sous le nom d'*Arctic 5* (Calmels, 2018, p. 148 ; Plouffe, 2017). Lors de cette réunion, Clinton fait valoir la position de son administration quant à la gouvernance arctique. La secrétaire d'État signifie la préférence de Washington pour le Conseil de l'Arctique au groupe restreint *Arctic 5* (Calmels, 2018, p. 148). Ce choix est notamment motivé par la position dans laquelle se trouve la Maison-Blanche quant à la gouvernance du territoire océanique²⁰. En effet, en raison de certains républicains

²⁰ Cette position est le fait de la non-ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Les États côtiers du *Arctic 5* défendent une gouvernance de la région circumpolaire en référence à leurs droits souverains et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, alors que les États non côtiers (la Finlande, l'Islande et la Suède), l'Union européenne, les groupes autochtones, les organisations non gouvernementales et plus tard la Chine, défendent une gouvernance globale et la libre circulation dans les eaux arctiques (Auerswald, 2020, p. 259-260 ; Calmels, 2018).

conservateurs craignant un impact négatif sur la souveraineté américaine dans d'autres régions, le président Obama ne parvient pas à faire ratifier la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Howard, 2009), ce qui marginalise les États-Unis au sein du groupe *Arctic 5* (Calmels, 2018, p. 148). Selon certains analystes, en manifestant sa préférence pour le Conseil de l'Arctique comme forum de gouvernance principal, Clinton tente de renverser la balance en prônant une gestion ouverte de l'océan Arctique (Calmels, 2018, p.148)²¹. Dans cette foulée, les États-Unis appuient également l'ascension au statut d'observateurs au sein du Conseil de l'Arctique de plusieurs États : la Corée du Sud, la Chine, l'Inde, l'Italie, le Japon et Singapour (Calmels, 2018, p. 152), renforçant ainsi le poids des défenseurs d'une gouvernance ouverte des eaux arctiques.

En 2010, Clinton signe la Déclaration de Nuuk, qui autorise la création d'un secrétariat permanent du Conseil de l'Arctique, marquant ainsi un changement important dans la politique des États-Unis (Plouffe, 2017)²². Un an plus tard, elle devient la première secrétaire d'État à participer à une réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique lorsqu'elle se rend à Nuuk pour représenter Washington (Altunkaya, 2019 ; Plouffe, 2017). Enfin, en 2014, l'administration crée le poste de Représentant spécial des États-Unis pour l'Arctique (Plouffe, 2017 ; Weingartner et Orttung, 2019a). Ce type d'initiative diplomatique facilite la coordination avec l'exécutif, permet de rencontrer de hauts fonctionnaires étrangers et met en lumière certains enjeux tout en augmentant leur visibilité (Naland, 2011, p. 2). En établissant ce poste, l'administration renforce la présence institutionnelle des États-Unis et veille à ce que la voix américaine soit entendue dans les principaux forums de la région.

Ces efforts de dialogue et de négociations ont mené à des politiques concrètes et à des accords contraignants, illustrant de ce fait la capacité de Washington à influencer la politique polaire et sa volonté de coopérer avec ses voisins arctiques. À titre d'exemple, en 2016, les États-Unis et le Canada ont signé une déclaration commune sur le climat, l'énergie et le leadership dans l'Arctique, s'engageant à protéger les écosystèmes arctiques et à renforcer la collaboration sur le changement climatique (U.S.-Canada Joint Statement

²¹ Selon Calmels, Washington s'allie ainsi avec les États observateurs, tout en critiquant les positions souverainistes du Canada et de la Russie auxquelles les États-Unis s'opposent (Calmels, 2018, p. 148).

²² Elle renverse ainsi une opposition de longue date des États-Unis. Cette opposition à la création d'un secrétariat était due à la crainte de donner trop de pouvoir à une organisation multilatérale (Plouffe, 2017, p. 5).

on Climate, Energy, and Arctic Leadership, 2016). Les objectifs sont notamment la conservation de la biodiversité arctique, l'intégration des connaissances autochtones dans le processus décisionnel, la mise en place d'une économie arctique durable et le soutien à des communautés arctiques fortes (White House, 10 mars 2016). Il en résulte un moratoire sur l'exploration pétrolière en Alaska (Borger, 2016)²³.

Parmi les initiatives multilatérales clés, citons les trois accords contraignants conclus par le biais du Conseil de l'Arctique²⁴, soit l'accord de 2011 sur la coopération en matière de recherches et de sauvetages aéronautiques et maritimes en Arctique, l'accord de 2013 sur la coopération en matière de préparation et de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures, et les négociations d'un accord sur le renforcement de la coopération scientifique internationale (Arctic Council, 2011, 2013 et 2017²⁵)²⁶.

Le leadership moral et la question climatique

L'administration Obama, en multipliant les représentations diplomatiques et les mécanismes de gouvernance multilatérale, cherche à renforcer son influence régionale en adoptant une approche de leadership moral, visant à promouvoir les intérêts nationaux tout en exerçant une influence exemplaire (Dimitrova, 2012). Cette vision se manifeste notamment à travers les efforts déployés pour faire avancer les enjeux de sécurité douce, comme l'environnement, via les institutions multilatérales. Des actions visant la coopération sur ces enjeux sont dès lors prioritaires. La présidence américaine du Conseil de l'Arctique durant laquelle l'administration a renforcé son agenda climatique témoigne de cette tendance (Brigham, 2015 ; Plouffe, 2017 ; Weingartner et Orttung, 2019).

²³ À cet effet, la décision de l'administration d'interdire les forages extracôtiers dans l'Arctique nord-américain fait l'objet de vives critiques au sein de la Maison-Blanche. Notamment, cette annonce est critiquée et condamnée par le conseiller à la sécurité nationale, James Jones, par l'ancien commandant de l'OTAN Joseph Ralston, ainsi que par Robert Papp, qui affirme que cette décision signifie un retrait stratégique par rapport à une Russie qui accélère l'exploration pétrolière dans la région (Gramer, 2016).

²⁴ Ces accords ont été négociés par des groupes de travail co-dirigés par les États-Unis au sein du Conseil de l'Arctique (Balton, 2021).

²⁵ Bien que la signature de l'accord ait eu lieu sous l'administration de Donald Trump, les négociations ont été entamées sous Obama.

²⁶ D'autres initiatives dans lesquelles Washington est impliquée ont renforcé leur engagement dans l'élaboration de la gouvernance régionale grâce à des initiatives telles que la création du Conseil économique de l'Arctique, l'établissement du Forum des garde-côtes de l'Arctique et la mise en œuvre du code polaire de l'Organisation maritime internationale en 2017 (Plouffe, 2017, p. 9).

Un geste symbolique marquant cette orientation a été la visite historique de Barack Obama au-delà du cercle polaire arctique, faisant de lui le premier président américain en fonction à se rendre dans cette région et soulignant ainsi le rôle central de l'Arctique dans la politique climatique de l'administration (Dodds, 2016 ; Plouffe, 2017). En 2015, poursuivant son engagement envers le leadership climatique, Obama organise la conférence GLACIER, un événement en marge du Conseil de l'Arctique qui a rassemblé dix-neuf chefs d'État, dont ceux de la Chine et de la Russie (Altunkaya, 2019, p. 191 ; Plouffe, 2017, p. 5). Cette conférence a non seulement préparé le terrain pour les négociations climatiques de Paris (Greaves, 2017, p. 109-111), mais elle a aussi illustré la volonté américaine de jouer un rôle de premier plan dans les discussions climatiques mondiales.

Par ailleurs, comme le souligne Joel Plouffe, « cet événement a démontré que les États-Unis étaient prêts à s'engager en dehors du Conseil de l'Arctique pour promouvoir leurs intérêts et la stabilité régionale » (Plouffe, 2017, p. 5). En effet, l'approche multilatérale vise à préserver le statu quo régional dans un contexte où la Maison-Blanche perçoit un intérêt international croissant. Des événements comme la conférence GLACIER offrent une opportunité de collaboration avec des puissances concurrentes, notamment la Chine, en présentant le changement climatique comme un défi international nécessitant une réponse commune (Dalby, 2020)²⁷. Un an plus tard, la Maison-Blanche a renforcé cette approche en organisant la première réunion ministérielle sur les sciences de l'Arctique. Celle-ci a réuni des dirigeants de 25 gouvernements étrangers afin de favoriser la collaboration scientifique et de renforcer les liens avec les populations autochtones de la région circumpolaire (Plouffe, 2017). Ainsi, l'équipe Obama utilise les outils multilatéraux pour coopérer avec les puissances russes et chinoises. Malgré les tensions croissantes avec la Russie après l'annexion de la Crimée, les États-Unis ont maintenu des liens de coopération avec la puissance russe au sein d'institutions telles que le Conseil de l'Arctique et le Conseil économique de l'Arctique (Pezard et al., 2017). Cette collaboration s'est

²⁷ Toutefois, bien que le président Obama évoque clairement dans ses discours régionaux et internationaux la nécessité d'agir rapidement sur les changements climatiques avant qu'il soit « trop tard », la manière de le faire demeure énigmatique et la grande contribution des États-Unis au problème est passée sous silence (Dalby, 2020, p. 97). Son bilan en matière de protection environnementale est également controversé en raison de sa sécuritisation simultanée des enjeux climatiques et énergétiques (e.g. Dodds, 2016 ; Greaves, 2017)

manifestée dans des domaines variés, allant de la science aux opérations de recherche et de sauvetage, ainsi qu'à la protection de l'environnement (Pezard et al., 2017).

Ainsi, l'administration parvient à consolider la présence américaine dans la région polaire, à étendre son influence et son engagement diplomatique, en plus de multiplier les mécanismes de gouvernance régionale. Ces initiatives ont permis d'élargir et de renforcer les institutions multilatérales en Arctique en s'efforçant de collaborer avec les nations impliquées dans les affaires polaires, mais aussi de promouvoir une coopération plus intégrée et coordonnée dans la gestion des enjeux régionaux.

3.1.2 ACQUISITION ET DÉPLOIEMENT MILITAIRE

En ce qui a trait au domaine militaire, l'engagement américain sous Obama est limité. À l'arrivée au pouvoir du président, les conséquences de longues guerres sans fin, l'impact de la crise financière sur les budgets publics et les doutes quant à la volonté des alliés de partager le fardeau des conflits ont influencé la manière dont les États-Unis abordent les questions d'acquisitions et d'investissements militaires (International Institute for Strategic Studies, 2012, p. 1). Dans ce contexte, deux tendances principales se dégagent des choix faits dans le domaine militaire à l'ère Obama : des investissements limités et une priorisation de la coopération avec les alliés en matière de sécurité et de défense.

Des ressources limitées

La première tendance qui émerge de l'analyse du développement des capacités militaires est celle d'une certaine retenue²⁸. Les investissements et déploiements sont limités et sont principalement orientés vers des objectifs de défense nationale globale. L'étude des choix faits en la matière met également en lumière les difficultés à obtenir du financement et l'absence de priorité²⁹ accordée à la région polaire. Comme le soulignent Bouffard et Soto, les investissements et développements en infrastructures de défense sont généralement le

²⁸ Obama est d'ailleurs critiqué pour avoir négligé la dimension militaire et pour avoir été trop conciliant avec la Russie dans sa politique en Arctique. Hilary Clinton, l'une de ses plus ferventes opposantes sur ce sujet, dénonce sa prudence excessive, estimant qu'elle ne devrait pas être la seule ligne directrice en politique étrangère (Clinton, dans David, 2015, p. 927). Elle critique également son manque de fermeté face à l'agressivité croissante de la Russie, soulignant l'importance de durcir le ton pour contrer les provocations militaires russes dans la région (Keleman, 2013 ; Peritz, 2014). De plus, James Jones et l'ancien commandant de l'OTAN, Joseph Ralston, reprochent à l'administration Obama de s'être retirée stratégiquement (Gramer, 2016).

²⁹ Dans le cadre de cette étude, la priorité désigne le niveau d'importance attribué aux différentes missions, tâches ou domaines d'interventions (Tingstad et al., 2023, p. 48). Elle dicte l'affectation des ressources, du financement et de l'attention aux différentes opérations militaires et aux objectifs stratégiques (Tingstad et al., 2023, p. 48).

produit d'un événement déclencheur tel qu'un désastre naturel ou des actions hostiles (Bouffard et Soto, 2021, p. 112). Or, l'absence de perceptions de dangers imminents au nord rend difficile la justification d'investissements et déploiements militaires dans les latitudes éloignées. Robert Papp explique que les intérêts stratégiques de Washington ne permettent pas de justifier davantage que « la sensibilisation, la planification et le déploiement estival à petite échelle » (Papp, 2011, p. 21). Le Département de la défense laisse d'ailleurs entrevoir l'orientation des choix en termes de ressources en énonçant que la région polaire est une « zone périphérique pour la communauté de sécurité internationale » et que, subséquemment, les différentes agences seraient limitées à des « réaffectations des ressources existantes » (DoD, 2013, p. 12).

Ainsi, les différentes branches militaires ont fait preuve de retenue quant à la région polaire. Cette prudence s'explique notamment par la nécessité de jongler avec de multiples objectifs et avec des ressources limitées. À titre d'exemple, le *US Navy's Arctic Roadmap for 2014–2030* énonce la nécessité d'orienter les investissements en équilibrant prudemment les besoins régionaux et les objectifs nationaux (U.S. Navy Task Force, 2014, p. 3). En raison de ressources limitées et d'une croissance des missions dans d'autres régions jugées prioritaires, telles que la mer de Chine méridionale, la mer Noire ou la mer Baltique, la Marine priorise la réallocation des ressources existantes en Arctique (Reich, 2017, p. 140).

Les projets d'acquisition et de développements sont principalement justifiés par des besoins opérationnels découlant de menaces abstraites ou partagées, ce qui conduit souvent à leur stagnation, comme en témoigne le cas du port de Nome. La construction de ce port, destiné à accueillir des navires de plus grande taille, a été envisagée pour soutenir le développement économique lié à l'exploitation pétrolière en Arctique (U.S. Army Corps of Engineers, 2015 ; voir aussi Bouffard et Soto, 2019 ; Schreiber, 2018). Cependant, Nome peine à obtenir le financement nécessaire. Ce retard dans la réalisation du projet s'explique en grande partie par le refus de l'armée américaine de reconnaître le port comme une infrastructure essentielle à la défense du territoire (Bouffard et Soto, 2021, p. 108). Selon Bouffard et Soto, cet échec est principalement le fait de l'absence de références

substantielles et spécifiques à l'Arctique dans la stratégie de sécurité nationale (Bouffard et Soto, 2021, p. 108)³⁰.

Cette situation se manifeste également dans le projet d'acquisition de brise-glaces, qui souligne les défis liés à l'allocation des ressources et à l'engagement dans la région. Dans un contexte de paix, les garde-côtes américains sont la force opérationnelle principale des États-Unis au pôle Nord (Avey, 2019 ; Bouffard, 2022 p. 41). Ces derniers ont la charge d'une variété de tâches liées à la sécurité douce et au renforcement du droit international (Bouffard, 2022, p. 41). Ces navires polaires facilitent les missions liées à divers domaines tels que la recherche scientifique, les opérations de recherche et de sauvetage, la sécurité maritime, l'aide à la navigation, la navigation dans les zones de glace, la protection de l'environnement marin, la gestion des ressources marines vivantes, l'application de la loi dans la zone économique exclusive, la sécurité des ports, des voies navigables et des zones côtières, ainsi que la préparation à la défense (DHS, 2013, p. 10). Ils permettent donc de renforcer la capacité des États-Unis à opérer toute l'année dans l'Arctique pour diverses missions et contribuent ainsi à protéger les intérêts nationaux énoncés dans la NSAR de 2013.

Sous Obama, la flotte de brise-glaces est composée de deux brise-glaces polaires vieillissants, le *Polar Star* et *Healy*, qui opèrent à la fois en Arctique et en Antarctique (O'Rourke et al., 2024, p. 52)³¹. En 2010, une analyse indépendante commandée par la Garde côtière a conclu que le service avait besoin d'un minimum de trois brise-glaces lourds et de trois brise-glaces moyens pour remplir ses obligations (USCG cité dans Lamothe, 2015). Pour répondre à la fois à ses obligations et aux plans opérationnels de la marine à l'ère Obama, l'analyse recommandait plutôt quatre brise-glaces lourds et six brise-glaces moyens (USCG cité dans Lamothe, 2015). Dans ce contexte, la Maison-Blanche annonce une série de mesures et d'investissements pour permettre aux garde-côtes d'assurer la sûreté et la sécurité maritime (O'Rourke et al., 2024, p. 52). Il est proposé d'agrandir la flotte de brise-glaces des garde-côtes américains en accélérant la construction

³⁰ D'autres facteurs ont également freiné les avancées, tels que le ralentissement économique local et national lié à la baisse d'intérêt pour le développement du secteur pétrolier et gazier (Bouffard et Soto, 2021, p. 112).

³¹ Les États-Unis disposaient également du *Polar Sea*, devenu non opérationnel en 2010 à la suite d'un accident de moteur (O'Rourke et al., 2024, p. 52).

d'un navire et en développant des plans d'acquisition de nouveaux brise-glaces lourds (White House, 2015)³². Les garde-côtes expliquent que les changements climatiques et l'intérêt croissant d'autres nations pour la région polaire rendent impérative l'acquisition de ces équipements afin de renforcer la présence américaine et soutenir la souveraineté nationale (Lamothe, 2015 ; 2017). Cependant, en raison de priorités concurrentes, l'administration n'a pas pu faire approuver le budget nécessaire au projet (Klimenko, 2019, p. 2).

De manière générale, les projets de développement ou d'acquisitions se concrétisant sont ceux dont la justification repose plus directement sur la sécurité nationale. Ces derniers coïncident avec des perceptions de changements au niveau structurel. Notamment, après l'annexion de la Crimée et face aux menaces nord-coréennes, les États-Unis renforcent leur défense antimissile nucléaire en installant un système de défense terrestre à mi-course (GMD) à Fort Greely, en Alaska (Huebert, 2021a, p. 50). Washington augmente également le nombre d'intercepteurs et déploie des chasseurs F-22 et F-35 supplémentaires sur ses bases aériennes afin de répondre aux préoccupations croissantes en matière de sécurité (Huebert, 2021a, p. 50). Un mois après l'offensive russe, les États-Unis contactent le commandant de la base aérienne de Keflavík en Islande pour discuter d'une modernisation de la base et d'un retour de la présence américaine sur cette dernière (Schultz, 2020, cité dans Pincus, 2021)³³. Ces investissements demeurent cependant limités et répondent surtout à des objectifs de sécurité nationale globale découlant d'une perception de vulnérabilité accrue face aux attaques.

Finalement, en termes de présence, l'administration privilégie la réaffectation des ressources existantes plutôt que leur augmentation, optimisant ainsi les moyens déjà disponibles pour répondre aux priorités stratégiques. En 2014, l'administration proposait

³² Il s'agit d'un effort considérable, compte tenu du coût d'environ un milliard de dollars par briseur de glace (Lamothe, 2015). La proposition de budget qui inclut une somme de 150 millions de dollars qui permettrait de « compléter toutes les activités de planification et de conception nécessaires pour commencer les activités de production d'ici 2020 » (Wezeman, 2016, p. 21) est soumise au Congrès.

³³ Les États-Unis maintiennent une présence militaire depuis la Seconde Guerre mondiale sur cette base aérienne en Islande qui joue un rôle crucial dans les activités militaires américaines en Arctique, notamment en raison du GIUK Gap (Mikkola, 2019 ; Pincus, 2021). Le Greenland-Iceland-UK (GIUK) Gap, est un corridor de transit stratégiquement important pour son rôle dans le contrôle des routes de transit naval entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni, qui était historiquement surveillé par Américains pour la lutte anti-sous-marins et les missions de patrouille maritime (ISSS, 2019 ; Pincus, 2021). En 2006, le retrait des P-3 de Keflavík s'est traduit par une atrophie de la présence militaire et de la capacité de surveillance des États-Unis dans la région (Pincus, 2021).

d'ailleurs de réduire de près de 3 000 les 4 000 hommes de la brigade aéroportée en Alaska et de transformer la brigade restante en bataillon d'infanterie plus léger (Wezeman, 2016, p. 19). Cette proposition n'a cependant pas été approuvée par le Congrès, qui a souligné la nécessité de maintenir une présence américaine en raison du développement des capacités russes dans la région polaire (Wezeman, 2016, p. 19). De ce fait, les unités américaines ont plutôt intensifié leurs entraînements et formations dans la région polaire³⁴, bien que les effectifs restent limités à moins de 50 personnes (Wezeman, 2016, p. 20).

Certaines des ressources présentes sur le territoire polaire sont réaffectées à de nouvelles missions liées aux objectifs formulés par la Maison-Blanche. Notamment, le personnel du Département de la Défense est chargé de surveiller le niveau des glaces de la mer en Arctique (Wolfgang, 2015). Les motifs légitimant cette réaffectation sont étayés dans la feuille de route sur l'adaptation au changement climatique publié par le Département de la Défense en 2014. Le document décrit l'augmentation et la complexification prévues de la demande de présence militaire en Arctique en raison des changements induits par le climat, tels que des catastrophes plus fréquentes et la nécessité d'une capacité opérationnelle accrue (DoD, 2014). La raison d'être de cette réaffectation est de s'assurer que l'armée est correctement préparée à gérer les effets du changement climatique sur ses missions, ses infrastructures et son état de préparation (DoD, 2014). Ainsi, la priorité sur le *domain awareness* dans les documents stratégiques s'est traduite par la promotion de l'intelligence environnementale permettant au Département de maintenir une présence opérationnelle et d'assurer le maintien de ses infrastructures (Chater et Nicol, 2021b, p. 141).

La coopération avec les alliés

La seconde tendance s'observant sous Obama est la coopération avec les alliés et partenaires pour assurer le maintien des intérêts américains en termes de sécurité nationale et de maintien du statu quo régional. Elle se manifeste notamment avec la coopération au sein du North American Aerospace Defense Command (NORAD)³⁵. En 2013, cette

³⁴ Par exemple, des parachutistes d'Alaska ont effectué le premier atterrissage de brigade au nord du cercle polaire, suivi par des troupes du génie plus tard dans l'année, et d'une brigade mécanisée qui a déployé ses véhicules blindés dans la même région (Wezeman, 2016, p. 20).

³⁵ Selon la Maison-Blanche, le NORAD illustre l'alliance indispensable avec le Canada et leur engagement commun à protéger les régions arctiques et l'ensemble de l'Amérique du Nord (White House, 2016). Le NORAD supervise les avions intercepteurs américains en Alaska et canadiens, tout en gérant le Système d'alerte du Nord, qui comprend des radars de surveillance aérienne en Alaska, au Canada et au Groenland (Wezeman, 2016, p. 18).

collaboration militaire s'est renforcée avec la signature du Cadre de coopération tripartite pour l'Arctique entre le Canada et les États-Unis, associant le Commandement des opérations interarmées du Canada, le Commandement du Nord des États-Unis et le NORAD dans des domaines tels que la planification, la connaissance du domaine, le partage d'informations, la formation, le développement des capacités, ainsi que la recherche scientifique et technologique (Plouffe, 2017, p. 5).

En outre, la fréquence des exercices militaires multilatéraux impliquant les États-Unis et leurs alliés est à la hausse (Tableau 3.1)³⁶. Le Department of Homeland Security participe également activement aux efforts multilatéraux en matière de sécurité maritime, comme en témoigne la participation des garde-côtes américains à l'exercice inaugural de l'Arctic Coast Guards Forum (ACGF), visant à tester la coopération dans un scénario d'urgence (Plouffe, 2017). Ce forum vise à favoriser la coopération entre nations afin de promouvoir des activités maritimes sûres, sécurisées et respectueuses de l'environnement dans l'Arctique (O'Rourke et al., 2024, p. 33).

TABLEAU 3.1 EXERCICES ARCTIQUES AUXQUELS LES ÉTATS-UNIS ONT PARTICIPÉ

ANNÉE	EXERCICES
2005	Bold Quest
2006	Cold Response, Bold Quest
2007	Bold Quest, Nanook (Canada), Northern Viking, Vigilant Shield
2008	Bold Quest, Nanook (Canada), Northern Viking, Vigilant Shield
2009	Bold Quest, Cold Response, Loyal Arrow, Nanook (Canada), Vigilant Shield
2010	Bold Quest, Cold Response, Nanook (Canada), Vigilant Shield
2011	Bold Quest, ICEX, Nanook (Canada), Northern Viking, Vigilant Shield
2012	Arctic Eagle, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Cold Response, Nanook (Canada), SAREX, Vigilant Shield
2013	Arctic Challenge, Bold Quest, Joint Viking, Nanook (Canada), Northern Viking, SAREX, Vigilant Shield
2014	Arctic Collaborative Workshop, Arctic Eagle, Arctic Pegasus, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Cold Response, ICEX, Nanook (Canada), Vigilant Shield
2015	Arctic Challenge, Arctic Pegasus, Arctic Zephyr, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Joint Viking, Nanook (Canada), Spartan Pegasus, Trident Juncture, Vigilant Shield
2016	Arctic Chinook, Arctic Collaborative Workshop, Arctic Eagle, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Cold Response, ICEX, Nanook (Canada), Northwest Passage Exercise, Vigilant Shield

³⁶ Ces données ont été proviennent de Bouffard et Rodman (2021) et Depledge (2020)

2017	Arctic Challenge, Arctic Guardian, Arctic Guardian, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Joint Viking, Nanook (Canada), Northern Viking, Spartan Pegasus, Vigilant Shield
2018	Arctic Eagle, Arctic Pegasus, Dynamic Mongoose, Bold Quest, ICEX, Nanook (Canada), Trident Juncture, Vigilant Shield
2019	Arctic Challenge, Dynamic Mongoose, Bold Quest, Joint Viking, Nanook (Canada), Nanook-Nunaliut (Canada), Northern Viking, Polaris 2019, Vigilant Shield
2020*	Arctic Eagle, Arctic Edge, Bold Quest, Cold Response, ICEX, Nanook-Nunaliut (Canada), NORAD Air Defense Exercise, Northern Viking, Reindeer II, Vigilant Shield
2021*	Arctic Challenge, Arctic Light, Arctic Warrior, Bold Quest, Cold Response, Noble Defender, Trident Juncture
2022	Arctic Eagle, Arctic Edge, Arctic Warrior, Bold Quest, Cold Response, ICEX, JPMRC 22-02, Northern Viking

* Ces données incluent également les exercices qui ont été annulés ou écourtés en raison des restrictions liées à la pandémie Covid-19.

Le multilatéralisme permet également à Washington de coopérer avec Moscou, reflétant ainsi l'approche internationaliste de l'administration. Pour certains, l'annexion de la Crimée par la Russie marque un point de rupture et assombrit le portrait de la coopération entre les puissances dans la région polaire (e.g. Huebert, 2021a). À titre d'exemple, le dialogue dans certains forums a été interrompu, comme en témoigne la suspension en 2014 de la Conférence des chefs de défense du Nord (Plouffe, 2017, p. 9)³⁷. Nonobstant, le dialogue entre les deux nations a été maintenu, notamment au sein du Forum des garde-côtes de l'Arctique (Pezard et al., 2017, p. 2).

En bref, une certaine retenue s'observe dans la sphère militaire. Cette inertie est le fait de priorités concurrentes à l'échelle mondiale et d'importantes contraintes en matière de ressources et de financement. En revanche, l'administration parvient à consolider sa présence dans la région et à préserver le statut quo grâce à la diplomatie, aux institutions multilatérales et aux exercices militaires conjoints dans des domaines d'intérêt commun ciblés, tels que les opérations de sauvetage ou la lutte contre les changements climatiques.

³⁷ Un second exemple est le déploiement américain de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire lors d'exercices scientifiques semestriels, mettant en avant leurs dernières technologies sous-marines et marquant ainsi une détérioration des relations avec la Russie (Huebert, 2021a, p. 50).

3.2 L'ARCTIQUE SOUS TRUMP : COMPÉTITION STRATÉGIQUE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE TRANSACTIONNELLE

Contrairement à son prédécesseur, le président Donald Trump fait preuve d'un engagement très limité dans le processus décisionnel relatif à l'Arctique et écarte le rôle de la science dans l'élaboration de sa politique (Weingartner et Orttung, 2019). Son arrivée au pouvoir est marquée par un désintérêt pour la région polaire, illustré par l'absence de publication d'une *National Security Strategy for the Arctic Region*. Néanmoins, l'étude de l'engagement de Washington durant cette période révèle un mélange de continuité et de ruptures par rapport aux moyens déployés par l'administration Obama. Deux tendances sont mises en lumière. La première consiste en une approche plus restreinte de la gouvernance et de la diplomatie régionale. Celle-ci est notamment influencée par l'approche *America First* et le caractère transactionnel de la politique étrangère du président. La seconde est une graduelle augmentation des capacités et de la présence militaire ayant une visée défensive.

3.2.1 DIPLOMATIE ET GOUVERNANCE RÉGIONALE

Le multilatéralisme et la diplomatie sont partiellement maintenus, notamment grâce au travail continu des différents départements gouvernementaux ainsi qu'à la lenteur des processus de négociations, qui assurent une certaine stabilité dans la politique étrangère américaine et empêchent un abandon total des engagements multilatéraux. Cependant, malgré cette tendance, l'étude des engagements américains suggère un certain recul du multilatéralisme, une approche transactionnelle à la diplomatie et une défiance envers les normes établies dans la région.

Des éléments de continuité

D'abord, un certain continuum entre l'engagement institutionnel et diplomatique de l'administration Trump et celle de son prédécesseur s'observe. Au début du mandat du 45^e président, les États-Unis assurent toujours la présidence du Conseil de l'Arctique (Weingartner et Orttung 2019a). Dès son arrivée, le secrétaire d'État Rex Tillerson confirme que les États-Unis maintiendront leur présence au sein du Conseil, mais souligne qu'ils « passent actuellement en revue plusieurs politiques importantes, y compris la

manière dont l'administration Trump abordera la question du changement climatique » (Tillerson, 2017).

Une étude d'Andrew Chater, basée sur les archives en ligne du Conseil de l'Arctique, montre que la puissance américaine demeure pleinement engagée dans ce forum, promouvant activement la protection de l'environnement par le biais de leur représentation aux réunions, de leur participation aux discussions plénières et du parrainage de projets du Conseil (Chater, 2019). Les États-Unis ont également rejoint la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, un forum dédié à l'examen des priorités en matière de politique climatique et économique dans l'Arctique (Ministry of Finland, 2021). Ainsi, malgré la position ambivalente de Washington quant à la priorité de la question environnementale, la Maison-Blanche continue de coopérer et de faire avancer ses intérêts par le biais du multilatéralisme.

En termes d'accords et d'engagements, certaines négociations entamées sous Obama se sont concrétisées sous Trump. Par exemple, les États-Unis ont signé un accord contraignant interdisant les pêches non régulées en haute mer arctique et établissant un programme de recherche scientifique conjoint sur les écosystèmes marins (NOAA, 2018). Cet accord est entré en vigueur en 2021, après la ratification par les 10 pays signataires (O'Rourke et al., 2024, p. 66-67). La coopération avec les autres nations polaires s'est également poursuivie dans le cadre des accords conclus sous les administrations précédentes (O'Rourke et al., 2024, p. 66-67)³⁸.

America First

Les quatre années de Trump marquent, toutefois, à certains égards, un recul de l'engagement américain au sein des institutions régionales, ce qui pousse certains analystes à qualifier la politique étrangère de « doctrine de retrait » (Haass, 2020b). D'abord, des représentations et mécanismes favorisant la gouvernance et la diplomatie régionale sont négligés. Certaines structures spécifiques à l'Arctique ont été démantelées, réduisant ainsi

³⁸ Notamment, les États-Unis maintiennent la coopération issue des accords bilatéraux avec le Canada et la Russie, respectivement datés de 1974 et de 1989, pour traiter les potentiels déversements de pétrole dans la région polaire (O'Rourke et al., 2024, p. 77). Bien qu'historiquement, Ottawa et Washington aient amendé à plusieurs reprises leur accord et exercé une coopération transfrontalière, les exercices conjoints avec Moscou se sont avérés moins nombreux (O'Rourke et al., 2024, p. 77). Néanmoins, un exercice conjoint dans le détroit de Béring a eu lieu en 2018, signalant une continuité en termes de coopération sur les enjeux d'intérêts communs (O'Rourke et al., 2024, p. 33).

la coordination des actions américaines (Weingartner Orttung, 2019a). L'administration laisse plusieurs postes vacants, dont celui de Représentant spécial des États-Unis pour l'Arctique (Weingartner Orttung, 2019a). Ce poste est resté non pourvu jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le poste nouvellement créé de coordinateur des États-Unis pour la région arctique (O'Rourke et al., 2024, p.12). Le retrait de Trump des accords de Paris a également suscité des discussions sur ses répercussions pour la gouvernance arctique (e.g. Manninen, 2017).

De même, la posture de retrait du président sur les affaires arctiques se distingue de l'approche résolue et proactive adoptée par Obama. Alors que son prédécesseur avait érigé l'Arctique en fer de lance dans sa bataille contre les changements climatiques, les rares prises de position présidentielles quant à la région polaire portent sur son potentiel énergétique (e.g. Milman, 2017). Le président a déclaré qu'il allait « libérer les énergies fossiles » et ainsi permettre aux États-Unis d'entrer dans une nouvelle ère de « domination énergétique américaine » (Milman, 2017). En octobre 2019, le Secrétaire à l'Énergie, Rick Perry, s'est rendu à Reykjavik pour prononcer un discours principal lors de l'Assemblée annuelle du *Arctic Circle*, renforçant ainsi l'effort de l'administration pour mettre de l'avant son agenda économique dans le Grand Nord (Schreiber, 2019). Afin de stimuler la production d'énergie et la croissance économique des États-Unis, l'exécutif abroge rapidement certaines restrictions environnementales de l'ère obamienne, ouvrant ainsi de nouvelles zones à l'exploration pétrolière et gazière (Chater, 2019 ; Lefebvre, 2017 ; Weingartner et Orttung, 2019a). Ce choix s'inscrit dans les objectifs énoncés de développement économique et d'indépendance énergétique, tout en étant en phase avec la politique *America First* du président. Il suggère une priorité aux objectifs de prospérité de Washington.

L'approche musclée et transactionnelle de Trump

Enfin, l'approche de l'administration est caractérisée par un engagement sélectif, selon les termes de Washington. Il en résulte un changement dans les signaux diplomatiques envoyés et une coopération multilatérale de type transactionnel. Une évolution est d'abord perceptible dans le discours et le ton diplomatique de la Maison-Blanche, aboutissant à des relations plus houleuses et fragiles avec les alliés nordiques de Washington. Dans la région

polaire, les politiques et déclarations de l'administration niant l'existence des changements climatiques au profit d'un discours axé sur le potentiel économique de l'Arctique ont créé des tensions et poussé plusieurs représentants nordiques à exprimer leurs inquiétudes concernant les relations entre les États-Unis et l'Europe (Archick, 2024, p. 2).

Par ailleurs, certains analystes estiment que la politique étrangère de Trump a contribué à ébranler l'image des États-Unis en tant qu'allié stable et coopérateur (Haass, 2020a). Par exemple, Washington a freiné l'adoption de la déclaration finale lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique en raison de ses références aux changements climatiques et a critiqué ouvertement le Canada sur la question du passage du Nord-Ouest (Quinn, 2019a, 2019b). Les forums régionaux sont pour leur part mobilisés par l'administration pour confronter la Chine et la Russie, allant ainsi à l'encontre des normes régionales établies en matière de coopération (Weingartner Orttung, 2019a, p. 7). Notamment, l'utilisation du Conseil de l'Arctique par Mike Pompeo comme tribune pour qualifier les revendications canadiennes en Arctique d'illégitimes et pour confronter la Russie et la Chine illustre une approche moins coopérative, privilégiant la confrontation directe (Weingartner Orttung, 2019a, p.7).

En termes de signaux envoyés à ses voisins polaires, l'administration annonce de manière plus musclée sa position quant à la navigation des eaux polaires. La marine exprime sa volonté de mener des FONOP (opérations de liberté de navigation) dans la région polaire (Micallef, 2020 ; Pincus, 2019a)³⁹. Ces dernières sont décrites par le Département de la Défense comme une manière de contester les « revendications maritimes excessives » afin de « renforcer le droit international de manière pacifique et dans le respect des principes » (DoD, 2020). En réalité, ces opérations sont souvent perçues comme étant unilatérales. Dès lors, le Département d'État a exhorté le Pentagone de restreindre le nombre et l'étendue de ces opérations, car elles pourraient compromettre les relations bilatérales (Kraska et Pedrozo, 2013, p. 203). Au Nord, les États-Unis s'opposent aux revendications maritimes du Canada et de la Russie, ouvrant ainsi la possibilité d'opérations ciblant potentiellement

³⁹ Le programme FONOP s'articule autour de trois volets : des protestations ou démarches diplomatiques et autres communications émises par le Département d'État, des actions opérationnelles menées par des navires, avions et sous-marins de la marine américaine, ainsi que des consultations bilatérales et multilatérales entre les États-Unis et d'autres gouvernements (Kraska et Pedrozo, 2013, p. 202).

le Passage du Nord-Ouest du Canada ou le Passage du Nord-Est de la Russie (Micallef, 2020 ; Pincus, 2019a). De telles opérations ne se sont pas produites en Arctique depuis un certain temps (Pincus, 2019a)⁴⁰. Cependant, elles témoignent de la volonté de Washington de prendre une position plus proactive et contestataire, contrastant avec son approche antérieure plus déclaratoire (Micallef, 2020 ; Pincus, 2019a). Elles soulignent également l'engagement américain à maintenir des voies maritimes ouvertes et à défendre les droits de navigation, témoignant ainsi des priorités économiques de l'administration.

Finalement, l'approche diplomatique du président est davantage transactionnelle. À titre d'exemple, en août 2019, le président américain propose d'acheter le Groenland⁴¹ en raison de sa position stratégique et de ses vastes ressources minérales⁴² (Pengelly, 2019). Cette proposition, accueillie avec incrédulité par la communauté internationale et qualifiée d'« absurde » par le premier ministre Danemark a conduit à l'annulation de la visite diplomatique du président à Copenhague (Archick, 2019, p. 2). Certains auteurs soulignent que cet événement illustre le caractère transactionnel de la politique étrangère de Trump, dans laquelle l'annulation de la visite présidentielle constitue un coût et un moyen de pression lorsque l'administration n'obtient pas ce qu'elle souhaite (e.g. Wright, 2019). Il convient de noter que, malgré cet épisode, les deux nations affirment que les tensions ont été apaisées et réitèrent leur volonté de préserver leur relation d'allié (Archick, 2019, p. 3). À cet effet, le 10 juin 2020, un consulat américain a été ouvert à Nuuk (Cammarata, 2020). Officiellement, la réouverture de ce consulat s'inscrit dans un effort plus large visant à renforcer la coopération économique, les liens de sécurité et les relations entre les États-Unis, le Groenland et le Danemark (Cammarata, 2020). Selon Nick Solheim, fondateur du

⁴⁰ En 1988, les États-Unis ont convenu que tous les passages de leurs brise-glaces dans les eaux revendiquées par le Canada comme internes se feraient avec le consentement du gouvernement canadien, tandis que, dans les années 1960, les tensions avec la Russie ont été plus vives, notamment lorsque les États-Unis ont été contraints d'abandonner des missions de liberté de navigation dans la Route maritime du Nord en raison de la pression militaire et diplomatique soviétique (Pincus, 2019a).

⁴¹ Il ne s'agit pas la première fois que les États-Unis tentent d'acheter le Groenland ; en 1946, l'administration Truman avait offert au Danemark 100 millions de dollars en lingots d'or, soit l'équivalent de 5,7 milliards de dollars aujourd'hui, en échange de l'île (Micallef, 2020)

⁴² Le territoire, perçu comme stratégiquement important par Washington et abritant une présence militaire depuis la Seconde Guerre mondiale, a joué un rôle central dans les stratégies de défense des États-Unis et de l'OTAN tout au long de la guerre froide (Archick, 2019, p. 2). Aujourd'hui, le territoire se trouve au cœur de l'échiquier géopolitique, notamment en raison des ressources qui y regorgent, tel que les terres rares (Menezes, 2021). L'intérêt croissant pour le Groenland est également alimenté par les investissements chinois, tels que ceux de la China Communication Construction Company qui a proposé de construire de nouveaux aéroports, les projets miniers de diverses entreprises chinoises, et la demande de construction d'une station de réception de satellites par le gouvernement chinois en 2017 (Rahbek-Clemmensen, 2021).

Wallace Institute for Arctic Security et collaborateur du Congrès et de l'administration sur les questions arctiques, cette expansion vise à contrer l'influence des puissances rivales tout en promouvant les intérêts économiques des États-Unis, plutôt qu'à se concentrer uniquement sur la surveillance militaire (Cammarata, 2020).

Ainsi, une certaine stabilité de la gouvernance régionale est observée, notamment en raison du travail du Département d'État et des groupes de travail au sein du Conseil de l'Arctique. Cependant, l'administration adopte une approche diplomatique plus transactionnelle et cherche à réorienter ses priorités vers des objectifs économiques et stratégiques. Certains choix, qu'ils se soient concrétisés ou non, reflètent une politique visant à maximiser les avantages pour les États-Unis, parfois au prix de la coopération multilatérale et des normes régionales.

3.2.2 ACQUISITIONS ET DÉPLOIEMENTS MILITAIRES

L'arrivée au pouvoir de Trump correspond à quelques changements notables dans le domaine de l'emploi et du déploiement de la force. L'approche militaire, telle qu'elle est décrite dans la stratégie de défense nationale de 2018, marque un changement dans la priorité accordée à la concurrence entre grandes puissances, plutôt qu'à des conflits prolongés au Moyen-Orient (DoD, 2018). Trump a d'abord augmenté considérablement le budget de la défense des États-Unis au cours des deux premières années de son mandat, mais, en fin 2018, il a changé de position à deux reprises, suggérant d'abord une réduction à 700 milliards de dollars pour l'année fiscale 2020, puis optant pour une augmentation à 750 milliards de dollars (O'Hanlon & Miller, 2019).

À la lumière de l'étude des ressources militaires déployées durant la première partie du mandat de Trump, il n'est pas clair que ces augmentations budgétaires se traduisent par une augmentation de la priorité accordée à la région polaire. Toutefois, l'analyse des données révèle une attention grandissante portée à l'Arctique à partir de 2018. Toutefois, l'analyse des données révèle une attention grandissante portée à l'Arctique à partir de 2018.

Une priorité tardive et ambiguë aux latitudes éloignées

D'abord, le caractère non prioritaire de l'Arctique pour les différentes branches militaires perdure au début du mandat de Trump. Pour cause, la stratégie arctique publiée par le Département de la Défense en 2016 est davantage descriptive et ne proscrit pas d'actions

spécifiques à prendre (DoD, 2016). À partir de 2019, la réalisation des objectifs de l'administration repose sur l'utilisation « des installations existantes, y compris celles des alliés et des partenaires, pour atténuer le coût élevé et les longs délais nécessaires à la construction dans l'Arctique » (DoD, 2019, p.11). Ainsi, le document de 2019 met en exergue ses ambitions de dissuasion en la mentionnant 25 fois (DoD, 2019), sans pour autant s'engager à fournir des ressources supplémentaires⁴³.

En outre, les objectifs modestes des départements se traduisent par peu de volonté de changer les modes opératoires pour défendre les intérêts américains et, conséquemment, par peu d'allocations de nouvelles ressources. À titre d'exemple, la stratégie de la marine aspire à une simple présence flexible et périodique dans la région (Rodman, 2019). Subséquemment, en 2018, un rapport du Département de la marine fait état des lacunes pour naviguer dans la région polaire, tout en affirmant qu'il n'est pas nécessaire d'allouer des ressources supplémentaires pour remplir les objectifs de l'administration en raison du faible risque de conflit (U.S. GAO, 2018, p. 11-15 ; Rodman, 2019). Ainsi, plutôt que d'investir dans la construction de navire de surface résistant aux glaces, la marine prévoit de réévaluer les besoins liés à l'Arctique en fonction de l'évolution de la situation et en envisageant d'autres solutions, comme l'augmentation des capacités des garde-côtes ou des partenariats avec des alliés (U.S. GAO, 2018, p. 11-15).

Vers une posture plus défensive et compétitive en Arctique

Cependant, à partir de 2018, l'administration semble progressivement plus attentive aux enjeux arctiques. Cet éveil quant aux latitudes éloignées coïncide avec des événements régionaux, tels que la croissance des investissements de la Chine et la publication de son livre blanc sur l'Arctique (Lim, 2018), la hausse des tensions entre l'OTAN et la Russie (Cherpako,2020)⁴⁴, ainsi que des événements nationaux, tels l'arrivée de John Bolton au poste de conseiller à la sécurité nationale (Pincus, 2019b). Dès lors, dans la région,

⁴³ Il en résulte une stagnation dans plusieurs dossiers. À titre d'exemple, en 2016, les forces américaines envisagent de transformer la base aérienne d'Eleison en Alaska en la première base étrangère pour les avions de combat F-35A (Olsen, 2016). Toutefois, ces plans n'ont pas abouti en raison de ressources limitées (Olsen, 2016). D'autre part, il est intéressant de noter que, malgré la localisation subarctique de la base, les motifs avancés pour ce projet étaient davantage liés aux objectifs stratégiques dans la région indopacifique, signalant, ici aussi, le manque de priorité de la région (Olson, 2016). Ainsi, l'absence de priorité et de manque de ressources pour la région polaire persiste.

⁴⁴ Le porte-parole du Pentagone, Johnny Michael, a indiqué que l'OTAN se recentre « en reconnaissance de la concurrence entre grandes puissances provoquée par la résurgence de la Russie » (Tossini, 2023). La Russie accuse notamment l'OTAN de compromettre la paix en Arctique (Cherpako,2020, p. 3)

l'administration déploie davantage de ressources militaires à des fins de défense et de compétition stratégique⁴⁵. À titre d'exemple, en 2018, les États-Unis ont démontré leur engagement en matière de défense en rénovant leurs installations à Keflavík, en Islande, afin d'accueillir des avions de patrouille maritime supplémentaires près du Greenland-Iceland-UK (GIUK) Gap (Tossini, 2023). Le Département de la Défense des États-Unis s'est également engagé à investir 57 millions de dollars en 2020 pour améliorer l'aérodrome afin d'accueillir en permanence deux escadrons de P-8, démontrant ainsi les ambitions dissuasives de l'administration (Hafstað, 2019, cité dans Pincus, 2021).

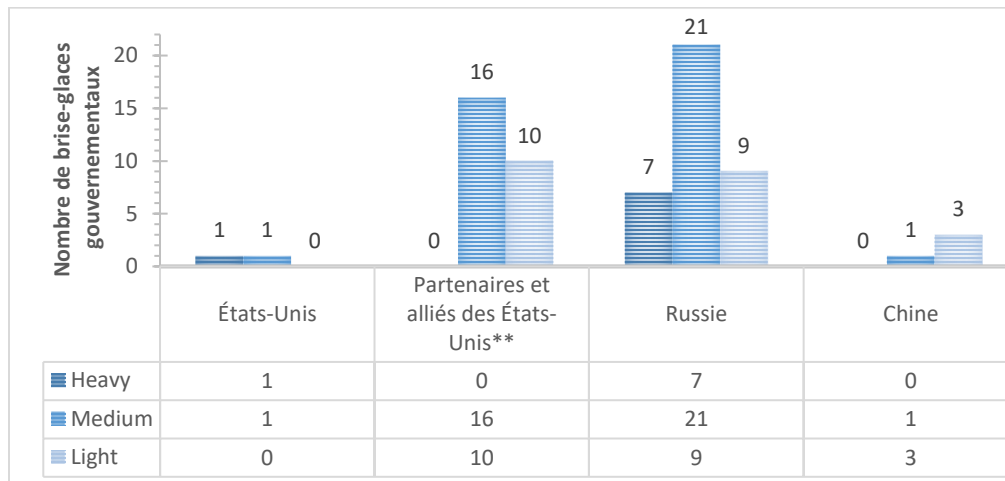
De plus, après avoir été sujet à discussion pendant plus de deux décennies, le Congrès approuve le financement nécessaire à la construction de brise-glaces lourds en 2019-2020 (Anthony, Klimenko e Su, 2021, p. 6). Le *Department of Homeland Security Appropriations Act* prévoit 655 millions de dollars pour la construction du premier Polar Security Cutter (PSC), marquant ainsi le début officiel du programme de construction de nouveaux brise-glaces lourds pour les garde-côtes américains. (Paul, 2019, p. 4). Il est intéressant de noter que les prises de paroles du secrétaire d'État Mike Pompeo justifient ce choix par la compétition stratégique et les « activités déstabilisantes » des puissances adverses (Hounshell, 2019). Alors que les brise-glaces étaient surtout mobilisés pour des opérations scientifiques, la Maison-Blanche a exigé que ces futurs brise-glaces soient plutôt conçus pour répondre à « toute la gamme des missions de sécurité nationale et économique » (Conley et Shafron, 2020), réitérant ainsi les objectifs stratégiques de l'administration.

En revanche, le budget alloué est suffisant pour couvrir le coût d'un seul brise-glace et le début des travaux sur un deuxième (Micallef, 2020). Cet investissement constitue donc davantage un pas supplémentaire vers la modernisation de la flotte vieillissante de brise-glaces qu'une véritable augmentation des capacités américaines. Ainsi, le déficit quant au nombre de brise-glaces lourds opérationnels nécessaires pour assurer l'accès tout au long

⁴⁵ Il incombe de souligner que le processus d'acquisitions et de déploiements militaires aux États-Unis est complexe et implique de nombreux acteurs, notamment le Congrès. Ainsi, les acquisitions sont souvent des processus de longue haleine transcendant les administrations (voir par exemple : Bouffard et Soto, 2021 ; Olsen, 2016; Tingstad et al, 2023).

de l'année et maintenir la présence des États-Unis dans l'Arctique et l'écart avec les capacités des puissances adverses⁴⁶ persistent (Figure 3.1)⁴⁷.

FIGURE 3.1 NOMBRE DE BRISE-GLACES GOUVERNEMENTAUX* DÉTENUS PAR LES GRANDES PUISSANCES EN 2022



*Ces totaux excluent les brise-glaces commerciaux détenus par les différents pays.

** Les partenaires et alliés détenant des brise-glaces sont le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège.

En termes de présence, une volonté de hausse s'observe également. Le secrétaire d'État à la marine, Richard Spencer, énonce son souhait de voir son personnel retrouver une familiarité opérationnelle avec l'environnement arctique et évoque des plans potentiels pour « stationner des ressources » sur la défunte base militaire d'Adak, en Alaska (Pincus, 2019b). Il en résulte un déploiement progressif de la puissance marine pour des objectifs offensifs et défensifs (Bouffard et Rodman, 2021 ; Pincus, 2019b).

En 2018, la 2e flotte de la marine, qui avait été désactivée en 2011, a été réactivée (Horton, 2018). Les objectifs annoncés de cette réactivation comprennent le commandement et le contrôle de forces afin de dissuader et de vaincre les adversaires, la défense des corridors maritimes entre l'Amérique du Nord et l'Europe et le renforcement de la capacité à opérer avec les alliés et les partenaires, tant dans la compétition que dans les conflits. (U.S. Navy,

⁴⁶ L'écart de brise-glace entre les États-Unis et la Russie est fréquemment cité dans la littérature pour témoigner du « retard » de Washington en Arctique (Glenn, 2024 ; Kikkert, 2020 ; Lanteigne, 2017 ; Stavridis, 2024). Certains experts réfutent la pertinence d'utiliser le nombre de brise-glaces pour comparer les capacités des grandes puissances. Parmi les arguments évoqués, il faut noter la possibilité d'accéder à la région avec les brise-glaces détenus par des alliées et le caractère marginal de ces navires advenant des défis militaires dans la région (Micallef, 2020).

⁴⁷ Ces données sont tirées du Report on the Arctic Capabilities of the U.S. Armed Forces publié par RAND Corporation. Les données proviennent de rapport publié par le garde-côte américain. (Tingstad et al, 2023, Appendix, p. 69)

2019b). Bien que la mission principale de cette flotte soit davantage liée à la lutte contre les forces navales russes dans l'Atlantique Nord⁴⁸, elle répond également aux impératifs sécuritaires liés aux pressions de Moscou dans la région polaire (Klimenko, 2019, p. 11). En réactivant la flotte, l'administration renforce les capacités opérationnelles de la marine et améliore le commandement et le contrôle des forces maritimes (Horton, 2018).

Par la suite, en mai 2019, l'USS Theodore Roosevelt, un porte-avion de la marine américaine, est déployé dans le cercle arctique pour la première fois en deux décennies, signalant une volonté de redonner la priorité aux opérations au dans la région (International Institute for Strategic Studies, 2020, p. 37 ; Tossini, 2023). L'administration justifie ce déploiement en affirmant qu'il vise à « réaffirmer » l'influence américaine en Arctique face à l'activité commerciale et aux ambitions de développement de pays que le Pentagone considère comme des rivaux (Hughes, 2019). Comme l'a déclaré John Bolton, l'objectif est de faire du Grand Nord « une région de faible tension, où aucun pays ne cherche à contraindre les autres par le biais d'un renforcement militaire ou d'une exploitation économique » (Hughes, 2019).

Le maintien de la coopération dans la sphère militaire

Finalement, la tendance à prioriser la coopération avec les alliés dans la région polaire est maintenue et renforcée. À cet effet, l'un des déploiements militaires américains les plus notables dans l'Arctique est le déploiement rotatif de deux compagnies du Corps des Marines en Norvège depuis 2017 (Snow, 2018). Officiellement, ce déploiement militaire est justifié par la plus-value de l'entraînement militaire dans des conditions climatiques froides, notamment pour forger la résistance des troupes à opérer dans un environnement polaire et mettre à l'épreuve l'incidence de températures glaciales sur les différents systèmes d'armes (Snow, 2018). Certains analystes remettent cependant en doute cette affirmation et soulignent de possibles motifs sous-jacents. Comme l'explique Lindsay Rodman, « si l'entraînement par temps froid était l'objectif ultime, le corps des marines pourrait rester aux États-Unis et ne pas déclencher les ramifications géopolitiques et le casse-tête logistique de la rotation des marines dans un pays étranger » (Rodman, 2019).

⁴⁸ L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a ravivé les préoccupations autour du GIUK Gap, incitant l'OTAN à renforcer ses capacités navales pour faire face à l'intensification des activités des sous-marins russes et aux tactiques de guerre hybride (Tossini, 2023).

Or, pour l'analyste, la présence rotative en territoire norvégien offre des avantages stratégiques significatifs, tels que le renforcement de la confiance de l'OTAN et de la Norvège dans leur sécurité et l'ébranlement du sentiment de stabilité de la Russie dans la région (Rodman, 2019). En outre, comme le souligne Duncan Depledge, « on s'entraîne là où l'on s'attend à combattre ou, à tout le moins, là où l'on veut dissuader » (Depledge, 2020, p.298).

Additionnellement, les activités, exercices et formations conjointes perdurent et sont renforcés par des accords (Bouffard et al., 2020, p. 3 ; Bouffard et Rodman, 2021 Huebert, 2021a, p. 52). Parmi les exemples notables de cette collaboration, le Département de la défense soutient la coopération trilatérale avec le Danemark et le Canada, comme en témoigne le déploiement par la marine américaine de bouées dans l'océan Arctique pour la collecte de données météorologiques et océanographiques (Plouffe, 2017, p. 18). L'Armée de l'air américaine a pour sa part coordonné une tournée internationale centrée sur les questions de sécurité en Arctique (Plouffe, 2017, p. 18). En outre, les garde-côtes, la marine et l'armée de l'air des États-Unis ont développé des stratégies arctiques soulignant la concurrence entre grandes puissances comme une menace pour la sécurité régionale, ce qui a conduit à une intensification des exercices de l'OTAN dans les zones nordiques. Parmi ces exercices, notons les opérations terrestres en Norvège comme *Trident Junction* et des exercices anti-sous-marins dans les eaux nord-européennes, tels que *Dynamic Mongoose* (Bouffard et al., 2020, p.3 ; Bouffard et Rodman, 2021 ; Huebert, 2021a, p. 52).

Il convient de souligner que, malgré l'escalade des tensions entre l'OTAN et Moscou à la suite de l'annexion de la Crimée (Cherpako, 2020, p. 3), les garde-côtes américains et russes continuent à interagir et maintiennent un certain niveau de coopération dans la région polaire. Cette collaboration s'observe notamment au sein du *Arctic Coast Guard Forum* (O'Rourke et al., 2024, p. 33). Elle se manifeste par une coopération renforcée pour gérer le trafic maritime bidirectionnel dans le détroit de Béring, ainsi que par la signature, en février 2021, d'un accord entre les garde-côtes américains et le service de sauvetage

maritime russe pour répondre aux incidents de pollution maritime transfrontalière (O'Rourke et al., 2024, p. 33)⁴⁹.

En somme, malgré une retenue en début de mandat, l'administration a graduellement rehaussé sa présence et ses investissements dans le domaine militaire dans la région polaire. La compétition stratégique, les motifs économiques et la défense nationale se trouvent au cœur des justificatifs de l'engagement militaire dans la région polaire. Similairement à ce qui s'observe au niveau de l'engagement diplomatique et la gouvernance régionale, le travail des départements et branches militaires permet d'assurer une certaine continuité dans l'engagement américain, notamment par le biais d'exercices conjoints avec les alliés.

3.3 RENFORCER LES ALLIANCES ET S'ATTAQUER AU CLIMAT : L'APPROCHE GLOBALE DE BIDEN POUR L'ARCTIQUE

Une des marques distinctives de la politique étrangère de Biden est l'intégration d'une diplomatie active, soutenue par la force lorsque nécessaire, dans le but de restaurer la confiance des alliés et de renforcer l'institutionnalisation des politiques de sécurité et de défense (Mathews, 2024). Dans la région polaire, cela se traduit par deux tendances. La première est le renforcement de la diplomatie et de la présence institutionnelle américaines. La seconde est un renforcement de la posture militaire fortement axée sur la coopération avec les alliés.

3.3.1 GOUVERNANCE RÉGIONALE ET INITIATIVES DIPLOMATIQUES

La politique arctique de l'administration Biden s'inscrit dans un double dynamique : d'une part, une approche concertée et fondée sur la science, et d'autre part, un engagement accru en faveur de la coopération et de la diplomatie. Elle reflète ainsi une volonté de renforcer la présence diplomatique et de promouvoir le multilatéralisme, marquant un réengagement de la puissance américaine. Par ailleurs, elle souligne l'influence des évolutions internationales, notamment la guerre en Ukraine, sur les priorités de coopération et le choix des partenaires.

⁴⁹ Il est à noter que cet accord, qui vise à actualiser un plan d'urgence bilatéral datant de 1989, découle également des efforts diplomatiques initiés sous Obama et poursuivi dans le cadre de négociations sous Trump (O'Rourke et al., 2024, p. 33).

Une politique arctique holistique basée sur la science

La première tendance observée est un retour à une politique arctique holistique et fondée sur la science, rappelant l'ère Obama. L'administration réactive et crée des structures pour mieux orchestrer et mettre en œuvre ses ambitions dans la région. En septembre 2021, l'*Arctic Executive Steering Committee* (AESC) est réactivé pour promouvoir les intérêts américains et coordonner les actions fédérales (O'Rourke et al., 2024, p. 13). Ce comité est aussi responsable de la création d'un conseil consultatif autochtone visant à renforcer les partenariats avec les communautés autochtones d'Alaska et à intégrer la science et le savoir traditionnel dans les politiques arctiques (Schreiber, 2021). L'administration a également investi massivement dans la recherche scientifique arctique, avec plus de 550 millions de dollars alloués en 2023, principalement par l'intermédiaire de la National Science Foundation, de la NASA, et du Département de la Défense (O'Rourke et al., 2024, p. 7 ; IARP Committee of the National Science and Technology Council, 2024, p. 4).

L'engagement de l'administration envers l'Arctique se renforce davantage en août 2022, avec la création du Ted Stevens Center for Arctic Security Studies à Anchorage, en Alaska, destiné à orienter la sécurité arctique et guider les décisions stratégiques concernant les investissements dans les capacités et infrastructures essentielles de la région (VanHerck, 2022). En septembre 2022, une division arctique est établie au Pentagone, sous la direction d'Iris Ferguson. Cette dernière considère l'Arctique comme une « porte d'entrée potentielle vers le territoire national et un terrain possible pour la compétition entre grandes puissances » (Rosen, 2022). Ces mesures permettent à l'administration de rationaliser la prise de décision et de coordonner l'action fédérale pour développer une vision holistique de la région polaire. Ainsi, cette première tendance met en évidence un retour à une politique arctique axée sur la science et une approche intégrée, similaire à celle de l'ère Obama. L'administration Biden réactive et renforce les structures de gouvernance pour mieux orchestrer ses initiatives, en plaçant la recherche scientifique et les partenariats avec les communautés locales au cœur de ses priorités. Ces actions témoignent d'une volonté de promouvoir une politique durable et inclusive pour la région, favorisant la collaboration interinstitutionnelle et l'implication des parties prenantes locales et scientifiques. Elles illustrent également l'importance stratégique de la région pour l'administration.

Les signaux diplomatiques : vers une coopération renouvelée

La seconde tendance sous Biden est le renforcement de l'engagement diplomatique et la volonté de restaurer les relations avec les alliés. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Biden affirme sa volonté d'exercer un « leadership par la diplomatie », soulignant que « les alliances de l'Amérique sont notre plus grand atout » (White House, 2021). Dans la région septentrionale, ce leadership se manifeste par un retour à une participation plus active au Conseil de l'Arctique. Cette présence dans l'institution régionale vise à promouvoir des intérêts communs et à renforcer les liens de coopération avec les alliés (White House, 2022). Le secrétaire d'État, Anthony Blinken, réitère d'ailleurs l'engagement de la Maison-Blanche à faire de la lutte contre les changements climatiques une priorité, en déclarant : « Je réaffirmerai l'engagement des États-Unis à atteindre nos objectifs en matière de climat et j'encouragerai les autres pays de l'Arctique à faire de même » (Department of State, 2021). À cet effet, l'administration renforce également son engagement envers les enjeux climatiques en réadhérant à l'Accord de Paris (Blinken, 2021). Additionnellement, un moratoire temporaire sur les activités fédérales de forage dans la plaine côtière de l'Arctique est imposé, soulignant aux voisins polaires de Washington l'importance de protéger cette région (White House, 2021)⁵⁰.

En outre, l'administration signale sa volonté d'utiliser la diplomatie pour travailler avec les puissances adverses « lorsque c'est dans [son] intérêt » (White House, 2021). Dans cette optique, de nouveaux postes sont créés afin d'établir un pont entre la Maison-Blanche et les autres nations actives dans la région, notamment avec la désignation d'un *Deputy Assistant Secretary of Defense for Arctic and Global Resilience* (Rosen, 2022) et la nomination d'un *Ambassador at Large for Arctic Affairs*, chargé de renforcer la coopération avec les partenaires internationaux et d'améliorer la coordination des diverses parties prenantes au sein du gouvernement américain (Patel, 2022).

Sur le plan diplomatique, en 2021, Blinken rencontre son homologue russe, Sergei Lavrov, en marge de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique à Reykjavik et réitère l'importance de collaborer en raison d'intérêts communs dans la région (U.S. Department

⁵⁰ L'opposition au forage pétrolier n'est pas absolue pour Biden, comme en témoigne le controversé projet Willow, bloqué par un juge fédéral (Davenport, 2021).

of State, 2021). Toutefois, l'invasion russe de l'Ukraine a entraîné la suspension de plusieurs activités au sein du Conseil de l'Arctique, notamment l'arrêt des envois de représentants américains en Russie pour les réunions du Conseil (U.S. Department of State, 2023). Néanmoins, la Maison-Blanche maintient une diplomatie active avec ses alliés à travers d'autres forums, et en juin 2023, la coopération au sein du Conseil de l'Arctique reprend dans les activités n'impliquant pas la Russie (O'Rourke et al., 2024, p. 24)

En somme, on assiste à un retour à l'approche Obama, marqué par la centralité de la science, une diplomatie plus coopérative et un engagement à la gouvernance régionale renforcé, notamment sur les questions de sécurité douce, telle que la résilience climatique. Toutefois, la politique arctique de Biden se distingue de celle d'Obama par un ton plus dur envers les puissances adverses et une place plus marquée des impératifs géopolitiques, devenus un axe structurant des stratégies mises en œuvre.

3.3.2 ACQUISITIONS ET DÉPLOIEMENTS MILITAIRES

Dans le domaine militaire, deux tendances marquent l'approche de l'administration Biden. La première est la priorité accordée à la projection de la puissance et à la dissuasion. Parallèlement, une seconde tendance se dessine : l'accent mis sur la coopération avec les alliés. Les nombreuses références aux partenaires dans les documents stratégiques ainsi que la multiplication des accords de défense commune témoignent de la volonté de Washington de privilégier une approche multilatérale.

Un engagement militaire accru axé sur la défense et la prééminence

D'abord, dès 2021, l'augmentation des capacités militaires de Washington devient particulièrement visible. Comme mentionné dans le chapitre précédent, l'invasion russe de l'Ukraine accentue à Washington la perception des menaces en Arctique et à dans le système international. En conséquence, les différentes branches du Département de la défense augmentent leur budget, intensifient leurs efforts de planification et renforcent leurs opérations dans la région polaire (O'Rourke, 2024, p. 45). Selon les décideurs, ces choix visent non seulement à dissuader Moscou, mais aussi à concurrencer Pékin (e.g. Cecco, 2024 ; Wolfe, 2021). Une présence avancée, assurée par des déploiements réguliers et des bases établies, favorise la projection de la force et renforce ainsi les piliers de la dissuasion stratégique (Shunk et al., 2017, cités dans Bouffard et Rodman, 2021, p. 177).

Ainsi, des efforts sont déployés pour renforcer la posture militaire américaine dans la région septentrionale. Par exemple, en 2023, des fonds ont été alloués à l'acquisition des deux premiers brise-glaces polaires lourds sur les quatre ou cinq prévus (Grady, 2024). En 2024, l'administration fait face à un défi de taille lorsque le brise-glace Healy, naviguant dans les eaux polaires, doit rentrer au port pour des réparations à la suite d'un incendie survenu peu après le début de sa patrouille dans l'Arctique (Grady, 2024). La même année, en marge d'un sommet de l'OTAN, Washington signe un « pacte de glace » avec le Canada et la Finlande pour la construction de brise-glaces destinés à renforcer les capacités navales dans les régions polaires et pallier les défis liés au renouvellement de la flotte (White House, 2024). Cet accord repose sur trois éléments clés : un meilleur partage des informations entre les trois pays signataires, des efforts conjoints pour le développement de la main-d'œuvre et une offre permettant aux alliés et partenaires d'acheter des brise-glaces construits dans des chantiers navals aux États-Unis, au Canada ou en Finlande (White House, 2024). Dans un communiqué, les trois alliés justifient cet accord par des considérations économiques, des intérêts scientifiques et la nécessité de dissuader la Russie et la Chine (Cecco, 2024). L'administration met également en avant son caractère stratégique, affirmant que ce pacte « renforcera le message adressé à la Russie et à la Chine selon lequel les États-Unis et leurs alliés entendent poursuivre obstinément leur collaboration en matière de politique industrielle afin d'accroître leur avantage concurrentiel dans des secteurs stratégiques, notamment la construction navale d'une flotte de brise-glaces polaires de classe mondiale » (Cecco, 2024).

D'importants projets d'investissements sont également développés pour mettre en place de nouvelles infrastructures afin d'améliorer l'opérationnalité des forces américaines face aux objectifs de dissuasion et de compétitivité (Tingstad et al., 2023, p. 44). Par exemple, la marine envisage de rouvrir son ancienne base à Adak et de créer un port en eau profonde à Barrow, en Alaska, afin d'accroître l'autonomie des navires opérant dans la région (Rosen, 2022). Par ailleurs, le Congrès a alloué des fonds à la construction du premier port américain en eau profonde dans les hautes latitudes, à Nome, en Alaska (O'Rourke et al., 2024, p. 52). Selon les autorités, cette infrastructure devrait être opérationnelle d'ici 2030, permettant aux navires de prolonger leur présence en évitant de longs trajets pour se ravitailler (International Institute for Strategic Studies, 2024, p. 18). Comme l'a souligné

Dan Sullivan, garantir une présence durable dans la région nécessite « des moyens militaires et l'infrastructure adaptée à leur fonctionnement » (Sullivan, cité dans Thiessen, 2024). Dans un contexte de multiplication des exercices militaires et d'une militarisation accrue, le sénateur considère ce port comme une pièce maîtresse de l'infrastructure stratégique américaine, essentielle pour contrer la montée en puissance des navires russes et chinois dans l'Arctique (Thiessen, 2024).

Le Département de la Défense souligne pour sa part la nécessité d'investir davantage dans la modernisation des capteurs, des communications et des technologies spatiales afin de renforcer la sécurité en Arctique (DoD, 2024). En 2022, le Pentagone a ainsi testé les satellites SpaceX Starlink dans cette région (Duffy, 2022). Jugés performants par l'armée de l'air, ces satellites offrent une couverture Internet à haut débit, améliorant ainsi la présence opérationnelle et la capacité de réponse rapide dans cette zone stratégique (Humpert, 2023). Le général de l'armée de l'air Glen VanHerck, chef du Commandement nord des États-Unis (NORTHCOM) et du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), affirme que le déploiement de ces satellites répond à un besoin crucial de communication continue pour maintenir une persistance opérationnelle dans l'Arctique, permettant ainsi de se défendre efficacement contre des adversaires comme la Russie (Wolfe, 2021). Ainsi, les efforts de modernisation des infrastructures de défense s'inscrivent dans l'objectif plus large de l'administration visant à accroître ses capacités en matière de compétitivité et de dissuasion.

Le renforcement de la coopération avec les alliés et les partenaires

La seconde tendance dans le domaine militaire sous l'administration Biden est le renforcement de la coopération avec les alliés et l'adoption d'une approche multilatérale, visant à consolider les partenariats et à promouvoir la sécurité collective dans la région arctique. Notamment, Washington renforce son engagement auprès de ses alliés en faisant du NORAD et de l'OTAN des piliers importants de sa stratégie de défense dans la région. La centralité de ces institutions témoigne de la priorité donnée à la coopération alliée, essentielle pour combler les lacunes des capacités de défense américaines dans l'Arctique⁵¹.

⁵¹ Cependant, même lorsque les alliés et les partenaires disposent des capacités nécessaires pour combler les lacunes militaires des États-Unis, des problèmes persistent (Tingstad et al., 2024, p. viii). Pour cause, un recours efficace à ces

Les États-Unis travaillent notamment étroitement avec le Canada pour moderniser le NORAD, en investissant dans des systèmes de détection et de commandement pour protéger le territoire nord-américain contre les menaces balistiques (O'Rourke et al., 2024, p. 48)⁵². Le Secrétaire américain à la défense a demandé au Département de la défense d'adopter une stratégie de dissuasion intégrée qui va au-delà des méthodes traditionnelles, en combinant la technologie, les concepts opérationnels et les capacités pour relever les défis stratégiques hybrides (Bouffard et Lackenbauer, 2021, p. 3). Cette approche repose sur une double dissuasion : celle par la punition, qui vise à instiller la crainte des représailles, et celle par le déni, qui cherche à dissuader l'ennemi en rendant une attaque trop coûteuse ou vouée à l'échec (Bouffard et Lackenbauer, 2021, p. 3). Le NORAD occupe une place centrale dans cette stratégie, notamment en matière d'alerte précoce et de commandement et de contrôle (Bouffard et Lackenbauer, 2021, p. 3).

Une orientation multilatérale s'est également manifestée par un soutien actif aux candidatures de la Suède et de la Finlande à l'OTAN aux suites de l'agression russe en Ukraine (White House, 2022c). Cet appui est notamment illustré par la diplomatie américaine, qui a offert à la Turquie la livraison d'avions de combat F-16 pour obtenir le soutien à l'adhésion suédoise (International Institute for Strategic Studies, 2024, p. 19). Cette offensive diplomatique s'inscrit dans la stratégie plus large des États-Unis visant à renforcer les alliances et la sécurité dans la région arctique.

Outre les initiatives liées à l'OTAN et au NORAD, divers accords conclus avec les voisins polaires des États-Unis témoignent également de la centralité du rôle des alliés dans la politique arctique de Biden. En avril 2021, un accord a été conclu pour le déploiement de troupes militaires dans quatre zones de la Norvège (Archick, 2024, p. 48). Cette entente a été révisée à l'hiver 2024, étendant le déploiement à douze zones (Edwardsen, 2024a ; 2024b). Washington a également signé des accords bilatéraux de coopération en matière de défense avec la Finlande et la Suède, ainsi qu'une déclaration tripartite sur le renforcement de la coopération en matière de défense (Archick, 2024, p. 48). De plus, des

capacités nécessite un degré élevé d'interopérabilité et de nombreux défis persistent en la matière (Tingstad et al., 2024, p. viii).

⁵² Washington aide également Ottawa à moderniser sa plus grande base aérienne remplaçant les systèmes de détection de missiles nucléaires obsolètes datant de la guerre froide (Rosen, 2022).

négociations ont été entamées pour permettre le déploiement par rotation de troupes américaines et le stockage d'équipements au Danemark (Archick, 2024, p. 48). Parallèlement, l'administration Biden collabore avec ses alliés pour renforcer la surveillance, en investissant notamment dans des systèmes radars autour de la brèche de GIUK (Wall et Wedge, 2023, p. 8).

En termes de déploiement, les services militaires tendent également à augmenter les exercices et entraînements conjoints avec les six autres États de l'Arctique (à l'exclusion de la Russie), ainsi qu'avec États non arctiques alliés de l'OTAN (O'Rourke et al., 2024, p. 46). Selon l'administration, cette intensification vise à reconstruire les compétences spécifiques à l'Arctique et à améliorer l'interopérabilité avec les alliés, tout en signalant l'engagement des États-Unis dans la région en réponse aux activités de la Russie et de la Chine (O'Rourke et al., 2024, p. 46). Par exemple, le déploiement de la 11e division aéroportée dans le cadre de l'exercice *Arctic Shock* démontre l'engagement des États-Unis à renforcer leur présence militaire dans l'Arctique en s'appuyant sur une stratégie de défense et de dissuasion commune (Bye, 2024). Cet exercice, mené conjointement avec la Norvège, illustre la volonté de l'administration Biden de travailler étroitement avec ses alliés pour affirmer la prééminence américaine dans la région (Bye, 2024). En renforçant les capacités interopérables en conditions extrêmes et en démontrant une préparation à des opérations multidomaines (Bye, 2024), les États-Unis réaffirment leur détermination à défendre le Grand Nord tout en consolidant les relations avec leurs partenaires.

Enfin, en ce qui concerne les relations avec les puissances adverses, bien que des appels à intensifier la coopération Moscou-Washington aient émergé au début du mandat Biden, l'invasion russe de l'Ukraine a restreint ces possibilités, à l'exception des urgences maritimes dans le détroit de Béring (O'Rourke et al., 2024, p. 48).

En somme, la politique étrangère de Biden se caractérise par une approche diplomatique visant à restaurer la confiance des alliés et à solidifier les politiques de sécurité et de défense (Mathews, 2024). En Arctique, cette stratégie se traduit par deux évolutions principales en termes d'engagements, soit une relance de la diplomatie et de la coopération scientifique, ainsi qu'un renforcement de la posture militaire visant à affirmer la puissance américaine, assurer la défense régionale et maintenir un avantage stratégique face aux rivaux.

3.4 L'ADAPTATION DES OUTILS STRATÉGIQUES DE WASHINGTON AU NORD

Afin d'analyser convenablement les données présentées dans les sections précédentes, rappelons que la perception du système international par les décideurs peut être soit permissive et claire, soit restrictive et incertaine (Ripsman et al., 2016). Selon Ripsman et ses collègues, la structure internationale et ses modificateurs définissent les paramètres des choix stratégiques des principaux acteurs, comme les États, ainsi que l'éventail des résultats possibles (Ripsman et al., 2016, p. 57). Lorsque le système international est moins clair, les réponses aux contraintes seront davantage tributaires de facteurs intermédiaires (Ripsman et al., 2016).

Le chapitre précédent a démontré que la perception de la menace évolue au fil des administrations. Alors qu'elle était diffuse sous Obama, elle se définit graduellement sous Trump et Biden. Nonobstant, aucune des administrations ne perçoit l'Arctique comme étant une zone à risque imminent de guerre de haute intensité, comme en témoignent les multiples mentions aux faibles risques de conflits dans la région (e.g. DoD, 2013 ; 2019 ; USAF, 2020). Les documents stratégiques produits par les administrations de Trump et de Biden font état d'une perception de risque plus substantiel, mais l'imminence de la menace d'un affrontement majeur n'est pas claire. L'affirmation explicite que d'autres régions sont prioritaires en raison de leur risque plus élevé de conflits (e.g. White House, 2022, p. 16) illustre cette tendance.

L'administration Obama adopte une approche multilatérale mobilisant surtout des outils diplomatiques pour ses engagements dans la région polaire. Elle cherche à exercer un leadership inclusif en conciliant les intérêts des nations arctiques, en participant activement à des forums tels que le Conseil de l'Arctique et en négociant des accords sur la protection de l'environnement et la sécurité maritime. Ses efforts diplomatiques visent à renforcer la coopération entre les États arctiques, tout en réduisant les risques de conflit en favorisant le dialogue et en établissant des partenariats avec la Chine et la Russie. Sur le plan militaire, l'administration privilégie la retenue plutôt qu'une expansion significative des capacités. Le Pentagone limite les dépenses dans la région, réaffecte les ressources existantes et concentre ses investissements sur des initiatives spécifiques. L'analyse des justifications pour les acquisitions et déploiements montre que ceux-ci sont principalement liés à la

sécurité nationale globale et répondent en grande partie à l'annexion de la Crimée par la Russie.

L'engagement polaire de l'administration Trump se caractérise par attention particulière accordée à la compétition stratégique, la sécurité nationale et la prospérité des États-Unis. À partir de 2018, la dimension militaire occupe une place croissante dans la stratégie de Washington. Cette évolution s'observe à la suite de développements régionaux et internationaux, comme la hausse des tensions entre l'OTAN et Moscou ainsi que la publication du *Livre blanc sur l'Arctique* de la Chine. L'administration Trump adopte une approche stratégique illustrant ses ambitions économiques et dissuasives avec des initiatives militaires significatives, telles que le déploiement rotatif en Norvège. Malgré les critiques fréquentes du président envers les *free riders* au sein d'alliances comme l'OTAN (Moran, 2019), la sécurité et la défense collective demeurent centrales à la stratégie de l'administration, comme en témoignent les nombreux exercices militaires conjoints et la coopération trilatérale avec le Danemark et le Canada.

En revanche, la participation aux forums multilatéraux dans la région polaire diminue, et la diplomatie devient plus transactionnelle. L'approche stratégique est d'abord marquée par un certain retrait de Washington des affaires polaires et une coopération réduite avec les puissances adverses. L'annulation de la visite présidentielle prévue au Groenland et la volonté de mener des opérations de liberté de navigation envoient un message clair aux voisins polaires : les intérêts américains prévalent, ce qui peut conduire à la fin de la coopération. Elle reflète une perception des enjeux polaires à travers le prisme de la compétition stratégique.

L'administration Biden renoue avec les ambitions de leadership américain en accordant une priorité aux institutions multilatérales et aux alliés dans ses engagements arctiques. Les efforts diplomatiques se multiplient et se concentrent sur la reconstruction des alliances, la lutte contre le changement climatique, le développement durable, ainsi que sur des objectifs de sécurité et de défense communs. Cependant, l'invasion russe de l'Ukraine ralentit la coopération régionale. Ce ralentissement se manifeste notamment par la « pause » des activités au sein du Conseil de l'Arctique et la décision de ne pas envoyer de représentations diplomatiques aux événements du forum se déroulant en Russie. Cela reflète un ton plus

dur envers les actions belligérantes de Moscou que celui du président Obama aux suites de l'annexion de la Crimée.

Sous Biden, les ambitions dissuasives de l'administration sont également plus prononcées, notamment après l'invasion russe de l'Ukraine. Il en résulte une augmentation des capacités militaires qui se traduit par une intensification des exercices militaires conjoints et par des accords de sécurité et de défense renforcés avec les voisins nordiques. Bien que la Chine soit vue comme une menace plus crédible à l'échelle mondiale, dans la région polaire, la plupart des décisions sont avant tout motivées par la posture agressive de la Russie.

À la lumière de ces résultats, il semble que les perceptions et préférences des administrations modulent l'approche stratégique. En effet, lorsqu'une administration interprète les informations à sa disposition, elle façonne sa perception de la région polaire et peut y discerner des menaces, ce qui conduit à des ajustements stratégiques. Les changements observés dans les outils mobilisés pour la mise en œuvre de la politique arctique américaine peuvent ainsi être interprétés comme le reflet de cette évolution perceptuelle. Singulièrement, la propension des États-Unis à mobiliser des outils militaires reflète une évolution importante de leur perception des menaces pesant sur la région, suggérant que l'approche de maintien du statu quo n'apparaît plus comme une stratégie adéquate pour la défense de leurs intérêts dans la région circumpolaire.

En outre, ces résultats illustrent que certains contextes offrent un plus grand degré de flexibilité et d'autonomie quant aux choix d'instruments politiques privilégiés. L'absence de clarté dans le système international, caractérisé par une perception des menaces diffuses, tend à renforcer l'influence de cette variable intermédiaire étudiée dans les choix des ressources stratégiques déployées en Arctique. Ceci s'observe notamment dans les différences d'outils mobilisés entre 2010 et 2018, alors que la perception de la menace était plus diffuse. En effet, les approches distinctes de Barack Obama et de Donald Trump témoignent d'une grande flexibilité dont disposent les décideurs afin de façonner la stratégie face aux pressions extérieures.

CHAPITRE 4

CONCLUSION : AJUSTEMENT STRATÉGIQUE DE WASHINGTON ET DÉFIS À VENIR POUR L'ARCTIQUE

Au cours des dernières années, la Russie a défié le droit international en multipliant les « lignes rouges » qu'elle franchit (e.g. Cooley et Nexon, 2020 ; Huebert, 2021a ; Røren, 2023). La Chine a pour sa part renforcé sa position dans les domaines économiques, militaires, technologiques, scientifiques et diplomatiques, lui permettant ainsi de contrecarrer la puissance américaine (Adnan, 2014 ; Allan et al., 2008 ; Layne, 2008 ; 2018). Parallèlement, le statut hégémonique de Washington a été effrité par les faux pas de la Maison-Blanche sur la scène internationale ainsi que par l'instabilité politique causée par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et les préférences partisans (Haass, 2020a). Ce contexte indique une transition vers un système international multipolaire et catalyse une vague de recherches axées sur la composition du système international et les relations entre les puissances. Il incite les chercheurs à examiner la manière dont les grandes puissances se comporteront dans un paysage géopolitique en évolution, en examinant les implications pour la stabilité mondiale et l'avenir des relations internationales.

Dans cette optique, l'Arctique est un cas particulièrement intéressant, puisqu'il constitue pour plusieurs un théâtre de « retour de la compétition stratégique » (e.g. Bert, 2012; Blunden, 2012 ; Borgeson, 2008 ; Huebert, 2021a ; 2021b). Cette région, autrefois perçue comme une zone isolée et exempte des tensions internationales (Exner-Pirot, 2013, p.123), est aujourd'hui au cœur de transformations majeures. La fonte des glaces, le potentiel économique, les débordements internationaux et l'intérêt international accru ont « normalisé » la région, la soumettant désormais aux impératifs de sécurité traditionnelle, humaine, environnementale, et économique (Dittmer et al., 2011 ; Dodds, 2010 ; Greaves, 2019 ; Heininen, 2016). Cette recherche a cherché à répondre à une question centrale : quelle est l'incidence de la perception des changements dans la distribution de la puissance sur la stratégie américaine en Arctique ?

En relations internationales, il est généralement convenu que les changements structurels poussent les États à reconsidérer leurs options stratégiques (e.g. Gilpin, 1981 ; Organski et Kugler, 1980 ; Waltz, 1979). Dans le cadre de cette recherche, l'importance de ces changements structurels a été démontrée. Nonobstant, elle s'est avérée non suffisante pour

expliquer l'ajustement stratégique de Washington. Bien qu'elle soit une variable explicative nécessaire, elle ne permet pas, à elle seule, d'expliquer le choix des ressources mobilisées par la Maison-Blanche. Ainsi, afin de mieux comprendre l'ajustement stratégique de Washington, cette recherche s'est appuyée sur le cadre théorique du réalisme néoclassique, permettant d'expliquer non seulement l'impact des changements structurels, mais aussi la sélection des ressources mobilisées par la Maison-Blanche.

Dans cette perspective, il est pertinent de revenir sur les conclusions issues de l'analyse de l'évolution de la stratégie américaine en Arctique. À la lumière des chapitres précédents, comment caractériser cette transformation ? Peut-on réellement parler d'un ajustement stratégique ? Les données présentées dans ce mémoire suggèrent que les États-Unis ont bien procédé à un recalibrage de leurs efforts dans la région polaire.

4.1 DISCUSSION

Les résultats présentés au chapitre deux illustrent comment les dynamiques géopolitiques mondiales influencent l'Arctique, modifiant les représentations de cet espace et façonnant la perception de la menace au Nord. L'étude des énoncés politiques des différentes administrations a permis d'illustrer la prise de conscience de Washington d'un monde dans lequel coexistent de multiples pôles de puissances. Plus encore, elle démontre que l'ajustement stratégique découle avant tout de la perception de l'évolution des relations entre ces puissances. En effet, à mesure que les administrations perçoivent des signes de tensions croissantes entre les États-Unis, la Chine et la Russie, leur vision des enjeux liés à la région polaire se transforme. Les résultats de ce chapitre révèlent ainsi un glissement dans les discours, d'une perception de défis lointains à celle de menaces plus concrètes dans la région, bien que non imminentes. Ils permettent de démontrer que, conformément au postulat réaliste néoclassique, la formulation d'objectifs stratégiques n'est pas le fait de changements structurels en soi, mais bien de la perception que ces changements sont menaçants.

L'évolution de ces perceptions se reflète dans les outils mobilisés par Washington, qui témoignent d'un changement significatif dans l'approche stratégique. Le chapitre trois met en lumière le fait que, dans un contexte de menaces diffuses et non imminentes, les administrations disposent d'une plus grande marge de manœuvre dans leurs choix

politiques. Cela se traduit par une stratégie arctique modulée par les préférences et perceptions des présidents et de leurs équipes. D'abord axée sur le dialogue et la coopération internationale afin de limiter les risques de conflit et de préserver le statu quo, la stratégie américaine s'oriente progressivement vers une logique marquée par la compétition stratégique et un renforcement de la sécurité nationale. Sous l'administration Trump, cette évolution s'accompagne d'une militarisation accrue et d'une approche plus transactionnelle.

C'est dans cette transition stratégique que l'on observe les premiers jalons d'une politique plus musclée, marquée par la volonté de renforcer la position des États-Unis dans la région face à des acteurs comme la Chine et la Russie. Un tournant stratégique se dessine entre 2018 et 2019, alors que Pékin et Moscou sont perçus comme des défis de plus en plus concrets. Cette perception se renforce également en 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plaçant le renforcement des capacités militaires et la coopération multilatérale au cœur des priorités américaines. Cette période marque ainsi une rupture nette avec la posture de statu quo adoptée après la Guerre froide, caractérisée par une atrophie des capacités militaires et une retenue stratégique vis-à-vis des autres États polaires (Huebert, 2009). Ainsi, les transformations observées dans la politique arctique des États-Unis ne relèvent pas d'un simple ajustement conjoncturel, mais bien d'un processus graduel façonné par l'évolution des perceptions stratégiques et la redéfinition des priorités face à un environnement international de plus en plus compétitif.

Cependant, malgré les avancées réalisées au cours des deux dernières décennies pour établir une politique arctique plus cohérente, des lacunes importantes subsistent, mettant en évidence l'importance d'une étude approfondie de la région polaire et du processus décisionnel des administrations. Notamment, l'accès aux données essentielles pour la connaissance du domaine reste limité en raison de capacités technologiques insuffisantes et de la fin de la coopération avec la Russie (Tingstad et al., 2023). De plus, l'absence d'infrastructures adaptées, notamment en matière de ports et de communication, restreint l'accès aux côtes, tandis que les opérations sur la banquise – cruciales pour la défense, la recherche scientifique et le sauvetage – sont entravées par la vétusté et l'insuffisance des

équipements polaires (Rodman, 2019 ; Rosen, 2022 ; Rosenberg et al., 2015 ; Tingstad et al., 2023).

Un second défi majeur réside dans la nature du système politique américain, qui induit des changements stratégiques potentiellement abrupts à chaque transition d'administration. Les divergences observées entre les approches des présidences Obama, Trump et Biden en matière d'exploitation pétrolière, de protection environnementale et de coopération avec les alliés illustrent cette volatilité. Cette variabilité complique la planification à long terme et affecte la stabilité des engagements américains dans la région. Le retour aux politiques de l'administration Trump, caractérisées par un rejet du multilatéralisme et un désengagement des enjeux climatiques, pourrait ainsi remettre en question certaines avancées récentes et accroître l'incertitude quant à la posture des États-Unis en Arctique (Bloom, 2024).

Au final, bien que Washington ait amorcé un réajustement stratégique, la consolidation de cette posture dépendra de sa capacité à surmonter ces obstacles et à maintenir une approche cohérente face aux dynamiques changeantes de la région. L'Arctique, espace longtemps perçu comme périphérique, s'impose désormais comme un théâtre stratégique où la capacité des États-Unis à adapter durablement leur engagement sera déterminante pour leur influence à long terme.

4.2 LIMITES ET PISTES DE RECHERCHES FUTURES

Certaines limites des résultats obtenus dans cette recherche méritent d'être soulignées. D'une part, il existe un risque que la déclassification future de certains documents remette en question les résultats de cette recherche. L'intégration d'entretiens avec des politiciens et des décideurs ayant participé à l'élaboration de la politique arctique américaine pourrait offrir des perspectives inédites, enrichissant ainsi les données actuellement disponibles.

Par ailleurs, le cadre réaliste néoclassique, bien qu'il démontre que la variable structurelle n'est pas suffisante pour expliquer les stratégies d'un État, ne permet pas d'exclure de manière non équivoque d'autres explications possibles (Ripsman et al., 2016). Ainsi, le choix d'une autre variable intermédiaire pourrait fournir des explications supplémentaires. À ce sujet, considérant l'imbrication croissante des objectifs de politique intérieure et de politique extérieure aux États-Unis, certains acteurs clés dans la « boîte noire » de l'État

sont restés dans l'ombre. L'influence de groupes de pression, du Congrès ou de l'opinion publique mérite ainsi une analyse plus approfondie. Par exemple, les menaces identifiées par Washington sont-elles alignées sur celles perçues par le Congrès ou la société civile ? À cet égard, les recherches menées par Victoria Herrmann offrent des pistes de réflexion importantes. Elle souligne la rigidité du système politique américain, qui crée un écart entre les priorités du Congrès et celles de la population. Selon Herrmann, cette situation entraîne une posture réactive, car la région circumpolaire ne constitue pas une priorité pour bon nombre de législateurs (Herrmann, 2020, p. 98). Bien que ce mémoire ait brièvement abordé l'influence du Congrès sur l'incapacité des décideurs à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs, il serait pertinent d'explorer davantage le rôle de cet organe gouvernemental, notamment en raison des défis persistants quant aux besoins en termes d'infrastructures.

En outre, les résultats présentés brossent un portrait relativement général de la stratégie de Washington dans les latitudes éloignées. En raison des limites inhérentes à un mémoire, certains leviers stratégiques, tels que les sanctions économiques ou la recherche scientifique, n'ont pas été abordés. D'autres leviers étudiés mériteraient, pour leur part, une analyse plus approfondie. Notamment, à la lumière de développements politiques majeurs, comme l'invasion russe de l'Ukraine, le rôle de certaines alliances militaires, telles que l'OTAN ou le NORAD, requiert davantage d'attention.

De même, le caractère coercitif de la diplomatie américaine nécessite une exploration plus détaillée (e.g. Buchanan, 2021 ; Wright, 2019). À ce sujet, en appelant les États-Unis à renforcer la coopération avec leurs alliés européens et scandinaves face à la résurgence russe et à la montée de la Chine en Arctique, les États-Unis exercent une pression diplomatique sur leurs alliés, poussant les États à reconsidérer leurs objectifs dans la région (Buchanan, 2021). Comme l'explique Buchanan, « la méfiance à l'égard de la coercition économique chinoise a, en ce sens, été instrumentalisée par les États occidentaux (pour des raisons crédibles) pour faire pression sur les États arctiques et les contraindre à opter pour des partenariats et des investissements américains » (Buchanan, 2021, p. 80). Il serait en ce sens pertinent d'avoir un portrait plus détaillé de l'approche stratégique de Washington vis-à-vis de ses différents alliés dans la région. Par exemple, comment interpréter la

coopération étroite entre Ottawa et Washington, malgré leur position antagoniste sur le passage du Nord-Ouest ? Qu'en est-il de l'évolution des relations entre Washington et Copenhague, ainsi qu'entre Washington et Nuuk ?

Malgré ces limites, ce mémoire a atteint plusieurs objectifs. Premièrement, il a enrichi la discussion sur les changements dans la distribution de la puissance mondiale et leur impact sur l'ajustement stratégique en Arctique. En abordant ces enjeux sous un angle empirique, il a également apporté une contribution à la littérature consacrée à la stratégie américaine dans la région polaire, qui reste encore largement sous-explorée. Enfin, ce travail possède une dimension théorique importante, puisqu'il a permis de mettre à l'épreuve la théorie réaliste néoclassique. En démontrant la pertinence de cette approche pour expliquer les ajustements stratégiques d'un État, il atteste de la capacité de cette école de pensée à offrir des éclairages convaincants sur les dynamiques de la politique internationale en Arctique.

ANNEXE A
CORPUS DES DOCUMENTS ÉTUDIÉS

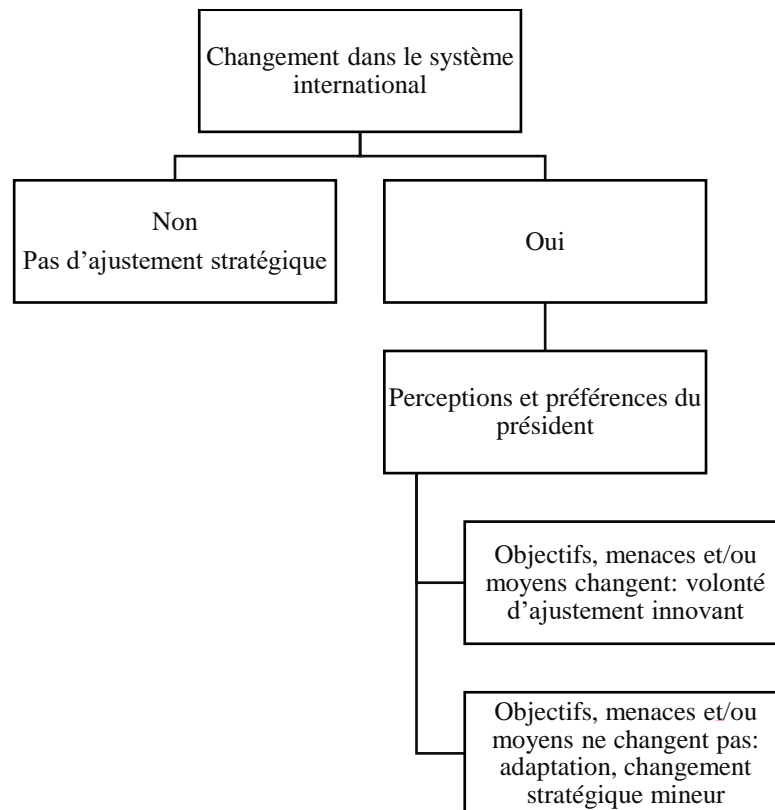
ADMINISTRATION	ANNÉE	AGENCE	TITRE DU DOCUMENT
Obama	2010	White House	National Security Strategy
Obama	2013	White House	National Strategy for the Arctic Region
Obama	2013	DOD	Arctic Strategy
Obama	2013	U.S. Coast Guards (service)	Arctic Strategy
Obama	2014	White House	Implementation plan for the Arctic
Obama	2014	Department of Defense	Quadrennial Defense Review
Obama	2015	White House	National Security Strategy
Trump	2016	Department of Defense	Strategy to Protect US National Security Interests in the Arctic Region
Trump	2017	White House	National Security Strategy
Trump	2018	Department of Defense	National Defense Strategy
Trump	2019	Department of Defense	Department of Defense Arctic Strategy
Trump	2019	U.S. Coast Guards (service)	Vision for the Arctic region
Trump	2019	U.S. Navy (service)	Strategic Outlook for the Navy
Trump	2020	U.S. Air Force	Department of the Air Force Arctic Strategy
Trump	2020	Maison Blanche	White House Executive Memorandum
Trump	2021	U.S. Navy	A Blue Arctic - Strategic Blueprint for the Arctic
Biden	2021	U.S. Army	Arctic Strategy: Regaining Arctic dominance
Biden	2022a	White House	National Security Strategy
Biden	2022	Department of Defense	National Defense Strategy
Biden	2022b	White House	National Strategy for the Arctic Region
Biden	2023	U.S. Coast Guards	Implementation Plan NSAR
Biden	2023	White House	Implementation Plan for the 2022 NSAR
Biden	2024	Department of Defense	Arctic Strategy

AUTRES DOCUMENTS ET DÉCLARATIONS

- Agreement On Cooperation on Aeronautical and Maritime Search And Rescue In The Arctic. 2011. <https://oaarchive.arctic-council.org/items/9c343a3f-cc4b-4e75-bfd3-4b318137f8a2>
- Agreement on Cooperation on Marine Oil Pollution Preparedness and Response in the Arctic. 2013. <https://oaarchive.arctic-council.org/handle/11374/529>
- Agreement on Enhancing International Arctic Scientific Cooperation. 2017. <https://oaarchive.arctic-council.org/handle/11374/1916>
- Department of Defense. (2011). *Report to Congress on Arctic operations and the Northwest Passage*. https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/Tab_A_Arctic_Report_Public.pdf
- Department of Homeland Security. (2013). Polar Icebreaking Recapitalization Project mission need statement. <https://www.state.gov/announcement-of-u-s-extended-continental-shelf-outer-limits-2/>
- Donilon, T. (2013). *Remarks by Tom Donilon, National Security Advisor to the President* [Presentation]. Columbia University's Center on Global Energy Policy. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/04/24/remarks-tom-donilon-national-security-advisor-president-launch-columbia->
- Executive Order No. 13689*, 80 Fed. Reg. 4191 (2015). <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/01/21/executive-order-enhancing-coordination-national-efforts-arctic>
- Executive Order No. 13990*, 86 Fed. Reg. 7037 (2021). <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/01/20/executive-order-protecting-public-health-and-environment-and-restoring-science-to-tackle-climate-crisis/>
- National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA). (2018). *U.S. signs agreement to prevent unregulated commercial fishing on the high seas of the Central Arctic Ocean*. NOAA Fisheries. <https://www.fisheries.noaa.gov/feature-story/us-signs-agreement-prevent-unregulated-commercial-fishing-high-seas-central-arctic>
- Office of the Press Secretary. (2016). *Impact report: 100 examples of President Obama's leadership in science, technology, and innovation*. Obama White House Archives. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/06/21/impact-report-100-examples-president-obamas-leadership-science>
- Tillerson, R. W. (2017, 11 mai 2017). *Remarks at the Arctic Council Ministerial Meeting, Fairbanks*. U.S. Department of State.
- U.S. Army Corps of Engineers. (2015). *Arctic Deep Draft Navigation Study*. <https://www.poa.usace.army.mil/Portals/34/docs/civilworks/arcticdeepdraft/ADDMainReportwithoutappendixes.pdf>
- U.S. Department of State. (2019, 4 novembre). *On the U.S. Withdrawal from The Paris Agreement*. <https://2017-2021.state.gov/on-the-u-s-withdrawal-from-the-paris-agreement/>

- U.S. Department of State. (2021, 19 mai). *Secretary Blinken's Meeting with Russian Foreign Minister Lavrov*. <https://www.state.gov/secretary-blinkens-meeting-with-russian-foreign-minister-lavrov/>
- U.S. Department of State. (2021, May 20). Reinforcing the U.S. Commitment to the Arctic at the Arctic Council Ministerial, May 19-20, 2021. *U.S. Department of State*. <https://www.state.gov/reinforcing-the-u-s-commitment-to-the-arctic-at-the-arctic-council-ministerial-may-19-20-2021/>
- U.S. Department of State. (2023, 19 décembre). Announcement of U.S. Extended Continental Shelf Outer Limits: Fact sheet. En ligne. <https://www.state.gov/announcement-of-u-s-extended-continental-shelf-outer-limits-2/>
- U.S. Department of State. (2023, 6 juillet). Joint Statement on Limited Resumption Of Arctic Council Cooperation. U.S. Department of State. <https://www.state.gov/joint-statement-on-limited-resumption-of-arctic-council-cooperation/>
- U.S. Government Accountability Office. (2018). *Arctic capabilities: DOD expects significant challenges but is taking steps to address gaps and limitations* (GAO-19-42). <https://www.gao.gov/assets/gao-19-42.pdf>
- U.S. Navy. (2019b). *U.S. 2nd Fleet at a Glance*. <https://www.c2f.usff.navy.mil/About-Us/Mission/>
- U.S.-Canada Joint Statement on Climate, Energy, and Arctic Leadership. (2016). *U.S.-Canada joint statement on climate, energy, and Arctic leadership*. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/03/10/us-canada-joint-statement-climate-energy-and-arctic-leadership>
- White House. (2015). *Fact sheet: President Obama Announces New Investments to Enhance Safety and Security in The Changing Arctic*. The White House. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/09/01/fact-sheet-president-obama-announces-new-investments-enhance-safety-and>
- White House. (2016). *Fact sheet: United States – Canada relationship*. <https://ca.usembassy.gov/fact-sheet-united-states-canada-relationship/>
- White House. (2022c). *Remarks by President Biden, President Niinistö of Finland, and Prime Minister Andersson of Sweden after trilateral meeting*. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/05/19/remarks-by-president-biden-president-niinisto-of-finland-and-prime-minister-andersson-of-sweden-after-trilateral-meeting/#:~:text=And%20today%2C%20the%20situation%20in,and%20strength%20at%20its%20best.>
- White House. (2023). *Fact Sheet: Implementation plan for the United States' National Strategy for the Arctic Region*. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/10/23/fact-sheet-implementation-plan-for-the-united-states-national-strategy-for-the-arctic-region/>

ANNEXE B
**GRILLE D'ANALYSE : CHANGEMENT STRATÉGIQUE :
INNOVATION/ADAPTATION**



Ajustement stratégique, inspiré des travaux de Dueck (2008); Mattern, (2005); Kitchen (2010).

**ANNEXE C : TYPOLOGIE DES STRATÉGIES AMÉRICAINES EN FONCTION
DES INDICATEURS D'AJUSTEMENT STRATÉGIQUE**

TYPOLOGIE DES STRATÉGIES AMÉRICAINES EN FONCTION DES INDICATEURS D'AJUSTEMENTS STRATÉGIQUES (David, 2013; David et Gagnon, 2018; Dueck, 2008; Mérand, 2021, Reich et Dombrowski, 2018)				
ÉQUILIBRAGE			RETRAIT STRATÉGIQUE	
Indicateurs	PRÉÉMINENCE	INTERNATIONALISME	RETENUE	ISOLATIONNISME
Perceptions de la menace	Sécurité nationale et le statut hégémonique; terrorisme; révisionnistes; compétition stratégique	Économique, politique et sécurité en lien avec l'ordre international libéral; attention portée aux menaces globales communes; opportunités de coopération avec la Chine et la Russie	Souveraineté et intégrité territoriale Position dans l'ordre mondial Faible utilisation de la diplomatie	Souveraineté et intégrité territoriale; Chine et Russie sont des menaces lointaines
Acquisitions militaires et investissements	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle • Emploi de la force (unilatéral) • Coopération limitée entre les États 	Emploi de la force mesuré (unilatéral et multilatéral) Acquisitions en lien avec des menaces communes (e.g. pour les opérations de sauvetage)	Coopération et emploi de la force limité Réticence à s'engager multilatéralement,	En lien avec la défense du territoire national (préserver la forteresse);
Déploiement de la force	Déploiement de la force unilatéral (codécision)	Unilatéral et multilatéral (mené par les États-Unis)	Emploi de la force limité, principalement maritime et aérienne	Retrait des traités et pactes de défense collective
Gouvernance régionale	Limité, Refus de s'engager dans les institutions régionales si celles-ci briment les moyens d'action de Washington pour poursuivre ses intérêts	Participation et renforcement des institutions internationales et régionales;	Limité, maintien des institutions régionales et internationales	Limité, maintien des institutions régionales et internationales
Initiatives diplomatiques	Peu d'initiatives diplomatiques	Recours à la diplomatie, incluant avec les puissances adverses	Limité; maintien des institutions	Limité; maintien des institutions

APPENDICE
RÉGIONS DU PLATEAU CONTINENTAL ÉTENDU DES ÉTATS-UNIS (2023)



Source: U.S. Department of State. U.S. (2023). Extended Continental Shelf. En ligne. <https://www.state.gov/the-us-ecs/>

BIBLIOGRAPHIE

- Abrams, E. (2017). Trump the Traditionalist: A Surprisingly Standard Foreign Policy. *Foreign Affairs*.
- Adnan, M. (2014). BRICS: A Challenge to the US Hegemony. *Journal of Professional Research in Social Sciences*, 1(1), 31-46.
- Al Jazeera. (2024). US intercepts Russian and Chinese bombers near Alaska: What we know. *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2024/7/26/us-intercepts-russian-chinese-bombers-near-alaska-what-we-know>
- Allan, B. B., Vucetic, S. & Hopf, T. (2018). The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Prospects. *International Organization*, 72(4), 839-869.
- Altunkaya, E. (2019). US and the Arctic Region in the Era of Climate Change: A Brief Analysis of the Evolution of US Arctic Foreign Policy Since 2000s, *Istanbul Gelisim University Journal of Social Sciences*, 6 (1), p. 183-199.
- Anthony, I., Klimenko, E., & Su, F. (2021). A Strategic Triangle in The Arctic? Implications Of China–Russia–United States Power Dynamics for Regional Security. *Stockholm International Peace Research Institute*.
- Archick, K. (2019). *Greenland, Denmark, and U.S. Relations* (CRS Report No. IN11161). Congressional Research Service. <https://www.everycrsreport.com/reports/IN11161.html>
- Archick, K. (2024). *The Nordic Countries and U.S. Relations* (CRS Report No. IF10740). Congressional Research Service. <https://www.everycrsreport.com/reports/IF10740.html>
- Aron, R. (1984). *Paix et guerre entre les nations* (8e ed). Calmann-Lévy.
- Art, R. J. (1991). A Defensible Defense: America's Grand Strategy After the Cold War. *International Security*, 15(4), p. 51-52.
- Associated Press. (2022, 18 avril). Arrival of Final 2 F-35s Completes Complement at Alaska Base. *Air Force Times*. <https://www.airforcetimes.com/news/your-air-force/2022/04/18/arrival-of-final-2-f-35s-completes-complement-at-alaska-base/>
- Atland K. (2014). Interstate Relations in The Arctic: An Emerging Security Dilemma?. *Comparative Strategy*, 33(2), p. 145–166.
- Atland, K. (2008). « Mikhail Gorbachev, the Murmansk Initiative, and the Desecuritization of Interstate Relations in the Arctic ». Cooperation and Conflict: *Journal of the Nordic International Studies Association*, 43(3), p. 289–311
- Auerswald, D. P. (2020). Arctic Narratives and Geopolitical Competition. Dans *Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic*, sous la direction de Joachim Weber, (p.251-271). Springer, Cham.
- Avey, P. C. (2019). The Icebreaker Gap Doesn't Mean America is Losing in the Arctic. *War on the Rocks*.
- Babones, S. (2011). The Middling Kingdom: The Hype and the Reality of China's Rise. *Foreign Affairs*, 90 (5).
- Balton, D. (2021). Advancing U.S. Diplomacy in the Arctic. *The Foreign Service Journal*, 137(3), 21. <https://afsa.org/advancing-us-diplomacy-arctic>

- Barack Obama. (2006). *The Audacity of Hope. Thoughts on Reclaiming the American Dream*, New York, Crown Publishers.
- Beckley, M. (2018). *Unrivaled: Why America Will Remain the World's Sole Superpower*. Ithaca: Cornell University Press.
- Bennett, A., & Elman, C. (2007). Case Study Methods in the International Relations Subfield. *Comparative Political Studies*, 40(2), 170–195.
- Bert, M. (2012). The Arctic Is Now: Economic and National Security in the Last Frontier. *American Foreign Policy Interests*, 34(1), p. 5–19.
- Bloom, E. (2024). Second Trump Presidency Will Impact Arctic. *The Barents Observer*.
- Blunden, M. (2012). Geopolitics and the Northern Sea Route. *International Affairs*, 88(1), 115–129.
- Bochove, D. (2022). A New Cold War is Heating up the Arctic. *Bloomberg News*. En ligne. <https://www.bnnbloomberg.ca/a-new-cold-war-is-heating-up-the-arctic-1.1835197>
- Borger, J. (2014). Barack Obama: Russia Is a Regional Power, Not a Global Threat. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2014/mar/25/barack-obama-russia-regional-power-ukraine-weakness>
- Borger, J. (2016). Barack Obama Bans Oil and Gas Drilling in Most Of Arctic And Atlantic Oceans. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/20/barack-obama-bans-oil-gas-drilling-arctic-atlantic>
- Borger, J. (2019). Trump Considers Buying Greenland in ‘Absurd’ Bid to Expand US Territory. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/18/trump-considering-buying-greenland>
- Borgerson, S. (2008). Arctic Meltdown. *Foreign Affairs*, 87(2), 63-77.
- Bouffard, T. & Soto E.M. (2021). US Arctic Deepwater Port: Value added capabilities in support of national security. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.107-115). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Bouffard, T. (2022). *Overview of U.S. Arctic strategies: National and geopolitical perspectives*. Dans *Input report for the Arctic Security Roundtable at the Munich Security Conference 2022*, sous la direction de K. Friis, M. Sfraga, U. Sverdrup, & E. W. Rowe, (p. 35-42). Norwegian Institute of International Affairs & Wilson Center. Munich, Germany.
- Bouffard, T. J., & Rodman, L. L. (2021). U.S. Arctic Security Strategies: Balancing Strategic and Operational Dimensions. *The Polar Journal*, 11(1), 160–187.
- Bouffard, T., & Lackenbauer, P. W. (2021). *The Arctic and North American Defence: Reflections on 2021*. North American Arctic Defence and Security Network. <https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2021/12/21-dec-PWL-TJB-The-Arctic-and-North-American-Defence-2021-final.pdf>
- Bouffard, T., Greaves, W., Lackenbauer, P. W., & Teeple, N. (2020). North American Arctic Security in a New U.S. Administration. Dans *Strategic perspective*, sous la direction de S. Nash. North American and Arctic Defence and Security Network.
- Boulègue, M. & Depledge, D. (2021). Afterword: Time for a New Arctic Security Architecture. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P.

- Lackenbauer, (p.184-186). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Boulègue, M. (2021). Mitigating Russia's Military Posture in the European Arctic: Towards a High North Hard Security Architecture. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.71-77). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Brands, H. et Edel, C. (2021). A Grand Strategy of Democratic Solidarity. *The Washington Quarterly*, 44(1), 29-47.
- Brigham, L. (2015). The GLACIER Conference & President Obama's Links to the Arctic. *Arctic Yearbook*. <https://arcticyearbook.com/arctic-yearbook/2015/2015-commentaries/141-the-glacier-conference-president-obama-s-links-to-the-arctic>
- Brighman, L. (2020). Governance and Economic Challenges for the Global Shipping Enterprise in a Seasonally Ice-Covered Arctic Ocean. Dans *The Arctic and the World Order*, sous la direction de Kristina Spohr et Daniel S. Hamilton., (p.143 -159), Washington DC, Brookings Institution Press.
- Brooks, S. (2012). *American Exceptionalism in the Age of Obama*. Routledge.
- Brooks, S. G., & Wohlforth, W. C. (2009). Reshaping the World Order: How Washington Should Reform International Institutions. *Foreign Affairs*.
- Brooks, S. G., & Wohlforth, W.c. (2002). American Primacy in Perspective. *Foreign Affairs*, 81(4), 20–33.
- Brooks, S.G, Ikenberry, J. & Wohlforth, W.C. (2021). Don't Come Home, America: The Case Against Retrenchment, *International Security*, 37(3), 7–51.
- Brosnan JG, Leschine TM & Miles EL (2011). Cooperation or Conflict in a Changing Arctic? *Ocean Development & International Law*, 42(1-2), 173-210.
- Buchanan, E. (2021). Coercive Cooperation: Grey-Zone Strategy in the Arctic. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.78-81). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Buchanan, E. (2023). *Red Arctic: Russian Strategy Under Putin*. Brookings Institution Press.
- Buchanan, E., & Strating, B. (2020). Why the Arctic Is Not the Next South China Sea. *War on the Rocks*. <https://warontherocks.com/2020/11/why-the-arctic-is-not-the-next-south-china-sea/>
- Burke, S. E. (2021). The Arctic Threat That Must Not be Named. *War on the Rocks*. <https://warontherocks.com/2021/01/the-arctic-threat-that-must-not-be-named/>
- Buzan, B. (1993). Beyond Neorealism: Interaction Capacity. Dans *The Logic of Anarchy: Neorealism to Structural Realism*, sous la direction de Barry Buzan, Charles Jones et Richard Little. New York: Colombia University Press
- Bye, H.-G. (2021). U.S. Secretary of Defense Highlights Importance of Alaska. *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/us-secretary-defense-highlights-importance-alaska>
- Bye, H.-G. (2024). Regaining Arctic Expertise: U.S. Troops in Alaska Making Strides to Become Army's Arctic Force. *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/regaining-arctic-expertise-us-troops-alaska-making-strides-become-armys-arctic-force>

- Byers, M. (2017). Crises and International Cooperation: An Arctic Case Study. *International Relations*, 31(4), p. 1-28.
- Byman, D.L. & Pollack K.M. (2011). Let Us Now Praise Great Men: Bringing the Statesman Back, *International Security*, 25(4).
- Calmels, C. (2018). Les États-Unis et l'Arctique de l'hibernation à l'engagement. *Politique Étrangère*, 83(2), 145–157.
- Cammarata, S. (2020). U.S. Reopens Consulate in Greenland Amid White House's Arctic Push. *Politico*.
- Cecco, L. (2024). US, Canada and Finland Form 'Ice Pact' to Project Influence into Arctic Region. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/article/2024/jul/11/us-canada-finland-ice-pact-arctic>
- Cha, V.D. (2020). Abandonment, Entrapment, and Neoclassical Realism in East Asia: The United States, Japan, and Korea, *International Studies Quarterly*, 44(2), 261–91.
- Chang, J. Y. (2023). Of Risk and Threat: How the United States Perceives China's Rise. *The Chinese Journal of International Politics*, 16(3), 357-381.
- Charap, S. (2010). Obama's Russia Reset is Crucial for European Security. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2010/nov/18/barack-obama-russia-reset-european-security>
- Chater, A. & Nicol, H.N. (2021). Security. Dans *North America's Arctic Borders: A world of change?* sous la direction Heather N.Nicol et Andrew Chater, p. 130-148. Ottawa: University of Ottawa Press.
- Chater, A. (2014). The Arctic Council: Understanding Its Role in Security Governance. Dans *Handbook on Governance and Security*, sous la direction de Jim Sperling, (p. 538- 553). Northampton: Edward Elgar.
- Chater, A. (2019). The Presidency of Donald Trump and the Arctic Council. *Polar Connection*. <https://polarconnection.org/presidency-trump-arctic-council/>
- Cherpako, D. (2020). *What is Russia doing in the Arctic? Documenting Russian military actions in the North between 2014–2020*. North American Arctic Defence and Security Network. https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2020/08/20-August_Cherpako_What-is-Russia-doing-in-the-Arctic_-_Policy-Primer-1.pdf
- Chin, J. J., Skinner, K., & Yoo, C. (2023). Understanding National Security Strategies Through Time. *Foreign Policy*, 6(4), 103-124.
- Cohen, S. F. (2011). Obama's Russia 'Reset': Another Lost Opportunity? *The Nation*, 1(06).
- Conley, H. A., & Shafron, M. (2020). *Is the United States Having an Arctic Moment? Icebreaker Acquisition*. Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/united-states-having-arctic-moment-icebreaker-acquisition>
- Cooley, A. et Nexon, D. (2020). *Exit from Hegemony. The Unraveling of the American Global Order*. Oxford University Press.
- Da Vinha, L. (2019). Competition, Conflict, and Conformity: Foreign Policy Making in The First Year of the Trump Presidency. *Presidential studies quarterly*, 49(2), 280-309.

- Dalby, S. (2020). Securing the Global Economy. Dans *Anthropocene Geopolitics: Globalization, Security, Sustainability* (p. 95-114). University of Ottawa Press.
- Davenport, C. (2021). Court Blocks a Vast Alaskan Drilling Project, Citing Climate Dangers. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2021/08/18/climate/alaskawillow-oil.html>. Accessed 12 Aug 2021
- David, C.-P. (2013). *La guerre et la paix : approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, (3e éd. revue et augmentée, Ser. Les manuels). Sciences Po, Les Presses.
- David, C.-P. (2015a). *La politique étrangère des états-unis : fondements, acteurs, formulation* (3e édition). Presses de Sciences Po.
- David, C.-P. (2015b). *Au sein de la maison-blanche : de truman à obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des états-unis* (3e édition). Presses de l'Université Laval.
- David, C.-P. et Vallet É. (2020). *Comment trump a-t-il changé le monde? : le recul des relations internationales* (Ser. Collection « le nouveau monde »). CNRS éditions.
- David, C.-P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, 3e édition, Québec, Presses de l'Université Laval, 1182p.
- Depledge, D. (2020). Train Where You Expect to Fight: Why Military Exercises Have Increased in The High North. *Scandinavian Journal of Military Studies*, 3(1), 288–301.
- Depledge, D., et Lackenbauer, P. W. (2021). *On Thin Ice? Perspectives on Arctic security*. Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University
- Dimitrova, A. (2012). Le débat sur la politique étrangère d'Obama : quelle nouvelle « grande stratégie » pour les États-Unis ? *Études Internationales*, 43(2), 231–256.
- Dimitrova, A. (2022). Transatlantic Relations from Trump to Biden: Between Continuity and Change: Introduction to the Special Issue. *L'Europe en formation*, (1), 2-10.
- Dittmer, J., et al. (2011). Have You Heard the One About the Disappearing Ice? Recasting Arctic Geopolitics. *Political Geography*, 30(4), 1-13.
- Dodds, K, et Hemmings, A. (2015). Polar Oceans: Sovereignty and the Contestation of Territorial and Resource Rights., p.5. Dans *The Earthscan Handbook of Ocean Resources and Management*, sous la direction de Hance D. Smith, Juan L. Suarez de Vvero et Tundi Agardy, Abingdon: Routledge.
- Dodds, K. (2010). Flag Planting and Finger Pointing: The Law of the Sea, the Arctic and the Political Geographies of the Outer Continental Shelf. *Political Geography*, 29(1), 63–73.
- Dodds, K. (2016). Northward ho! Obama, Diefenbaker and the North American Arctic. *Polar Record*, 52(2), 252–255.
- Dueck, C. (2004). New Perspectives on American Grand Strategy: A review essay. *International Security*, 28(4), 197-216.
- Dueck, C. (2008). *Reluctant Crusaders: Power, Culture, and Change in American Grand Strategy*. Princeton University Press.
- Dueck, C. (2010). *Hard Line: The Republican Party and US Foreign Policy Since World War II*. Princeton University Press.

- Duffy, K. (2022). The Pentagon Says It's Testing Elon Musk's Starlink in the Arctic, Which Could Help Connect US Troops. *Business Insider*.
- Dufour, G., & Ducasse, D. (2020). "America First" and the Return of Economic Isolationism and Nationalism to the United States: A Historic Turning Point for International Trade Law. *Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international*, 57, 223-255.
- Edwardsen, A. (2023a). Norway's Parliament Agrees to Give The US Access To New Military Areas In The North. *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/norways-parliament-agrees-give-us-access-new-military-areas-north>
- Edwardsen, A. (2023b). Pentagon's Upcoming New Arctic Strategy: We Talk To Norway, Finland, And Sweden A Lot. *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/pentagons-upcoming-new-arctic-strategy-we-talk-norway-finland-and-sweden-lot>
- Evans, G. et J. Newman. (1990). *The Dictionary of World Politics*. Londres: Simon & Schuster.
- Exner-Pirot, H. (2012). New Directions for Governance in The Arctic Region. *Arctic Yearbook*. https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2012/Scholarly_Papers/12.Exner_Pirot.pdf
- Exner-Pirot, H. (2013). What Is the Arctic a Case Of? The Arctic as a Regional Environmental Security Complex and The Implications for Policy. *The Polar Journal*, 3(1), p. 120–135.
- Exner-Pirot, H. (2020a). Between Militarization and Disarmament: Challenges for Arctic Security in the Twenty-First Century». Dans *Climate Change and Arctic Security : Searching for a Paradigm Shift*, sous la direction de Lassi Heininen et Heather Exner-Pirot, (p. 91-106). Cham: Palgrave Pivot.
- Exner-Pirot, H. (2020b). The Arctic in International Affairs. Dans *The Palgrave Handbook of Arctic Policy and Politics*, sous la direction de Ken Coates et Carin Holroyd, (p. 307-318). Palgrave Macmillan.
- Ferguson, N. (2011). *Civilization: The West and the Rest*. Londres, Allen Lane.
- Fife, R & Chase, S. (2024). China Gains Major Arctic Foothold as Russia Turns to Beijing More, Report Finds. *The Globe and Mail*. <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-china-arctic-russia-war/>
- Foreign Affairs. (2023). Did the UNIPOLAR MOMENT EVER END? *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/ask-the-experts/did-unipolar-moment-ever-end>
- Fountain, H. (2020). Trump Administration Moves to open Arctic National Wildlife Refuge to Oil Drilling. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/11/16/climate/trump-oil-drilling-alaska.html>
- Foxall, A. (2021). The Sino-Russian Partnership in the Arctic. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security* (p. 82-90). Ontario: North American and Arctic Defence and Security Network, Trent University.
- Friedberg, A.L. (1988). *The Weary Titan: Britain and the Experience of Relative Decline, 1895–1905*, Princeton: Princeton University Press.
- Gagnon, F. (2012). Théories sur le rôle du Congrès. Dans *Théories de la politique étrangère américaine: Auteurs, concepts et approches*, sous la direction de Charles-Philippe David. Presses de l'Université de Montréal.

- Garamone, J. (2021). Austin Says Alaska is Strategic Hotspot for Indo-Pacific, Arctic operations. *U.S. Department of Defense*. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/2706558/austin-says-alaska-is-strategic-hotspot-for-indo-pacific-arctic-operations/>
- Gelb, L. H. (2010). GDP Now Matters More Than Force. *Foreign Affairs*, 89(6), 35–43.
- George, A. L. & Bennett, A. (2005). *Case Studies and Theory Development in The Social Sciences*. MIT Press.
- Gilpin, R. (1981). *War and Change in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gjørsv, G. H., & Hodgson, K. K. (2021). « Comprehensive Security in the Arctic: Beyond “Arctic Exceptionalism » ». Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p. 1-11). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Glenn, M. (2024). U.S. Icebreaker Gap with Russia a Growing Concern as Arctic ‘Cold War’ Heats Up. *Bloomberg*.
- Goldman, E. O. (1997). The US Military in Uncertain Times: Organizations, Ambiguity, And Strategic Adjustment. *The Journal of Strategic Studies*, 20(2), 41-74.
- Grady, J. (2015). Former Coast Guard Commandant: Cooperation with Russia Key to Arctic Development. *USNI News*. <https://news.usni.org/2015/08/19/former-coast-guard-commandant-papp-cooperation-with-russia-key-to-arctic-development>
- Grady, J. (2024). Recruiting Shortfall Means Coast Guard ‘Can’t Crew All Our Ships,’ Says Vice Commandant. *USNI News*. <https://news.usni.org/2024/08/08/recruiting-shortfall-means-coast-guard-cant-crew-all-our-ships-says-vice-commandant>
- Gramer, R. (2016). In The Battle for His Legacy, Obama Opens a New Arctic Front on Trump. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2016/12/21/in-the-battle-for-his-legacy-obama-opens-a-new-arctic-front-on-trump-alaska-canada-oil-gas-drilling/>
- Greaves, W. (2017). Environmental Security, Energy Security, and the Arctic in the Obama Presidency. Dans *One Arctic. The Arctic Council and Circumpolar Governance*, (p. 101-125). Ontario, Centre on Foreign Policy and Federalism.
- Greaves, W. (2019). Arctic Break Up: Climate Change, Geopolitics and the Fragmenting Arctic Security Region. *Arctic Yearbook*. https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2019/Scholarly-Papers/9_AY2019_Greaves.pdf
- Gricius, G. (2021). Conceptualising the Arctic as a Zone of Conflict. *Central European Journal of International and Security Studies*, 4-30.
- Haass, R. (2020a). Present at the Disruption. How Trump Unmade U.S. Foreign Policy, *Foreign Affairs*, 99(5), 24-34.
- Haass, R. (2020b). *Trump’s Foreign Policy Doctrine? The Withdrawal Doctrine*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/article/trumps-foreign-policy-doctrine-withdrawal-doctrine>
- Haass, R. (2021). The Age of America First: Washington's Flawed New Foreign Policy Consensus. *Foreign Affairs*.
- Halliday, F. (1988). Three Concepts of Internationalism. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 64(2), 187-198.

- Heininen, L. (2016). Security of the Global Arctic in Transformation – Potential for Changes in Problem Definition. Dans *Future Security of the Global Arctic*, sous la direction de Lassi Heininen, (p. 12-30). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Heininen, L. (2018). Arctic Geopolitics from Classical to Critical Approach – Importance of Immaterial Factors. *Geography, Environment, Sustainability*, 11(1), 17–86.
- Heininen, L., Everett, K., Padrtova, B., & Reissell, A. (2020). *Arctic Policies and Strategies-Analysis, Synthesis, and Trends*. The International Institute for Applied Systems Analysis.
- Hermann, M.G., Preston, T., Korany, B. & Shaw, T. (2001). Who Leads Matters: The Effects of Powerful Individuals. *International Studies Review*, 3(2), 83–131.
- Herrmann, V. (2020). A Tipping Point for Arctic Regimes: Climate Change, Paradiplomacy, and a New World Order. Dans *The Arctic and world order*, sous la direction de K. Spohr & D. S. Hamilton, (pp. 97–117). Brookings Institution Press.
- Herrmann, V. et Hussong, L. (2020). No UNCLOS, No Icebreakers, No Clue? U.S. Arctic Policy Through the Eyes of Congress. Dans *Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic*, sous la direction de Joachim Weber, (p.23-40). Frontiers in International Relations. Springer, Cham.
- Herz, J. H. (1950). Idealist Internationalism and The Security Dilemma. *World politics*, 2(2), 157-180.
- Hiro, D. (2011). *After Empire: The Birth of a Multipolar World*. Londres, Nation.
- Holsti, K. J. (2015). *Why Nations Realign: Foreign Policy Restructuring in The Postwar World*. Routledge.
- Holsti, O. R. (2004). *Public opinion and American foreign policy*. University of Michigan Press.
- Homolar, A., & Scholz, R. (2019). The Power of Trump-Speak: Populist Crisis Narratives and Ontological Security. *Cambridge Review of International Affairs*, 32(3), 1–21.
- Hoogensen G.G. & Hodgson, K.K. (2021). Comprehensive Security in the Arctic: Beyond “Arctic Exceptionalism “. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.1-11). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Horton, A. (2018). The Navy Is Resurrecting a Fleet to Protect the East Coast and North Atlantic From Russia. *The Washington Post*.
<https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2018/05/05/the-navy-is-resurrecting-a-fleet-to-protect-the-east-coast-and-north-atlantic-from-russia/>
- Hounshell, B. (2019). Pompeo Aims to Counter China’s Ambitions in the Arctic. *Politico*.
<https://www.politico.eu/article/mike-pompeo-counter-china-arctic-ambitions/>
- Howell, W. G. & Pevehouse, J. C. (2007). *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*. Princeton University Press.
- Huebert R. (2019b). The New Arctic Strategic Triangle Environment (NASTE). Dans *Breaking the Ice Curtain? Russia, Canada, and Arctic Security in a Changing Circumpolar World*, sous la direction de P. W. Lackenbauer et S. Lalonde (Eds.).
- Huebert, R. (2009). United States Arctic Policy: The Reluctant Arctic Power. *The School of Public Policy Publications*, 2(2), 1–27.

- Huebert, R. (2019a). A New Cold War in the Arctic?! The Old One Never Ended. *Arctic Yearbook*.
https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2019/Briefing-Notes/2_AY2019_COM_Huebert.pdf
- Huebert, R. (2021a). The Evolving Arctic Security Environment. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p. 48-54). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Huebert, R. (2021b). Understanding Arctic Security: A Defense of Traditional Security Analysis. Dans *Breaking Through: Understanding Sovereignty and Security in the Circumpolar Arctic*, sous la direction de Wilfrid Greaves et Whitney Lackenbauer, (p. 80-96). University of Toronto Press.
- Hughes, Z. (2019). As Polar Ice Cap Recedes, The U.S. Navy Looks North. *Alaska Public Media*.
<https://www.iowapublicradio.org/2019-06-12/as-polar-ice-cap-recedes-the-u-s-navy-looks-north>
- Humpert, M. (2023). SpaceX's Starlink Ready to Boost Arctic Military Communications, Says U.S. Air Force. *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/spacexs-starlink-ready-boost-arctic-military-communications-says-us-air-force>
- Ikenberry, G. J. (2005). Power and Liberal Order: America's Postwar World Order in Transition, *International Relations of the Asia Pacific*, 5(2), 133-152.
- Ikenberry, G. J. (2008). The Rise of China and the Future of the West: Can the Liberal System Survive? *Foreign Affairs*, 87(1), 23-35.
- Ikenberry, G. J. (2018). The End of Liberal International Order? *International Affairs*, 94 (1), 7–23.
- Ikenberry, G. J. (2020). *A world safe for democracy: Liberal internationalism and the crises of global order*. Yale University Press.
- Inman, P. (2019). Why does Donald Trump want to buy Greenland? *The Guardian*.
<https://www.theguardian.com/us-news/2019/aug/19/why-does-donald-trump-want-to-buy-greenland>
- Interagency Arctic Research Policy Committee of the National Science and Technology Council. (2024). *Arctic research crosscut budget report FY 2022-2024*. National Science and Technology Council.
- International Institute for Strategic Studies. (2012). Chapter Three: North America. *The Military Balance*, 112(1), 39–70.
- International Institute for Strategic Studies. (2019). *The GIUK Gap's Strategic Significance*. Strategic Comments. <https://www.iiss.org/sv/publications/strategic-comments/2019/the-giuk-gaps-strategic-significance/>
- International Institute for Strategic Studies. (2020). Chapter three: North America. *The Military Balance*, 120(1), 28–63.
- International Institute for Strategic Studies. (2024). Chapter two: North America: Regional trends in 2023; United States: Defence policy and economics; Canada: Defence policy; Arms procurements and deliveries; Armed forces data section. *The Military Balance*, 124(1), 16–53.
- Iverson, J. (2024). Putin-Xi “Friendship” Threatens Arctic. *GZERO Media*. En ligne:
<https://www.gzeromedia.com/gzero-north/putin-xi-friendship-threatens-arctic>
- Iverson, J. (2024, February 8). Putin-Xi “Friendship” Threatens Arctic. *GZERO Media*.
<https://www.gzeromedia.com/gzero-north/putin-xi-friendship-threatens-arctic>

- Jervis, R. (1976). *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton: Princeton University Press
- Jervis, R. (1996). *System Effects: Complexity in Political and Social Life*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Johnston, P. F. (2012). Arctic Energy Resources: Security and Environmental Implications. *Journal of Strategic Security*, 5(3), 13-32.
- Keating, T. (2014). International Institutions and State Sovereignty. Dans *International Relations and the Arctic*, sous la direction de Robert W. Murray et Anita Dey Nutall, (p. 51-78). Amherst, Cambria Press.
- Kelemen, M. (2013). Interview with Secretary of State Hillary Clinton [Radio broadcast]. *National Public Radio*. <https://www.npr.org/2013/01/29/170615713/interview-with-secretary-of-state-hillary-clinton>.
- Keohane R.O. & Nye, J. (1977). *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little Brown.
- Keohane, R. O. (1989). *International Institution and State Power*. C. Boulder, *Essays in International Relations Theory*. Boulder: WestviewPress.
- Kikkert, P. (2020). *Gaps and Bridges: The case for American Polar Icebreakers*. North American Arctic Defence and Security Network. <https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2020/08/20-August-Kikkert-Gaps-and-Bridges-The-Case-for-American-Polar-Icebreakers.pdf>
- Klimenko, E. (2019). *The Geopolitics of a Changing Arctic*. Stockholm International Peace Research Institute.
- Knecht, S., & Keil, K. (2013). Arctic Geopolitics Revisited: Spatialising Governance in the Circumpolar North. *The Polar Journal*, 3(1), 178-203.
- Knecht, T., & Weatherford, M. S. (2006). Public opinion and foreign policy: The stages of presidential decision making. *International Studies Quarterly*, 50(3), 705-727.
- Kofman, M., & Kendall-Taylor, A. (2021). The Myth of Russian Decline. Why Moscow Will Be a Persistent Power. *Foreign Affairs*.
- Kopra, S. (2013). China's Arctic Interests. *Arctic Yearbook*. https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2013/Scholarly_Papers/5.KOPRA.pdf
- Kraska, J. & Pedrozo, R. (2013). *International Maritime Security Law*. Martinus Nijhoff Publishers.
- Kraska, J. (2011). The New Arctic Geography and U.S. Strategy. Dans *Arctic Security in an Age of Climate Change*, sous la direction de Kames Kraska (p. 244-266). Cambridge: Cambridge University Press.
- Kraska, J. (2023). *Strategic Implications of the U.S. Extended Continental Shelf*. Wilson Center. <https://www.wilsoncenter.org/article/strategic-implication-us-extended-continental-shelf>
- Krauthammer, C. (1990). The Unipolar Moment. *Foreign Affairs* 70(1), 23–34.
- Kristol, W. & Kagan, R. (1996). Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 75(4), 18-32.
- Kupchan, C. A. (1994). *The Vulnerability of Empire*. Cornell University Press.

- Lackenbauer, W., Lajeunesse, A., & Dean, R. (2022). Why China Is Not a Peer Competitor in the Arctic. *Journal of Indo-Pacific Affairs*, 80-97.
- Lackenbauer, W., Whitney, E., & Huebert, R. (2014). Premier Partners: Canada, the United States and Arctic Security. *Canadian Foreign Policy Journal*, 20(3), 320–333.
- Lamothe, D. (2015). Obama Wants More Polar Icebreakers. The Coast Guard has been asking for years. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/09/01/obama-wants-more-polar-icebreakers-the-coast-guard-has-been-asking-for-years/>
- Lamothe, D. (2017). In a Changing Arctic, A Lone Coast Guard Icebreaker Maneuvers Through Ice and Geopolitics. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/in-a-changing-arctic-a-lone-coast-guard-icebreaker-maneuvers-through-ice-and-geopolitics/2017/09/03/dfad84d4-7d12-11e7-9d08-b79f191668ed_story.html
- Lamy, S. L. (2016). The U.S Arctic Policy Agenda: The State Trumps Other Interests. Dans *Future Security of the Global Arctic*, sous la direction de Lassi Heininen, (p. 77-98). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Landriault, M. (2023). *The Arctic Continental Shelf and Canada: What Political Risks?* Policy Brief No. 29. Network for Strategic Analysis.
- Lanteigne, M. (2017). So What Is The ‘Icebreaker Gap’ Anyway? *Over the Circle*. <https://overthecircle.com/2019/03/03/so-what-is-the-icebreaker-gap-anyway/>
- Lanteigne, M. (2024). A China-Russia Arctic Alliance? Not So Fast. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2024/02/a-china-russia-arctic-alliance-not-so-fast/>
- Larson, D. L. (1985), *Origins of Containment: A Psychological Explanation*, NJ: Princeton University.
- Lasserre, F. (2010). Géopolitiques arctiques : pétrole et routes maritimes au cœur des rivalités régionales ? *Critique Internationale*, 49(1), 131-156.
- Lasserre, F. (2019). La course à l’appropriation des plateaux continentaux arctiques, un mythe à déconstruire. *Géococonfluences*.
- Lasserre, F., Alexeeva, O.V. & Huang, L. (2015). La stratégie de la Chine en Arctique : agressive ou opportuniste? *Norois*, 236(1).
- Lasserre, Frédéric & Pelletier, S. (2012). Arctic Shipping: Future Polar Express Seaways? Shipowners' Opinion. *Journal of Maritime Law & Commerce*, 43(4), 553-564.
- Lavorio, A. (2021). Geography, Climate Change, National Security: The case of the Evolving US Arctic strategy. *The International Spectator*, 56(1), 111-125.
- Layne, C. (2006). *The Peace of Illusions: American Grand Strategy from 1940 to the Present*. Cornell University Press.
- Layne, C. (2008). China's Challenge to US Hegemony. *Current History*, 107(705), 13.
- Layne, C. (2009). The Waning of US Hegemony—Myth or Reality? A Review Essay. *International Security*, 34(1), 147-172.
- Layne, C. (2012). This Time It's Real: The End of Unipolarity and the Pax Americana. *International studies quarterly*, 56(1), 203-213.

- Layne, C. (2018). The US–Chinese Power Shift and The End of The Pax Americana. *International Affairs*, 94(1), 89-111
- Lebow, R.N. (1981). *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 101-119.
- Lefebvre, B. (2017, 25 août). Oil And Gas Allies Want Trump to Slow Down. *Politico*.
<https://www.politico.com/story/2017/08/25/oil-and-gas-allies-want-trump-to-slow-down-242008>
- Liddell Hart, B.H. (2018). *Strategy*, 2e edition. New York, Meridian.
- Lim, K. S. (2018). China’s Arctic Policy & the Polar Silk Road Vision. *Arctic Yearbook 2018*.
- Lindsay, J. M. (2011). George W. Bush, Barack Obama, and the Future of U.S. Global Leadership. *International Affairs*, 87(4), 765-779.
- Liu, N. (2020). Power, Order, International Law and the Future of the Arctic. Dans *The Arctic and the World Order*, sous la direction de Kristina Spohr et Daniel S. Hamilton., (p.295 -308). Washington DC, Brookings Institution Press.
- Löffmann, G. (2022). ‘Enemies of the people’: Donald Trump and the Security Imaginary of America First. *The British Journal of Politics and International Relations*, 24(3), 543-560.
- Lundestad, I. & Tunsjø, Ø. (2015). The United States and China in the Arctic. *Polar Record*, 51(4), 392-403.
- Luttwak E. (1995). *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.
- Luttwak, E. (2002). *Strategy: The Logic of War and Peace*. Harvard University Press
- Luttwak, E.N. (1997). *Le rêve américain en danger*. Paris : Odile Jacob.
- MacDonald, P. K., & Parent, J. M. (2011). Graceful Decline? The Surprising Success of Great Power Retrenchment. *International Security*, 35(4), 7-44.
- Macleod, A. & Bonditti, P. (2019). *Relations internationales : théories et concepts* (Quatrième édition, revue et augmentée). Athéna éditions.
- Mallett, E., & Juneau, T. (2023). A Neoclassical Realist Theory of Overbalancing. *Global Studies Quarterly*, 3(2).
- Mandelbaum, M. (2010). *The Frugal Superpower: America's Global Leadership in a Cash-Strapped Era*. New York, Public Affairs.
- Manninen, L. (2017). The Paris Agreement & the Arctic region. *Arctic Yearbook*.
<https://arcticyearbook.com/arctic-yearbook/2017/2017-commentaries/246-the-paris-agreement-the-arctic-region>
- Martin, J. (2018). Polar Politics: How the South China Sea Illuminates China’s Role in the Arctic. *The Observer*. <https://theobserver-qiaa.org/polar-politics-how-the-south-china-sea-illuminates-chinas-role-in-the-arctic>
- Mastanduno, M. (2021). Biden’s China Dilemma. *China International Strategy Review*, 3(2), 217-233.
- Mathews, J. T. (2024). What Was the Biden Doctrine? Leadership Without Hegemony. *Foreign Affairs*.
- Mattern, J. B. (2005). *Ordering International Politics: Identity, Crisis, And Representational Force*. Psychology Press.

- McCormick, J. (1999). Interest Groups and the Media in Post-Cold War US Foreign Policy. Dans *After the End: Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World*, sous la direction de J.M. Scott, (170–98). Durham, NC: Duke University Press
- Mearsheimer, J. (2001) *The Tragedy of Great Power Politics* (New York: W.W. Norton).
- Mearsheimer, J. J. (2018). Back to the future: Instability in Europe after the Cold War. Dans *National and International Security*, Routledge, 107-158.
- Menezes, D. R. (2021). The case for a Five Eyes critical minerals alliance. *Polar Connection*.
<https://polarconnection.org/wp-content/uploads/2021/03/Report-The-Case-for-a-FVEY-CMA.pdf>
- Mérand F. (2020). Introduction: Coping with Geopolitical Decline. Dans *Coping with Geopolitical Decline: The United States in European Perspective*, sous la direction de F. Mérand, Montréal, McGill/Queen's University Press.
- Micallef, J. V. (2020). President Trump's New Polar Strategy Is the First Step to Defending The Arctic. *Military.com*. <https://www.military.com/daily-news/opinions/2020/08/04/president-trumps-new-polar-strategy-firststep-defending-arctic.html>
- Milman, O. (2018). Trump Administration Plans to Allow Oil and Gas Drilling Off Nearly All US Coast. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2018/jan/04/trump-administration-plans-to-allow-oil-and-gas-drilling-off-nearly-all-us-coast>
- Ministry of Finance, Finland. (2021). *Meeting of the Climate Action Coalition Chaired by Minister of Finance Vanhanen as Cooperation Was Joined by the United States, Japan, and South Korea* [Presse]. <https://vm.fi/en/-/meeting-of-climate-action-coalition-chaired-by-minister-of-finance-vanhanen-as-cooperation-was-joined-by-united-states-japan-and-south-korea>
- Moran, M. (2019). What Trump Gets Right About Alliances. *Foreign Policy*.
<https://foreignpolicy.com/2019/12/05/trump-right-alliances-free-riding-american-military-might-nato-japan-south-korea/>
- Muravchik, J. (1996). *The Imperative of American Leadership: A Challenge to Neo-Isolationism*. American Enterprise Institute.
- Naland, J. K. (2011). *U.S. special envoys: A flexible tool* (Peacebrief 102). United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/sites/default/files/resources/PB102.pdf>
- NATO. (2022). *NATO Strategic Concept 2022*. Madrid Summit, 29 juin 2022.
https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/290622-strategic_concept.pdf.
- Newhouse, J. (2009). Diplomacy, Inc.: the Influence of Lobbies on US Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 88(3), 73-92.
- Nilsson, A. E. (2018). The United States and the Making of an Arctic Nation. *Polar Record*, 54(2), 95-107.
- Nordlinger, E. (1996). *Isolationism Reconfigured: American Foreign Policy for a New Century*. Princeton University Press.
- Nye, J. S. (1990). *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books Publishers.
- Nye, J. S. (2002). *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*. Oxford University Press.

- Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, Public affairs.
- Nye, J. S. (2010). The Future of American Power. *Foreign Affairs*, 89(6).
- Nye, J. S. (2019). The Rise and Fall of American Hegemony from Wilson to Trump, *International Affairs*, 95(1), 63–80.
- Nyman, J. (2018). Rethinking Energy, Climate and Security: A Critical Analysis of Energy Security in the US. *Journal of International Relations and Development*, 21, 118-145.
- Obama, B. (2006). *The audacity of hope: Thoughts on reclaiming the American dream*. Crown Publishing Group.
- Obama, B. (2007). Renewing American Leadership. *Foreign Affairs*, 86, 2-16.
- O'Hanlon, M. E., & Miller, J. (2019, 10 janvier). *Quality Over Quantity: U.S. Military Strategy and Spending in The Trump Years*. Brookings Institution.
- Olson, W. (2016). 2 F-35 Fighter Squadrons to Be Based at Eielson AFB in Alaska. *Stars and Stripes*. <https://www.stripes.com/theaters/us/2-f-35-fighter-squadrons-to-be-based-at-eielson-afb-in-alaska-1.402751>
- Organski, A. F. K. & Kugler, J. (1980). *The War Ledger*. Chicago: University of Chicago press.
- Organski, A. F. K. (1958). *World politics*. New York: Alfred A. Knopf.
- O'Rourke, R. & al. (2024). *Changes in the Arctic: Background and Issues for Congress* (CRS Report No. R41153). Congressional Research Service. <https://sgp.fas.org/crs/misc/R41153.pdf>
- Østhagen, A. (2011). The United States as an Arctic Actor. *The Arctic Institute. Center for Circumpolar Security Studies*. [http:// www.thearcticinstitute.org/united-states-as-arctic-actor/](http://www.thearcticinstitute.org/united-states-as-arctic-actor/)
- Østhagen, A. (2021). The Good, the Bad, and the Ugly: Differentiating Between Different Security Dynamics in the Arctic. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.23-34). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Papp, R. J. (2011). Charting the Coast Guard's course. *Proceedings of the United States Naval Institute*, 137(3), 21.
- Paret, P., Howard, M. E., & von Clausewitz, C. (2008). *On War*. Princeton University Press.
- Patel, V. (2022). *Establishing an Ambassador-At-Large for The Arctic Region*. U.S. Department of State.
- Patman, R. G., & Southgate, L. (2016). Globalization, the Obama Administration and the Refashioning of US Exceptionalism. *International Politics*, 53, 220-238.
- Paul, M. (2019). *Polar Power USA: Full Steam Ahead into The Arctic*. SWP Comment, 42. German Institute for International and Security Affairs.
- Paul, T. V., Larson, D. W., & Wohlforth, W. C. (Eds.). (2014). *Status in World Politics*. Cambridge University Press.
- Pedersen, T. & Steinveg, B. (2024). Russia's Clashing Ambitions: Arctic Status Quo and World-Order Revision. *Politics and Governance*, 12.
- Peng, J. & Wegge, N. (2015) China's Bilateral Diplomacy in the Arctic. *Polar Geography*, 38(3), 233-249.

- Pengelly, M. (2019). Trump confirms he is considering attempt to buy Greenland. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/18/trump-considering-buying-greenland>
- Peritz, I. (2014, 19 mars). Hillary Clinton warns Montreal crowd of Russia's increased activity in Arctic. *The Globe and Mail*. <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/clinton-warns-montreal-crowd-of-russias-increased-activity-in-arctic/article17560676/>
- Petersen, M. B., & Pincus, R. (2021). Arctic militarization and Russian military theory. *Orbis*, 65(3), 490–512.
- Pezard, S., et al. (2017). *Maintaining Arctic Cooperation with Russia*. RAND Corporation.
- Pincus, R. (2019a). *Rushing Navy ships to the Arctic: FONOPs are dangerous*. *Proceedings*, 145(1), 1,391. U.S. Naval Institute. <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2019/january/rushing-navy-ships-arctic-fonop-dangerous>
- Pincus, R. (2019b). Trump's New Arctic Policy Has a Familiar Ring. *Defense One*. <https://www.defenseone.com/ideas/2019/06/trumps-new-arctic-policy-has-familiar-ring/157622/>
- Pincus, R. (2020). Three-Way Power Dynamics in the Arctic. *Strategic Studies Quarterly*, 14(1), 40-63.
- Pincus, R. (2021). Changing Strategic Geography in the GIUK Gap. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.126-124). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.
- Plouffe, J. (2017). *US Arctic Foreign Policy in the Era of President Trump: A Preliminary Assesment*. Canadian Global Affairs Institute, Policy Paper, Calgary. https://www.cgai.ca/us_arctic_foreign_policy_in_the_era_of_president_trump_a_preliminary_assessment#Obama
- Porter, P. (2018). Why America's Grand Strategy Has Not Changed: Power, Habit, And the US Foreign Policy Establishment. *International Security*, 42(4), 9-46.
- Posen, B. (1984). *The Sources of Military Doctrine: France, Britain and Germany Between the World Wars*. Cornell University Press.
- Posen, B. (2014). *Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*. Cornell University Press.
- Posen, B. R., & Ross, A. L. (1996). Competing Visions for US Grand Strategy. *International Security*, 21(3), 5-53.
- Quinn, A. (2015). *Obama's National Security Strategy*. Predicting US Policy in the Context of Changing Worldviews/The Royal Institute of International Affairs.
- Quinn, E. (2019a). Pompeo Warns Canada About Doing Business with China, Russia in Arctic. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/politics/pompeo-canada-russia-china-arctic-1.5125293>
- Quinn, E. (2019b). Washington keeps climate change out of Arctic Council closing statement. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/politics/arctic-council-pompeo-trump-climate-change-1.5126535>
- Rahbek-Clemmensen, J. (2017). The Ukraine Crisis Moves North. Is Arctic Conflict Spill-Over Driven by Material Interests? *Polar Record*, 53(1), 1-15.
- Rahbek-Clemmensen, J. (2021). Reinvigorating Old Friendships: Why the US Should Pursue an Engagement Strategy in Greenland. Dans *On Thin Ice? Perspectives on Arctic Security*, sous la direction de Duncan Depledge et Whitney P. Lackenbauer, (p.116-125). Ontario, North American and Arctic Defence and Security Network, Ontario, Trent University.

- Rathbun, B.C. (2008). A Rose by Any Other Name: Neoclassical Realism as the Logical and Necessary Extension of Structural Realism. *Security Studies*, 17(2), 294–321.
- Reich, S. & Dombrowski, P. (2017). Racing for the Arctic with a Strategy of Restraint. Dans *The End of Grand Strategy: US Maritime Operations in the Twenty-First Century*, (p. 122-141). Ithaca; London: Cornell University Press.
- Ripsman, N. M., Taliaferro, J. W., & Lobell, S. E. (2016). *Neoclassical realist theory of international politics*. Oxford University Press.
- Ripsman, N.M. (2002). *Peacemaking by Democracies: The Effect of State Autonomy on the Post-World-War Settlements*. University Park: Penn State University Press.
- Ripsman, N.M. (2009). Neoclassical Realism and Domestic Interest Groups. Dans *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy*, sous la direction de N.M. Ripsman, J.W. Taliaferro et S.E. Lobell, (170–94). Cambridge: Cambridge University Press.
- Roberts, K. (2014). Détente 2.0? The Meaning of Russia's “Reset” with the United States. *International Studies Perspectives*, 15(1), 1-18.
- Robinson, P. (1999). The CNN Effect: Can The News Media Drive Foreign Policy? *Review of international studies*, 25(2), 301-309.
- Rodman, L. (2020,). *The Pentagon’s Arctic Strategies Reveal the Benefit of a North American Approach*. Canadian Global Affairs Institute.
https://www.cgai.ca/the_pentagons_arctic_strategies_reveal_the_benefit_of_a_north_american_approach
- Røren, P. (2023). The Belligerent Bear: Russia, Status Orders, and War. *International Security*, 47(4), 7-49.
- Rose, G. (1998). Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy. *World politics*, 51(1), 144-172.
- Rosen, K. R. (2022). A Battle for the Arctic Is Underway. And the U.S. Is Already Behind. *Politico Magazine*. <https://www.politico.com/news/magazine/2022/12/17/climate-change-arctic-00071169>
- Rosenberg, E., Titley, D., & Wiker, A. (2014). *Arctic 2015 and Beyond: A strategy for US Leadership in the High North*. Center for a New American Security.
- Roussel, S., Paquin J. & Massie, J. (2018). Le Canada face aux transitions de puissance à travers ses énoncés politiques, 1964–2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24 (3), 286-300.
- Ruskin, L. (2023). U.S. State Department Extends Continental Shelf Claims, Including in Arctic. *Radio Canada International*. <https://www.rcinet.ca/eye-on-the-arctic/2023/12/21/u-s-state-department-extends-continental-shelf-claims-including-in-arctic/>
- Schreiber, M. (2018,). New U.S. Legislation Speeds Possibility of Nome Port. *Arctic Today*.
- Schreiber, M. (2019). U.S. Energy Secretary Perry Calls for More Arctic Oil and Gas Development While Emphasizing Energy Geopolitics. *Arctic Today*.
- Schreiber, M. (2021). Biden Appoints New U.S. Arctic Research, Leadership Officials in Science-Based Approach. *ArcticToday*.
- Schweller, R. L. (1994). Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back in. *International Security*, 72-107.

- Schweller, R. L. (1998). *Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest*. Columbia University Press.
- Schweller, R.L. (2004). Unanswered Threats: A Neoclassical Realist Theory of Underbalancing. *International Security*, 29(2), 159–201.
- Shaller, B. (2020). « The Non-Arctic Dimension of Military Security -Russia and the West Between Regional Cooperation and Geopolitical Confrontation ». Dans *Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic*, sous la direction de Joachim Weber, (p.323-336). Frontiers in International Relations. Springer, Cham.
- Shunk, D., Hornick, C., & Burkhart, D. (2017). The Role of Forward Presence in U.S. Military Strategy. *Military Review*, 97(4), 42–52.
- Silove, N. (2018). Beyond the Buzzword: The Three Meanings of “Grand Strategy”. *Security studies*, 27(1), 27-57.
- Siniver, A., & Featherstone, C. (2020). Low-Conceptual Complexity and Trump’s Foreign Policy. *Global Affairs*, 6(1), 71-85.
- Slaughter, A. K. (2020). The Air Force's F-35 fleet in Alaska just doubled in size. *Business Insider*.
- Snow, S. (2018). New Rotation Headed for Norway as Marines Keep Eyes on a Cold-Weather Fight. *Marine Corps Times*. <https://www.marinecorpstimes.com/news/your-marine-corps/2018/03/09/new-rotation-headed-for-norway-as-marines-keep-eyes-on-a-cold-weather-fight/>
- Snyder, J. (1991). *Myths of Empire*. Ithaca: Cornell University Press.
- Sørensen, C. T.N. (2019). Intensifying U.S.-China Security Dilemma Dynamics Play out in the Arctic: Implications for China’s Arctic strategy. *Arctic Yearbook*. https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2019/Scholarly-Papers/21_AY2019_Sorensen.pdf
- Sørensen, C.T.N. (2013). Is China Becoming More Aggressive? *Asian Perspective* 37 (3): 363–85.
- Spohr, K., Hamilton, D. S., et Moyer, J. C. (Eds.). (2021). *The Arctic and World Order*. Brookings Institution Press.
- Starobin P. (2009). After America, *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2009/06/01/after-america-2/>.
- Stavridis, J. (2024, 13 juillet). Putin is Crushing the Arctic Ice While the US is Barely Afloat. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2024-07-13/putin-is-crushing-the-arctic-ice-while-the-us-is-barely-afloat>
- Swisher, J. (2022). *The Last Two F-35s Land at Eielson Air Force Base*. WebCenter Fairbanks. <https://www.webcenterfairbanks.com/2022/04/16/last-two-f-35s-land-eielson-air-force-base/>
- Taliaferro, J. (2004). *Balancing Risks: Great Power Intervention in the Periphery*. Ithaca: Cornell University Press, 2004.
- Taliaferro, J. W. (2006). State Building for Future Wars: Neoclassical Realism and the Resource-Extractive State. *Security studies*, 15(3), 464-495.
- Taliaferro, J.W, Lobell, S., & Ripsman, N. (2009). Introduction: Neoclassical realism, The State, And Foreign Policy. Dans *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy*, sous la direction de S. Lobell, N. Ripsman, & J. Taliaferro, (1-41). Cambridge: Cambridge University Press.

- Taliaferro, J.W. (2004). *Balancing Risks: Great Power Intervention in the Periphery*. Ithaca: Cornell University Press.
- Taliaferro, J.W. (2004). Power Politics and the Balance-of-Risk: Hypotheses on Great Power Intervention in the Periphery, *Political Psychology*, 25(2), 177–211.
- Tammen, R. & Kugler, J. (2006). Power Transition and China-US Conflicts, *Chinese Journal of International Politics*, 1(1), p. 31-55
- Thiessen, M. (2023). Nome Moves Closer to Becoming Arctic Deep-Water Port With New U.S. Funding. *CBC*. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/nome-arctic-deep-water-port-1.6318506>
- Thomassen, D. (2017). Lessons From the Arctic for the South China Sea. *Center for International Maritime Security*. <https://cimsec.org/lessons-arctic-south-china-sea/>
- Tidwell, A. (2017). The Role Of ‘Diplomatic Lobbying’ in Shaping US Foreign Policy and Its Effects on The Australia–US Relationship. *Australian Journal of International Affairs*, 71(2), p. 184-200.
- Tingstad, A., et al. (2023). *Report on the Arctic capabilities of the US Armed Forces*. RAND Corporation.
- Toosi, N. (2022). Putin Delaying National Security Strategy. *Politico*. <https://www.politico.com/newsletters/national-security-daily/2022/02/10/putin-delaying-national-security-strategy-00007916>
- Torres, K. (2016). Obama Administration: Russia’s Arctic Build-Up Non-Threatening. *National Defense Magazine*. <https://www.nationaldefensemagazine.org/articles/2016/6/9/obama-administration-russias-arctic-buildup-nonthreatening-updated>
- Tossini, J. V. (2023). The GIUK Gap: The Chokepoint in Britain’s Backyard. *UK Defence Journal*. <https://ukdefencejournal.org.uk/the-giuk-gap-the-chokepoint-in-britains-backyard/>
- Unger, D. (2016). The Foreign Policy Legacy of Barack Obama. *The International Spectator*, 51(4), 1-16.
- United States Geological Survey. (2008). *Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle*. USCGS. <https://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/fs2008-3049.pdf>.
- Vandal, G. (2018). L’exceptionnalisme comme fondement moral. Dans *Théories de la politique étrangère américaine: Auteurs, concepts et approches*, sous la direction de Charles-Philippe David et Frédéric Gagnon. Deuxième édition revue et augmentée (p. 109–158). Presses de l’Université de Montréal.
- VanHerck, G. D. (2022). Campaigning at the Top of the World: Arctic security and Homeland Defense. *Defense News*. <https://www.defensenews.com/opinion/commentary/2022/08/10/campaigning-at-the-top-of-the-world-the-arctic-and-homeland-defense/>
- Wall, C., & Wegge, N. (2023). *Russian Arctic threat: Consequences of the Ukraine war*. Center for Strategic and International Studies (CSIS). <https://www.csis.org/analysis/russian-arctic-threat-consequences-ukraine-war>
- Walt, S. M. (1990). *The origins of alliance*. Cornell University Press.
- Walt, S. M. (2002). The Enduring Relevance of the Realist Tradition. Dans *Political Science: The State of Discipline*, sous la direction de I. K. Milner. New York: W.W. Norton.
- Waltz, K.N. (1967). *Foreign Policy and Democratic Politics: The American and British Experience*. Boston: Little, Brown.

- Waltz, K.N. (1979) *Theory of International Politics*. New York: McGraw Hill.
- Watson, B., Masterman, St. & Whitney, E. (2023). *Critical Minerals in the Arctic: Forging a Path Forward*. The Wilson Center. <https://www.wilsoncenter.org/article/critical-minerals-arctic-forging-path-forward>
- Wei, Z., & Zhang, Y. (2021). The Biden Administration's Indo-Pacific Strategy and China-US Strategic Competition. *China Quarterly of International Strategic Studies*, 7(02), 157-178.
- Weinert, M. S. (2014). International Institutions and State Sovereignty. Dans *International Relations and the Arctic*, sous la direction de Robert W. Murray et Anita Dey Nutall, (p. 79-105). Amherst, Cambria Press.
- Weingartner K. A & Orttung, R.W. (2019). US Arctic Policymaking Under Trump and Obama. *Polar Record*, 55(6), 402-410.
- Wendt, A. (1994). Collective Identity Formation and the International State. *American political science review*, 88(2), 384-396.
- Wertheim, S. (2021). Delusions of Dominance. *Foreign Affairs*.
<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2021-01-25/delusions-dominance>
- Wezeman, S. T. (2016). *Military Capabilities in the Arctic: A New Cold War in the High North?* Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/publications/2016/sipri-background-papers/military-capabilities-arctic>
- Wohlforth, W.C. (1993). *The Elusive Balance: Power and Perception during the Cold War*. Ithaca: Cornell University Press.
- Wohlforth, W.C. (1999), The Stability of a Unipolar World. *International Security*, 21(1), 1–36.
- Wolfe, F. (2021). 10 Starlink Satellites Enhance Arctic Communications: NORTHCOM. *Defense Daily*.
<https://www.defensedaily.com/10-starlink-satellites-enhance-arctic-communications-northcom/space/>
- Wolfgang, B. (2015). Obama Forcing Military Measure as Arctic Ice Levels Decline. *The Washington Times*. <https://www.washingtontimes.com/news/2015/jun/22/obama-forcing-military-measure-arctic-ice-levels/>
- Wright, T. (2019). Trump's Defects: The Rise of Autocrats and the Decline of Democracy. *The Atlantic*.
<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/08/trump-defects-autocrats/596518/>
- Young, O. R. (2012). Building an International Regime Complex for the Arctic: Current Status and Next Steps. *The Polar Journal*, 2(2), 391-407.
- Zakaria, F. (1999). *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role*. Princeton. Princeton University Press.
- Zakaria, F. (2008). The Future of American Power: How America Can Survive the Rise of the Rest. *Foreign affairs*, 18-43.
- Zakaria, F. (2009). *The Post-American World*. New York: W.W. Norton & Company.